This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

SA 2368.97

Harvard College Library

FROM THE FUND

FOR A

PROFESSORSHIP OF
LATIN-AMERICAN HISTORY AND
ECONOMICS

ESTABLISHED 1913

SA 2365.97
68

LA REPUBLICA DOMINICANA

— EN LA —

EXPOSICION INTERNACIONAL DE BRUSELAS.

1897.

LA REPUBLICA DOMINICANA

EN LA

EXPOSICION INTERNACIONAL DE BRUSELAS EN 1897.

———«»———

[illegible]

[illegible]

LA REPUBLICA DOMINICANA

EN LA

EXPOSICION INTERNACIONAL DE BRUSELAS.

MEMORIA DESCRIPTIVA

-Y-

CATALOGO DE LA SECCION DOMINICANA

PUBLICADO POR LA

JUNTA CENTRAL ORGANIZADORA DEL CONCURSO

DE LA

EXPOSICION DE BRUSELAS.

SANTO DOMINGO.

Imprenta "Cuna de América" J. R. Roques.

1897.

34 1362.37

Brussels. Exposition internationale 18[illegible].

HARVARD COLLEGE LIBRARY
LATIN-AMERICAN
PROFESSORSHIP FUND
ESCOTO COLLECTION
FEBRUARY 8, 1919

LA REPUBLICA DOMINICANA

EN LA

EXPOSICION INTERNACIONAL DE BRUSELAS.

ACEPTADA por el Gobierno de la República la invitación que se le hizo para concurrir á la Exposición internacional de Bruselas, que se inaugurará el 24 de Abril de 1897, bajo el alto patronato de S. M. el Rey de los Belgas y la Presidencia de honor de S. A. R. el Conde de Flandes, el Poder Ejecutivo de la Nación tuvo á bien nombrar una Junta Central, que funcionando en la Capital de la República, organizara los trabajos preparatorios conducentes á acopiar, clasificar y remitir los diferentes productos con que la República asistirá á aquel concurso de las Artes, de la Ciencia, de la Industria y del Trabajo.

Constituyose la expresada Junta Central organizadora con los Señores

Don J. M. Pichardo B., Ministro de Correos y Telégrafos..... Presidente.
Don J. R. Abad..... Secretario.
Don Casimiro N. de Moya.....
Don Federico H. y Carvajal....
Don Hipólito Billini..... } Vocales.
Don Francisco Aybar.....
Don Fermín Goussard.....

Para auxiliar los trabajos de la Central, se instituyeron, además, tantas Juntas Departamentales como Provincias y Distritos cuenta la República; y para representar á la misma, en el Jurado internacional de recompensas, se designaron los Señores Don Isidoro Mendel, Agente Fiscal de la República en Europa, y Don Joseph Penson, Cónsul Dominicano en Bruselas, quienes son los Delegados de la República y los representantes de la Sección Dominicana en la Exposición.

Con la formación del catálogo parcial de la sección terminó el trabajo de la Junta Central organizadora; pero ésta ha querido completarlo publicando los presentes datos generales, que han de servir para hacer conocer la República Dominicana, en el conjunto de los elementos físicos y morales que la componen.

Estas pájinas contendrán:

1º La descripción general del país: geografía, climatología, meteorología, geología, mineralogía, fauna y flora.

2º La de los habitantes y la de su evolución política y moral: antropología, etnografía, lingüística, población, historia, organización y administración.

3º El catálogo de los objetos que se remiten á la Exposición, con los mayores datos que se han podido reunir acerca de los productos del suelo y de las industrias existentes ó á introducir.

En la redacción de la parte descriptiva, se ha utilizado la Reseña geográfico-estadística escrita por D. J. R. Abad, de órden del Sr. Ministro de Fomento y Obras Públicas para que circulara en la Exposición Universal de París de 1889. De ella se ha copiado ó estractado lo que es permanente é inmutable, haciendo las modificaciones necesarias en todo aquello que el tiempo, las leyes y los sucesos han alterado y correjido.

Santo Domingo, Marzo de 1897.

PARTE PRIMERA.

EL PAIS.

CAPÍTULO I.

GEOGRAFIA FISICA.

Situación.

La isla de Santo Domingo, en la que están enclavadas las Repúblicas Dominicana y de Haití, se halla situada entre los 17° 36' y 19° 58' latitud N. y los 70° 39' y 76° 51' longitud O. del meridiano de París. La parte de la isla que constituye la República Dominicana se halla entre los mismos grados de latitud N. y los 70° 39' y 74° 51' longitud O.

El Océano Atlántico baña á la Isla entera en sus costas del N. y E. y el mar Caribe ó de las Antillas la rodea por el S. y O. Ambos mares la separan respectivamente de la isla de Cuba por el O., de Jamaica por el S. O., de Puerto Rico por

el E., de las islas Turcas y grupo de las Bahamas por el N. y del continente por el S.

Límites terrestres.

Dentro de la Isla la parte que forma la República Dominicana, no está separada, de su vecina la República de Haití, por límites naturales que indiquen la demarcación de las dos naciones: cruzan entre ambos países ríos, lagos, valles y cordilleras que hacen del territorio una sola región física; pero sus diferencias de orígen, idioma y costumbres establecen una línea divisoria perfectamente definida.

Constituidas ambas naciones en los territorios que respectivamente fueron colonia española y francesa, sus límites político-legales son, y no pueden ser otros, que los establecidos por aquellas dos potencias en el tratado firmado en Aranjuez el 3 de Junio de 1777, único acto de reconocimiento político del dominio de Francia en el territorio de la Isla, que ha podido servir de base al actual Estado de Haití.

Figura.

El territorio de la República tiene una figura irregular, que ocupa algo mas de los dos tercios de la total superficie de la isla, y es como un triángulo, cuya base descansa sobre la línea divisoria

de Haití y el ápice lo forma la extremidad oriental que termina en el cabo Engaño.

Debe observarse que en algunos mapas, entre ellos el de Gabb, se hallan equivocadamente sustituidos los puntos que corresponden al cabo Engaño y al cabo Espada. Este último es el que se encuentra en el extremo S. O. de la Isla, próximo á la desembocadura del rio Yuma, y cabo Engaño es el que sobresale algo más al Norte, formando un extremo mucho más oriental.

Extensión.

Las mayores distancias dentro de los confines de la República son: de E. á O., la que media entre la citada punta Engaño y el lugar de la frontera de Haití en donde se levanta el pico Coup–au –Inde, que es de 515 kilómetros, y de N. á S. desde el morro de Monte Cristi hasta el Cabo Beata, 308 kilómetros. Las distancias menores son: de E. á O. de la desembocadura del río Yuna, en la bahía de Samaná, á la del Yaque del Norte en la bahía de Manzanillo, 262 kilómetros y de N. á S. de la boca del río San Juan á Santa Bárbara de Samaná 12 kilómetros; más, del pueblo de Sabana de la Mar al pueblo de Macorís 76 kilómetros, á lo que hay que añadir el ancho de la mencionada bahía, entre Samaná y Sabana de la Mar, que es de 25 kilómetros, formando un total de 113 kilómetros.

La extensión de la periferia se descompone como sigue: la frontera haitiana se desenvuelve en una línea tortuosa interior de 360 kilómetros, y la costa, comprendiendo las entradas de las grandes bahías de Neiba, Ocoa, Samaná y Manzanillo, tienen un desarrollo de 1500 km., que hacen 1860 km. de total perímetro.

De los límites y fronteras que se acaban de bosquejar resulta que su extensión superficial plana es de 53.343 km. De suerte que agregando la medida de las mayores islas adyacentes que pertenecen á la República, y teniendo en cuenta las desigualdades y los accidentes del suelo, puede estimarse en 60.000 km. cuadrados ó 6 millones de hectáreas de terreno los que constituyen el territorio de la República.

Costas, fondeaderos y puertos.

Desde la desembocadura del río Pedernales, límite meridional de la frontera de Haití, la costa se prolonga en dirección S. hasta cabo Falso, formando dos ensenadas con buenos fondeaderos, particularmente la de las Aguilas.

En cabo Falso el rumbo toma al S. E. hasta cabo Beata; la costa, en este punto es accesible con fondo de 7 á 10 brazas y dobla en el citado cabo con dirección al N. hasta punta Avarena.

En esta considerable extensión de costa las orillas del mar son bajas y arenosas hasta el pe-

queño puerto de Enriquillo, de poco fondo y con escollos, pero á donde van buques á recibir cargamentos de maderas, que son muy abundantes en toda la serranía del Baboruco, á cuyo pié está situado el referido puerto. En Punta Avarena el mar se introduce, en ancho seno, para formar la bahía de Neiba, de unos 32 km. de fondo por 15 de anchura media. Esta bahía tiene buenos fondeaderos, resguardados de todos los vientos del cuadrante, por las elevadas montañas que la rodean; los anclajes á que concurren las embarcaciones son los puertos de Barahona y de Alejandro.

Finaliza la bahía de Neiba en la punta Martin García, término de una pequeña serranía que se extiende por su costa Norte, y allí mismo principia la línea que forma el borde occidental de la bahía de Ocoa, que es la segunda en extensión é importancia de la República. Casi doble mayor que la que acabamos de bosquejar, sus aguas tienen fondo bastante para que puedan entrar los buques de mayor calado, que hallan en ella buen abrigo por la elevación de sus costas y por los buenos puertos interiores que en la misma se forman. De estos el Puerto Viejo de Azua se halla á la entrada del O., mientras que la magnífica bahía de las Calderas se halla en el extremo S, cubierta por un espolón avanzado en el mar, llamado punta Salinas.

Desde este lugar sigue la costa extendiéndose hácia el E. hasta el puerto de Palenque. Este es un embarcadero poco seguro, pero á donde, sin

embargo, concurren los buques á tomar cargamentos de azúcar de los ingenios inmediatos.

Los terrenos llanos, de formación calcárea, que principian en punta Palenque y siguen, por toda la costa, hasta doblar el extremo oriental de la isla, forman una muralla acantilada, con pequeñas ensenadas de poco abrigo y algunas de difícil acceso en las desembocaduras de los ríos más caudalosos. De esta naturaleza es la rada de la Capital, formada por el río Ozama, en cuyo puerto se han hecho y se siguen haciendo obras de alguna consideración, para franquear su entrada á los buques de gran calado.

El puerto de San Pedro de Macorís, en la ría de su nombre, se halla en condiciones parecidas; y los del Soco, Altagracia y Yuma, siguen, en la prolongación oriental de la costa, en la cual se encuentra el puerto de La Romana, mas abrigado y de mejor porvenir por ser el surjidero natural de una extensa comarca, rica y fértil, cuanto pueda desearse, para los trabajos de la agricultura.

En la Palmilla, frente á la isla Saona, el rumbo de la costa sigue al N. E. hasta Punta Espada, y de allí cambia al N. O. hasta Punta Visibón.

Remontando el cabo de San Rafael, la costa sigue una línea paralela al horizonte y francamente al O., sirviendo de costado S. al golfo de las Flechas ó bahía de Samaná.

Esta bahía, importante por su situación geográfica á la entrada del mar de las Antillas, notable por su capacidad, rica por ser el surjidero

natural de una de las mas espléndidas comarcas en que la actividad del hombre puede ejercitarse, ha sido objeto de la codicia de las grandes naciones marítimas, las cuales, en los modernos tiempos, han podido ver en ella el apostadero militar más interesante para la preponderancia de la navegación por vapor en una buena parte del Globo, á la vez que aparece como una escala mercantil, admirablemente situada, para servir de depósito al comercio europeo en las regiones sur-americanas del Atlántico y del Pacífico.

Un grupo de cinco islotes llamado Cayos Levantados, divide la entrada de la bahía en dos distintos canales: uno al S. de los Cayos, que es conocido con el nombre de Media Luna, por el cual sólo pueden pasar buques de poco calado; y el otro, que es el principal, se abre mas al N., entre los islotes ó cayos y la costa de la Península. Este último canal, por el que navegan buques de alto bordo, tiene de ancho, entre Cayo Pascual y Punta Cacao 1800 metros, su profundidad mínima de sur á norte es de 9 brazas, la máxima, 23 brazas. Este canal se ensancha para formar la ensenada de Clairac, que es un fondeadero seguro para los buques de mayor calado. Estréchase de nuevo el canal siguiendo con rumbo N. O. hasta el puerto de Samaná, en cuya ribera está situada la ciudad de Santa Bárbara. Aquí los costados N. y O. están cerrados por altos montes, y el S. por el islote del Carenero y una prolongación de rocas submarinas que se levantan sobre la superficie de

las aguas, en una línea paralela á la costa, en donde termina y se cierra el canal. Este fondeadero es en todos tiempos un tranquilo lago, en donde los más fuertes vendabales apenas logran levantar las espumas de sus mansas aguas. Frente al Carenero atracan los vapores que calan hasta 16 piés, y más abajo, á una milla ó dos, al E. de Santa Bárbara, los de mayor calado.

La costa S. de la Península abunda en fondeaderos, y después de los que hemos mencionado, siguiendo de la ciudad de Santa Bárbara de Samaná hácia el O., se encuentran las recaladas de Punta Corozo, los Robalos, Cabeza de Toro, Santa Capuza, Punta Gorda y Sanchez. Este último es el puerto donde termina el ferro-carril del valle del Cibao.

Desde Sánchez, la costa va descendiendo cada vez más baja y fangosa, hasta alcanzar el extremo del golfo por el norte; allí cambia de rumbo en un ángulo casi recto hácia el sur hasta cerrar el fondo de la bahía. Desde aquí la costa sigue la dirección de O. á E., en cuyo trayecto se encuentra el hermoso puerto natural de San Lorenzo, que es un buen fondeadero, aun para buques de gran porte. Continuando en busca de la salida del golfo se prolonga una playa baja y arenosa, en la cual se asienta el pueblo de Sabana la Mar.

Desde el cabo de Samaná en reconocimiento de la costa Norte, con rumbo al noroeste se encuentra el cabo Cabrón y en el intermedio las dos ensenadas de Puerto Francés y de El Rincón, muy

combatidas por los vientos dominantes del N. y del E.

En una de las revueltas del largo promontorio saliente que forma el cabo Cabrón, se encuentra Puerto Escondido y más adelante Pto. Jakson; este último de difícil acceso, pero muy abrigado en su interior con aguas profundas y mansas.

A pocos kilómetros de la ensenada Jakson termina la región montañosa de Samaná y se extiende un gran llano, bajo y cenagoso, hasta la desembocadura del gran Estero; pasado éste el terreno es más sólido y en una de sus entradas está el pueblo y puerto de Matanzas, frecuentado por los buques costaneros y los pescadores de tortugas.

Siguiendo la costa al N. O. en un trayecto de 30 kilómetros desaguan cuatro ríos, y se empiezan á tropezar las estribaciones inferiores de una cadena de montañas que viene del O., formando, sobre el mar, cabos y espolones salientes. El primero que se encuentra es punta Sabaneta y el segundo cabo Francés viejo.

Cerca de éste se halla la pequeña población de Tres Amarras; desde aquí la costa se dirije francamente al O. regada por multitud de arroyos que se desprenden de la inmediata meseta, precipitando sus aguas por entre profundos lechos rocáceos, que presentan, con frecuencia, cascadas y saltos de 20 y 30 pies de caída.

Más adelante, en esta costa escabrosa, se abre el pequeño puerto de la Goleta, el cual ofrece

abrigo y fondo bastante para que puedan anclar en él buques de travesía.

Desde la Goleta la playa se prolonga por unos 40 kilómetros hasta llegar á la ciudad de Puerto Plata, construída en una ensenada bastante segura, aunque no está guarecida por el N.

Prosiguiendo por la costa N. hácia el O. se encuentran algunas radas de poca importancia y siempre abiertas al N. Los puntos más notables de recalada para las embarcaciones pequeñas, son, en ella, las abras de Maimón, Souflet, Blanco é Isabela.

La ensenada de Isabela es una cortadura abierta al N. y al N. O., de poco abrigo para los buques que sólo concurren allí á tomar cargamentos de maderas preciosas, tales como caobas, espinillos y fustetes que, en abundancia, se han extraído de los bosques que cubren las inmediatas montañas

Desde Isabela al Morro de Monte Cristi la costa es áspera, cortada por cerros y peñascos que se adelantan y sumergen en el mar, ó se deprimen entre sí para formar pequeñas playas. Ningún puerto natural se encuentra en ella que merezca este nombre, ni nada hay tampoco digno de especial mención hasta que se llega á la bahía de Monte Cristi, cuya entrada se domina por el Morro ó alto malecón avanzado sobre el mar.

La bahía de Monte Cristi es una hermosa abra, perfectamente cerrada y de fácil acceso. Tiene buena entrada para los buques de alto bordo

que hallan, en su seno, seguro fondeadero bien resguardado de todos los vientos del cuadrante.

Algunos bajíos é islotes anegadizos se forman á distancia, y aunque la playa tiene inclinación bastante, sin embargo, las altas mareas la cubren, en parte, inundándola por un frente de más de un kilómetro.

A poca distancia y al respaldo S. O. del brazo de tierra que forma un costado de la bahía de Monte Cristi, se haya la otra, más considerable en extensión y de tan buenas condiciones, como abrigo y fondeadero, que lleva el nombre de Manzanillo.

Islas adyacentes.

Respecto á las islas sujetas al dominio de la República, sólo haremos mención de aquellas más principales, habiendo ya señalado, en la descripción de las costas, las que sólo pueden considerarse como islotes de poco ó ningún provecho.

La primera que encontramos en el rumbo S. es La Beata, distante cuatro kilómetros de la costa, sobre el cabo de su mismo nombre. Tiene aproximadamente una superficie de 30 kilómetros ó sean 3000 hectáreas de terrenos que pudieran cultivarse, pues están cubiertos de abundante vegetación y hay en ellos ganados que se crian silvestres en sus montes y llanos. Más al S. queda la isla de Alto Vela, mucho más pequeña, privada

de aguas y de que sólo hacemos mérito porque hay en ella fosilizaciones fosfatadas, utilizables en la industria.

Al E. de la Ciudad de Santo Domingo hay un islote, frente á la ensenada de Andrés, con cuyo mismo nombre es conocido, que se hace notable porque á él acuden, en todas épocas del año, tan incalculables cantidad de palomas, que la exportación de sus plumas y de su carne, preparadas, podría ser fuente de riqueza para un pueblo industrioso y hábil.

En el extremo oriental, en la parte S. de la isla, de la que está separada por un canal de 6 ó 7 kilómetros de ancho, se halla la Saona, que es la más importante de todas las islas adyacentes, y la única que puede llamar seriamente la atención de una empresa colonizadora. Se extiende de E. á O. y mide 28 kilómetros de largo por 8 de ancho, encerrando en su periferia una superficie de 200 kilómetros cuadrados ó sean 20.000 hectáreas. Es montañosa en su parte oriental y en la occidental; sus terrenos están cubiertos de abundante vegetación, y aunque desierta en la actualidad, ó sirviendo sólo de parada á algunos pescadores, esta isla, por su extensión, por la bondad de sus terrenos y por la abundante pesca, de que son riquísimas sus costas, está llamada á ser poblada y ventajosamente explotada. Rodéanla numerosos bajos y arrecifes, cuya situación no se ha estudiado suficientemente para garantir á los navegantes que la aborden, por lo cual se la considera como de

difícil acceso; pero tiene un buen puerto en su parte occidental cuya entrada nada dificulta.

Para terminar el presente capítulo haremos mérito de la pequeña isla Catalina que se encuentra á poca distancia de la costa, frente al puerto de la Romana. Abunda en maderas útiles, que en ocasiones se han explotado, y por su proximidad á la costa merece ser colonizada.

Montañas.

La gran cordillera del Cibao, que atraviesa la isla de E. á O., con una ligera inclinación hácia el N., es el eje de todo su sistema orográfico.

Aunque cortada por depresiones considerables, el enlace de las montañas que forman esta cordillera está perfectamente determinado. Empiezan las primeras lomas á elevarse cerca del mar, en el extremo oriental de la isla, y á medida que la serranía avanza, en su dirección hácia el O., la base de sus grandes moles se ensancha, sus cumbres crecen y se empinan, y sus estribaciones se extienden á grandes distancias en las direcciones del N. O. y del S. O.

En su extremidad oriental, la cordillera del Cibao raras veces adquiere una altura mayor de trescientos metros sobre el nivel del mar; pero al llegar al centro de su desarrollo, y en sus avances hácia el O., las altitudes toman grandes proporciones. Algunos de sus picos se elevan á 2.500

y 2.800 metros, y después de hacer este esfuerzo empiezan á deprimirse de nuevo, corriéndose en diferentes cadenas, bien eslabonadas, que forman anchos valles en los confines occidentales de la República, y penetran en el territorio haitiano, que cruzan de E. á O., para sepultarse en el Océano.

Partiendo del pico del Yaque, que es el nudo de la cordillera, corren hácia el N. N. O. estribaciones considerables. Es la primera que se encuentra una sierra muy tortuosa llamada Limpia-Naríz. Hácia el O. se extiende otra serranía, cuyo punto culminante es Loma Joca, de 2,000 á 2.500 metros de elevación. Otra hilera muy notable es la que se prolonga entre el río Magua y el Cenoví, de la que es pico Gallo, con 2.500 metros de altura, la cresta prominente. En esta misma dirección corren dos distintas estribaciones; la una se dirige hácia la frontera de Haití, destacándose el monte Diablo sobre sus más elevadas cumbres, y la otra, que se inclina hácia el S., levanta el pico Nalga de Maco á 2.000 ó 2.500 metros de altura.

Al S. E. del Pico del Yaque varias estribaciones arrancan del gran nudo central, y recorriendo encontradas direcciones proyectan grandes masas de montañas tortuosas, que hacen cambiar, en sinuosísimas curvas, las corrientes de las aguas recogidas en sus flancos, y dan, á los ríos que se forman á sus piés, un desarrollo kilométrico desproporcionado á la medida geográfica del terreno. Estas estribaciones, terminadas casi siempre por

crestas elevadas y angostas cuchillas, corren unas en dirección S. O., mientras que otras vienen más al S., prolongándose hasta cerca de la costa. Las primeras forman la sierra que cubre el valle de San Juan por el O., la de Constanza más al centro, y la de Neiba al S. O. Las segundas se tienden en formas más suaves, si alguna vez repentina y abruptamente cortadas á pico, en lo general, las afiladas cuchillas se ven sustituídas por lomas redondeadas que abren fácil acceso á las comunicaciones entre el S. y el N. de la Isla, y forman una región montañosa hasta cerca del mar, en casi todo el territorio comprendido entre la Capital y Azua, al N. O. y N. E., respectivamente, de ambas poblaciones. En esta sección y arrancando del núcleo central, corren otras masas de montañas que se dirigen al S. O., distinguiéndose entre ellas Monte Vanilejo y Manaclal al E. del río Nizao, y al Occidente Valdesia, Barbacoa y la loma de los Pinos: las estribaciones con que terminan por el S. son las sierras de San Cristóbal, de Baní y del Maniel.

Volviendo á la cordillera central, hácia el N., en la divisoria de las aguas, hay un punto culminante cerca de Piedra Blanca, desde el cual una cadena bien eslabonada se dirige al S., y después de formar, sucesivamente, las elevaciones de Siete Picos, nombre dado por el número de puntas que se encuentran en su cumbre, y Monte Mariana Chica, que tiene la particularidad de terminar en una mesa cuadrada, siguen una serie

de lomas que se confunden en los Llanos al N. de la Capital. Sobre esta parte hay otro monte elevado que tiene el mismo nombre de Mariana Chica; pero no puede confundirse con el anterior. El primero está á la izquierda del Jaina y el segundo en la Común de Yamasá.

Desde Piedra Blanca las ramificaciones de la Cordillera toman una inclinación curva hácia el N. E. para enderezar su línea paralela á la costa, en donde terminan, dejando una gran llanura hácia el S. y tendiendo pequeñas estribaciones hasta cerca del mar, por el lado de la bahía de Samaná.

Tal es la gran cordillera del Cibao, que ocupa una área aproximadamente igual á las dos terceras partes del territorio de la República.

Otro sistema de montañas, perfectamente distinto del que acabamos de describir, se extiende por el N. en línea opuesta y paralela al del Cibao, formando, en la extensa cuenca comprendida entre ambos, el valle más importante que tiene la Isla, al cual, el gran Colón, lleno de asombro y entusiasmo, al penetrar en él por primera vez, dió el nombre de Vega Real, justa y expontáneamente inspirado por la magestad y alteza de aquella comarca, sin rival en las Antillas.

La cordillera que ahora nos ocupa, al igual que la precedente, corre de E. á O., inclinándose ligeramente al N. Dá principio cerca de la bahía de Samaná y se extiende al O. formando el marco superior del magnífico valle, que riegan los gran-

des ríos Yaque, Camú y Yuna, hasta terminar en el morro de Monte Cristy. Sus estribaciones más largas se dirigen hácia la costa N., que en casi toda la extensión alcanza, hasta chocar con las aguas del Océano.

Una de estas estribaciones forma la serranía de Puerto Plata, y las depresiones entre ella y el núcleo principal, de que depende, forman extensos y fértiles valles, bien guarecidos y convenientemente regados. A esta cordillera, en su conjunto, se le ha dado el nombre de Sierra de Monte Cristi; pero su parte media é inferior, hácia el E., se conoce por Sierra de Macorís.

Otra región montañosa, que constituye un grupo alejado y muy distinto de los dos anteriores, es la serranía de Samaná, que ocupa íntegramente toda la península de su nombre. Corre de E. á O. y sus estribaciones se hunden entre las espumas del mar que la rodean por tres rumbos diferentes.

Esta serranía, por su situación geográfica y por su inclinación, parece ser la prolongación ó cabeza de la cordillera de Monte Cristi, pero su formación geológica demuestra lo contrario, y la señala como perteneciente al núcleo del sistema antillano, de la que ha debido ser una fracción aislada en medio del Océano, hasta que los aluviones del bajo Yuna, avanzando y creciendo incesantemente, la han unido al cuerpo de la isla.

La cuarta y última agrupación de montañas en que puede dividirse el sistema orográfico de la República, la constituye las sierras de Baboruco.

Situadas al S. O., dan principio en la bahía de Neiba, y con una inclinación constante, de E. á O. se extienden hácia la parte meridional de Haití, en donde adquieren su mayor desarrollo.

Ríos.

La descripción que acabamos de hacer del sistema orográfico nos explica por qué la isla de Santo Domingo cuenta con numerosas corrientes de agua, unas muy considerables y otras de pequeña importancia, según tengan su orígen en el centro de la Cordillera del Cibao, en sus ramificaciones inferiores, ó en las tres hileras secundarias de Monte Cristi, Samaná y Baboruco.

Las ondulaciones y declives de la masa central; las áreas curvas é irregulares de sus regiones hidrográficas; las montañas que las ciñen, las escalonan ó las cortan, dan tal rapidez y velocidad á las aguas corrientes durante su curso superior, prolongan tan grandemente el trayecto que recorren y aumentan su caudal de manera tan asombrosa, que parece increible al primer exámen que se hace del mapa físico del territorio. Después de adquirir así extensión y caudal, estos ríos llegan á las superficies planas de los llanos que atraviesan, y conteniendo su corriente en un cauce ancho, sin obstáculos ni desniveles transversales, llegan mansamente al mar, pudiéndose utilizar los

más de ellos como vías de comunicaciones interiores para pequeñas embarcaciones.

Esta es una feliz disposición que permite utilizar las aguas dulces de las corrientes secundarias y superiores para el suministro de las ciudades y para el riego de los campos, en donde sea menester á la vez que facilita vias de transporte, que, en distintos sentidos y por muchos kilómetros, se internan en la Isla.

De esta distribución de las corrientes resultan ríos de primero y de segundo orden, siendo los primeros los que nacen en la masa central de la Cordillera del Cibao y corren hasta el mar, y son los segundos todos los demás. A estos ríos principales afluyen centenares de arroyos, quebradas y torrentes, que mantienen, en todos ellos, un caudal de aguas permanente.

La parte N. y O. de la isla está regada por muchos menos ríos que la del S.; pero son también mayores y de más importancia.

El Yaque del N. tiene sus fuentes al pié del alto pico cuyo nombre lleva, y con sus vueltas y revueltas prolonga su curso unos 400 kilómetros antes de desembocar en la bahía de Monte Cristi.

En su marcha recibe las aguas del potente Jimenoa, que nace á unas diez millas de Jarabacoa, y después de describir una curva casi circular de 70 á 80 kilómetros de desarrollo se junta con el Yaque. Más arriba de Santiago recibe el Bao, de largo curso, como que viene de las montañas del O., en donde se levanta Loma Joca; después, y

sucesivamente, se le agregan los ríos Amina, Mao, Gurabo, Caña, Guayubín y otras siete ú ocho corrientes de menos caudal que los nombrados.

Este río riega la mitad occidental del gran valle del Cibao, partiendo de las pequeñas eminencias que dirijen las aguas del valle unas al E. y otras al O.

El Yuna es el otro río que completa el riego del expresado valle dirigiéndose por el E. á desembocar, por diferentes caños á la bahía de Samaná y, por el gran Estero, al Océano.

Nace cerca del Monte Vanilejo en el centro de la Isla, y en su curso de más de 360 kilómetros recibe numerosos afluentes de los cuales los más considerables son el Maimón, Payabo, Cevico, Yaya y Camú. Este último río es de gran caudal de aguas, y como el Yuna, puede utilizarse en la navegación interior con poco trabajo de arte para disminuír la corriente en contados puntos, en que, sin ser excesiva, deja poco fondo para que las embarcaciones floten holgadamente.

El Dajabón, que nace en la Hilera central, es muy inferior á los dos anteriores, pero tiene importancia política por ser, una parte de su curso, la línea divisoria de la frontera haitiana, en el N., hasta la bahía de Manzanillo, en donde desagua.

El Hatibonico nace á cierta distancia del pico Nalga de Maco, corre rodeándolo por sus flancos, primero al N., luego al E. y después al S., para seguír su magestuoso curso hácia los valles del O., que atraviesa antes de penetrar en el territorio de

Haití, á donde llega ya con las notables proporciones adquiridas por su gran desarrollo y por los numerosos afluentes que lo enriquecen.

Estos son los ríos de primer orden que de la Cordillera central parten hácia el N., el E. y el O. de la Isla. Los que corren hácia el S. ya hemos dicho que son menos considerables, pero no menos útiles y sí más numerosos.

El primero entre todos es el Neiba ó el Yaque del S.: nace en el mismo pico en que toma orígen su homónimo del N. y se dirige á la bahía de Neiba, siguiendo un curso de 300 kilómetros. Son sus mayores tributarios el río de las Cuevas, el del Medio, el Mijo y el San Juan de la Maguana.

Ozama nace en la misma Cordillera, y recibe como brazo más importante el Isabela y antes el Yuca, Guanuma, Verde, Yabacao y la Savita.

Macorís, de buen caudal, enriquecido por los ríos Magua y Guamo, Limones, Abijas, Lajas y otros.

Soco, nace más arriba de monte Isabélica, en la Hilera central, y después de recibir varios afluentes desagua en la ensenada del mismo nombre.

Río de la Romana, aunque de corto curso y pequeño caudal, forma una gran ría, que, ya lo hemos dicho, es el mejor puerto natural, al E. de la República.

Quiabón, que nace en la misma cordillera y con un curso de sólo 70 kilómetros llega al mar al E. de Punta Mina.

Yuma ó Duey, que es el último, corre en el extremo oriental de la Isla.

Todos estos ríos son navegables para pequeñas embarcaciones en una extensión de algunos kilómetros al interior, y suelen serlo, igualmente, la mayor parte de sus afluentes inferiores. En algunos de estos ríos pueden penetrar buques de regular porte á algunos kilómetros de su desembocadura, y para hacerlos navegables bastaría, en muchos casos, limpiar sus orillas y los obstáculos que los mismos ríos han ido acumulando en su cauce.

Los ríos Ocoa, Nizao, Nigua, Jaina y Brujuelas proceden igualmente de la Cordillera central, son torrenciales y se pierden en el mar ó se sepultan, parcial ó totalmente, en las arenas antes de llegar á su desagüe natural por la costa S., como sucede con el Brujuelas.

La cordillera de Monte Cristi es fuente de pocos ríos; las dos únicas corrientes que merecen este nombre son el Isabela y el Yásica. El primero viene por el S. de Puerto Plata y se dirije al N. O, á traves de un valle prolongado que recorre hasta llegar al Océano. El Yásica tiene sus fuentes en la misma vecindad que el Isabela, pero su curso se dirije al N. E. y después de engrosar su caudal con algunos afluentes, no muy escasos en aguas, se hace flotable en el último tercio de su curso.

La vertiente S. de esta cordillera sólo dá orígen á corrientes de poco caudal y breve curso, que

se descargan en el valle del Cibao, y son recogidas á su paso por los ríos Yaque, Camú y Yuna.

Lagos.

Hay dos lagos en el interior de la Isla que merecen citarse. Ocupan de E. á O. la depresión que encuadran, por el N., las serranías de Neiba, y por el S., la cordillera del Baboruco, y son como una continuación de la bahía de Neiba por un estremo y de la de Port-au-Prince por el otro, interrumpida por el levantamiento del terreno intermedio.

El mayor de ellos es el lago Enriquillo, de 55 kilómetros de longitud, con una anchura media de 18 kilómetros, todo él enclavado en territorio de la República, lo que no sucede con el otro lago, que le sigue en la dirección O., llamado del Fondo, ó Azuei, y por los haitianos, Saumatre, el cual se halla en la misma frontera, y por medio de él, cortándolo de N. á S. E., pasa la línea imaginaria de la división entre ambos Estados. Su longitud es de algunos 25 kilómetros por unos 12 kilómetros de anchura media.

Ambos lagos reciben numerosas corrientes de agua dulce que bajan de las serranías inmediatas, sin embargo de lo cual, sus aguas son tan saladas como las del Océano, mantienen los mismos peces, y están sujetas á los movimientos de la marea.

Hay, además, algunos depósitos naturales de aguas estantes, formando lagunas de pequeña extensión, que se alimentan por desviaciones subterráneas de corrientes perennes de agua dulce; otros que son meros estancamientos de las aguas pluviales, recogidas en hondonadas de suelo impermeable, y que están llamados á desaparecer en beneficio de la salud pública, á medida que los campos entren en cultivo; y finalmente, otros, formados por remansos y espansiones de los ríos, cuando desaguan sobre llanuras de bajo nivel, como las marismas causadas por las aguas del Yaque en la bahía de Manzanillo.

División territorial.

La geografía física ha dividido la República en dos grandes regiones, una al sur y otra al norte de la Cordillera central; la geografía política ha subdividido estas regiones, para los efectos del gobierno y administración, en Provincias y Distritos marítimos.

En la región del S. hay tres Provincias y dos Distritos. Las primeras son Santo Domingo, Azua, y Seibo; los segundos Barahona y San Pedro de Macorís.

La región del norte, conocida vulgarmente con el nombre de El Cibao, contiene las Provincias de Santiago, Espaillat y La Vega; los Distritos de Samaná, Puerto Plata, Monte Cristi y Pacificador.

Esta división territorial comprende en totalidad seis Provincias y seis Distritos.

Las Comunes y Cantones, que contienen las diferentes Provincias y Distritos, son las siguientes:

Provincia de Santo Domingo.—Ciudad Capital: Santo Domingo, que lo es, á la vez, de toda la República.—Comunes: San Cristóbal, San Cárlos, Boyá, Baní, Monte Plata, La Victoria, Guerra, Bayaguana, Llamasá, Villa Duarte, Villa Mella. —Cantón: Palenque.

Provincia de Azua.—Capital: Azua.—Comunes: San Juan, Las Matas, San José de Ocoa, Bánica, Cercado.

Provincia del Seibo.—Capital: Santa Cruz del Seibo.—Comunes: Higüey, Hato Mayor.—Cantones: Jovero, Ramón Santana.

Provincia de Santiago.-Capital: Santiago.—Comunes: Mao, San José de las Matas, Jánico.

Provincia de Espaillat.-Capital: Moca.—Común: Salcedo.

Provincia de La Vega.-Capital: Concepción de La Vega.—Comunes: Cotuy, Jarabacoa, Bonao.—Cantón: Cevicos.

Distrito de Barahona.—Capital: Barahona.—Comunes: Neiba, Enriquillo, Duvergé.

Distrito de San Pedro de Macoris.—Capital: Macorís.—Común: Los Llanos.

Distrito de Samana.—Capital: Santa Bárbara de Samaná.—Comunes: Sabana de la Mar, Sánchez.

Distrito de Puerto Plata.—Capital: Puerto Plata.—Comunes: Altamira, Blanco.

Distrito de Monte Cristi.—Capital: Monte Cristi.—Comunes: Sabaneta, Guayubín, Dajabón. —Cantones: Guaraguanó, Restauración.

Distrito Pacificador.—Capital: San Francisco de Macorís.—Comunes: Villa Rivas, Matanzas. —Cantones: Cabrera, Castillo.

CAPITULO II.

METEOROLOGIA Y CLIMATOLOGIA.

Lluvias y vientos.

Son muy abundantes las lluvias en la mitad oriental de la Isla, partiendo de la Capital y recorriendo las costas hácia el E. y luego curvando al N. hasta Puerto Plata; la mayor humedad atmosférica se observa en la bahía de Samaná.

Son igualmente frecuentes las lluvias en el interior de la Isla, hácia el O. y el N., desde que se alcanza una altura de 200 metros sobre el nivel del mar.

En la parte oriental las lluvias son constantes desde Mayo hasta fines de Noviembre.

En el valle del Cibao caen fuertes aguaceros durante la primavera, sigue un tiempo de calma que se prolonga todo el verano y parte del otoño,

y luego se presentan las lluvias fijas, que suelen principiar en Noviembre y continúan hasta Febrero ó Marzo.

En las costas centrales de la Isla, al S. y al N., es decir, desde Baní á Neiba, y de Puerto Plata á Monte Cristi las aguas son mucho más escasas, siendo muy notable la diferencia que existe en la cantidad de las lluvias que caen en esta región y la anteriormente soñalada. En la que ahora nos ocupa no es estraño ver pasar siete y ocho meses sin que caiga una gota de agua.

Igual fenómeno ocurre en el valle del Cibao, siendo abundantes las aguas en el Oriente del mismo y escasas en el Occidente.

Los vientos reinantes son los del primero y segundo cuadrante, soplando por término medio, del E., 187 días, del N. E. 75 días, del S. E. 65, del N. 14, del S. 11, del N. O. 8, del S. O. 3 y del O. 2.

La configuración de las montañas de la isla, que corren de E. á O., abren paso á los vientos dominantes que, como se acaba de ver, son los del E., N. E. y S. E., los cuales ventilan la atmósfera, dan, hácia el interior, mayor uniformidad á la temperatura, disminuyendo el calor del día y aumentando la evaporación, con lo cual desaparece el exceso de humedad que, de otro modo, haría sofocante el calor de la atmósfera. Por esta razón los valles y las costas de Santo Domingo, son incomparablemente más sanos y frescos que los de la

parte Occidental de la isla ocupada por la República de Haití.

La altura de la columna barométrica ha oscilado, según las observaciones hechas por el mismo profesor Blake, entre 748.28 y 783 milímetros. No conocemos ningunas observaciones hechas para poder apreciar la oscilación total al año, ni la presión media durante un período determinado. La presión más baja de 748.28 milímetros está tomada en loma Laguneta, en el centro elevado de la Isla, y la más alta, de 783 milímetros, en la costa, en la misma Capital.

Temporales.

Sabido es que los huracanes intertropicales del Atlántico se forman hácia el N. E. de la Isla de Trinidad, á los 15° de latitud N. y á los 54° de longitud O. del observatorio de San Fernando; algo más al N. cuando la declinación boreal del sol es mayor, y algo más al S. cuando dicha declinación es pequeña ó austral. La dirección que sigue al empezar su trayectoria es de E. S. E. á O. N. O. recurvando al aproximarse á los 30° de latitud para cambiar de dirección y seguír del O. S. O. á E. N. E. Estos ciclones se forman generalmente en la época en que se verifican los cambios de los vientos regulares entre Julio y Octubre.

La señal más segura de su aproximación es el

descenso del barómetro. Dos ó tres días antes del paso de un ciclón, se observa, en muchos casos, que el barómetro acusa presiones atmosféricas mayores que las ordinarias, en la época del año en que se verifican, y mayores también que en los días inmediatamente anteriores; aumento de presión, motivado, indudablemente, por el desequilibrio y perturbación que produce en la atmósfera la aproximación del meteoro, pero siempre de una manera continua y bastante notable, para que, con los demás signos que acompañan á éste, no quede duda alguna de su existencia y proximidad.

El último ciclón que ha atravesado la Isla fué el del 21 de Setiembre de 1894. La dirección de este huracán fué del S. al N. O., recorriendo una línea estrecha que no alcanzó á los extremos Orientales y Occidentales de la República. Sus mayores estragos los causó en la Capital y en la común de San Cristóbal. Las fuertes estribaciones de la cordillera central que llegan á este punto, sirviendo de barrera al vendabal, resguardaron las regiones del Norte y Occidente, que sufrieron muy poco.

El 6 de Setiembre de 1883, fué, igualmente, castigada la Isla con un temporal que corrió de N. O. á S. E., de suerte que, en aquella ocasión, el mayor daño lo sufrieron las poblaciones de Enriquillo, Barahona, Azua y Baní.

Otro huracán notable fué el de 13 de Setiembre de 1876, cuya dirección fué de S. E. á N. O.,

por lo cual apenas perjudicó las comarcas en que se hizo sentir el de 1883.

Terremotos.

Según autorizadas opiniones, la Isla de Santo Domingo se halla fuera de la corriente seísmica que va desde el antíguo continente al nuevo, aunque muy próxima á ella, pues la región volcánica de las Islas de San Vicente, Santa Lucía y Guadalupe, cuyos cinco volcanes, tres de ellos en actividad, constituyen un centro de conmoción que se siente á bastante distancia, ha hecho sentir sus temibles efectos en Santo Domingo, en épocas que la historia recuerda con las fechas de 1564, 1684, 1751, 1770, y en nuestros días, con la del año de 1842. Las conmociones de este último año, que redujeron á escombros la ciudad de Santiago de los Caballeros, fueron precursores de los grandes terremotos que arruinaron á la Martinica y produjeron la erupción del volcán existente en dicha isla. Después de esta fecha se han sentido ligeros temblores, particularmente á fines de 1867 y á principios de 1868, precediendo á una gran erupción del Vesubio y de algunos volcanes del continente americano. Los terremotos que en 1882 sufrieron las ciudades de Colón y Panamá también se percibieron en Santo Domingo, sintiéndose con alguna intensidad, en la Capital, cuatro ó cinco movimientos de oscilación que no llegaron á cau-

sar daño en los edificios; en las poblaciones de El Seibo é Higüei sus efectos fueron más notorios, pues los muros y techos de las Iglesias parroquiales de ambos pueblos se agrietaron de tal manera, que fué preciso hacer costosas reparaciones para evitar la ruina de aquellos edificios.

Temperatura.

El clima de Santo Domingo es, en general, cálido y húmedo; pero las diferencias de las alturas sobre el nivel del mar y la influencia de los agentes atmosféricos modifican la temperatura de manera muy notable.

En las tierras bajas y en la costa, el termómetro nunca baja de 20° C., ni sube á más de 32° C.; pero en las comarcas elevadas, la temperatura es fresca y agradable, aun para los habitantes de los países fríos. Hay altiplanicies y valles interiores, en los cuales, durante los meses de invierno, se siente verdaderamente frío. El barón de Eggers, en su reciente viage de exploración por el interior de la isla, pernoctó en el valle de Constanza, que está á 1150 metros sobre el nivel del mar, y tomada la temperatura el 28 de Mayo de 1887, el termómetro marcaba 12° R. á las 6 a. m. El mismo viagero y botánico, subió, al siguiente día, á una altiplanicie que se halla entre el citado valle y el pico del Yaque, muy poco conocida y sólo visitada por algunos monteros, y á 2270 metros sobre el nivel del

mar, halló un llano ondulado, extenso, dominado por alturas secundarias, el cual tiene el nombre de Valle Nuevo. La temperatura á las 6 de la mañana, era sólo de 9° R., y cree el citado viagero que en el mes de Diciembre baje á 0, lo cual no dudamos, pues la congelación del agua, aunque poco duradera, es un hecho en estas alturas.

Tales son las mayores diferencias de temperatura, concienzudamente comprobadas, y que permiten al hombre escoger la zona en que le convenga habitar, porque más se adapte á su temperamento y necesidades físicas.

Puede decirse, sin embargo, que sólo se conocen dos estaciones en toda la isla, que impropiamente se llaman invierno y verano, pues mejor pudieran decirse estación de las lluvias y estación de la seca. Con respecto á estas dos estaciones, la isla se divide en dos regiones distintas: la una comprende desde las divisorias de las aguas, en la Cordillera central, hácia el S. y el O.; la otra ocupa, desde esta misma divisoria hácia el N. y E. En la primera de estas divisiones, la estación de las lluvias abraza los meses comprendidos desde Abril á fines de Diciembre y en la segunda desde Diciembre á Marzo.

En realidad las estaciones intermedias de los climas templados, no existen, aunque, para los efectos de la vegetación, la zona que ocupa la Isla, hace que, en toda ella, reine una primavera perpetua, y para los efectos de la temperatura, todas las comarcas llanas ó montañosas situadas á más

de 700 metros sobre el nivel del mar, gozan, durante el año entero, del fresco otoñal más agradable que pueda apetecerse.

En los llanos de la costa, el calor producido por la perpendicularidad de los rayos solares, durante los tres meses de la canícula, es atenuado por los copiosos aguaceros que llenan la atmósfera de cierta fluidez agradable, aumentada por la abundante evaporación que el mismo sol produce sobre las capas superficiales del suelo, constantemente humedecido.

Otra benigna influencia contribuye á hacer más tolerable la época de los calores en las tierras bajas. Sabido es que en las Antillas el viento del E. sopla casi constantemente durante todo el año, en el tiempo comprendido entre las nueve de la mañana y una ó dos horas después de la puesta del sol. Al cesar la *brisa*, que así se llama este cuarto del cuadrante, le reemplaza el *terral*, viento que procede de las altas montañas, y que no puede confundirse con el N., aunque venga de la misma dirección, porque éste es seco y duro, mientras que aquel llega á la costa impregnado de fluidez y de frescura. El terral suele soplar toda la noche, suavemente, hasta la salida del sol.

Por los efectos combinados de ambas brisas, la atmósfera se halla constantemente agitada, y el ambiente respirable recibe las influencias benéficas de sus cualidades reconstituyentes. El terral, cuando blandamente sopla, produce una placentera sensación de calma, de la que participan,

á la vez, el cuerpo y el espíritu; es propicio al sueño y lo hace reparador; y en las altas montañas, en donde son indispensables las frezadas de lana para abrigo de la cama, fortifica las fibras, vigoriza el sistema muscular y contribuye á la formación de los glóbulos rojos de la sangre.

El hecho de la benignidad del clima general está plenamente comprobado, por la fácil connaturalización alcanzada por los descendientes de las dos razas, de procedencia tan opuesta como lo son las que hoy pueblan la isla; y por el vigor y fecundidad de la sub-raza originada por el cruzamiento de ambas.

Puede asegurarse que ningún país ofrece mejores condiciones de habitabilidad, que las que se reunen en Santo Domingo; y esto sucede á pesar de que la higiene pública de los campos y ciudades sufre los efectos de causas maléficas, que tienen fácil remedio, como el desbordamiento periódico ó local de algunos ríos; el paludismo ocasionado por lagunatos y pantanos temporales ó permanentes; la falta de comodidades debida á la rusticidad y pobreza de las habitaciones; las privaciones originadas por la carestía relativa de víveres y vituallas, efecto del atraso agrícola, y, sobre todo, de la carencia de caminos interiores, de la crianza suelta y de otras pequeñas ó grandes causas, que sólo pueden ser removidas mediante un mayor grado de progreso general, de desarrollo de la riqueza pública y de bienestar privado. Beneficios que alcanzan siempre, en nuestro siglo, los pueblos

cultos, cuando al propósito de conseguirlo, se agregan la capacidad intelectual y la disposición física para el trabajo, cualidades que no se puede dudar existen en el nuestro.

Salubridad.

A pesar de ser una verdad positiva que el clima y las condiciones de la vida, son en Santo Domingo, favorables al desarrollo y al progreso de la especie, por una serie de circunstancias fatales y de hechos mal examinados, fuera de aquí, particularmente en Europa, ha llegado á formarse una idea absolutamente inexacta acerca de la salubridad de este país, suponiéndolo asiento permanente de la fiebre amarilla y de otras enfermedades, que minan lentamente ó destruyen con rapidez la existencia del hombre.

Y esta, tan errónea como calumniosa creencia, no conviene que dejemos en pié; pues ni es cierto que existan aquí causas permanentes destructoras de la salud, distintas ni más activas que aquellas que ordinariamente castigan á la humanidad en los países mejor afamados, ni es justo que siga tomando cuerpo esa sombra negra y funesta, que no deja de crear obstáculos á los progresos del país y de retrasar las evoluciones naturales, necesarias é inevitables de su sociedad hácia los horizontes más despejados, anchos y luminosos, en los que, sin duda, se han de realizar sus futuros destinos.

La necesidad de encubrir grandes torpezas y aun de evitar verdaderas y tremendas responsabilidades á que se hicieron acreedores autoridades militares ó civiles, que, en varias ocasiones, han intervenido en nuestro territorio, es lo que ha servido de base á tan arbitraria imputación, que, por entonces, nadie tenía interés en destruír, y que ha crecido y rodado por el mundo, como crecen y ruedan mil otras patrañas, que un móvil particular cualquiera, inventa, en un momento oportuno, y las múltiples lenguas de la prensa declamadora mantiene y propaga.

Los desastres sufridos por las fuerzas invasoras de ingleses y franceses, y por las de la ocupación española en época más reciente, son los que han dado visos de verdad á la supuesta insalubridad de Santo Domingo. Pero esos desastres tienen otra explicación que no queremos dar nosotros; para el caso dejaremos hablar al autor del libro titulado "Santo Domingo, su pasado y su presente." El señor Samuel Hazard, autor de dicha obra, es un extrangero, que ha estudiado el país, viajando por él y bebiendo en buenas fuentes, como que pudo obtener noticias locales, minuciosas y fidedignas, en las investigaciones que se hicieron por la Comisión que vino de los E. Unidos en 1871, para conocer y explorar la voluntad de los habitantes de la República en lo que se refería al proyecto de anexión, que, por entonces, algunos dominicanos negociaban con el Presidente de la Unión Americana. Es, pues, el citado autor, una

autoridad que merece crédito por su imparcialidad, y porque su opinión, así como las conclusiones finales que constan en el dictámen oficial de la Comisión, se apoyan en datos recojidos sobre el terreno y en informes de médicos connotados, que, con ellos, los buscaban, consultando á sus colegas de profesión en todos los pueblos de la República, y visitando los hospitales y establecimientos de curación.

Extractaremos sólo algunos párrafos de la obra de Hazard, que entre otras cosas, dice lo siguiente:

"Entre los sucesos directamente relacionados con Haití y Santo Domingo, y que, por su propio valor, han impresionado profundamente la pública opinión figuran las terribles epidemias, particularmente de fiebre amarilla, que destruyeron los ejércitos de Inglaterra, Francia y España, que sucesivamente han operado en sus costas."

"Como eran europeos los que sucumbían, su triste suerte afectaba á millones de interesados, y por eso se formó en Europa la idea que hizo casi sinónimos los nombres de Santo Domingo y fiebre amarilla. Nos dice la historia que la más fatal de estas expediciones fué la realizada por los franceses á principios de siglo, pero estos no operaron en el territorio hoy dominicano, sino en el de Haití; y debemos tener muy en cuenta la forma y manera como esas tropas se emplearon, las imprudencias que cometían y las privaciones que soportaron,

aún de las cosas más necesarias á la vida y de las que los soldados tampoco pueden prescindir."

"Añádase á esto que las operaciones militares se emprendían sin conocer, ó si se conocían, despreciando las exigencias del clima; y que las mayores pérdidas fueron producidas por la pésima alimentación, y hasta por el hambre, tanto en los acuartelamientos, como en los sitios y en los hospitales instalados en los buques."

"La expedición inglesa á Santo Domingo, de que mucho se cuenta, no sufrió tantas pérdidas por enfermedades como las que debieron esperarse de la imperfecta organización sanitaria á que aquellas tropas estuvieron sujetas. Un médico de aquel mismo ejército informaba acerca de las causas que ocasionaban la mortalidad en las tropas diciendo: —"Estaban los soldados agobiados por el exceso de trabajo, sin ánimo ni aliento, y encerrados en poblaciones en las que se carecía de todo aquello á que estaban acostumbrados y podía convenirles. Comían carne con exceso y con más abundancia, aun, consumían licores alcohólicos, lo que, en temperamentos pletóricos como los suyos, era causa bastante para provocar las enfermedades que sufrieron."

"Las pérdidas del ejército español, en el período de la anexión, fueron causadas, principalmente, por la falta absoluta de cuidados sanitarios, y aun esas pérdidas se abultaron exageradamente."

Y añadiremos nosotros, que en este último caso, como en los dos precedentes, la impericia de

los gefes, el desprecio con que se mira la vida del soldado, las privaciones, las inclemencias del agua y del sol, las miserias, hambres y abusos imprudentes, á que, por los accidentes de la guerra, por la necesidad fatal de los sucesos, ó por las imprevisiones y descuidos de la administración están sugetos los ejércitos en campaña, son causas sobradas para desarrollar las más terribles epidemias en los países más sanos de la tierra. Las grandes guerras europeas han tenido casi siempre por secuela calamidades como el cólera, el tifus contagioso y hasta la peste negra. No seremos la excepción de la regla; pero tampoco es justo que se atribuya á causas permanentes, propias del país, lo que es sólo efecto obligado de causas especiales y transitorias.

La fiebre amarilla no es propia de Santo Domingo: la que se sufre es poco peligrosa, no es la misma del golfo mejicano y no tiene carácter contagioso. La historia y la experiencia prueban que nunca se la ha sufrido en esta parte de la isla con carácter epidémico, como se ha visto algunas veces en Haití. Y es que la configuración física de la isla es tal que favorece grandemente á la región dominicana en lo que se refiere á la salud pública.

Ya hemos visto que sus cordilleras principales se extienden de E. á O. Los valles, entre las mismas, se barren casi diariamente por los vientos alisios, que, en esta latitud, soplan del E. y del Noreste, es decir, de las saludables inmensidades del Grande Océano; y las influencias perniciosas que

originan las descomposiciones orgánicas, desaparecen con la misma rapidez con que se forman. En cambio, la región occidental de la isla, ocupada por la República haitiana, se halla amurallada hácia el Oriente, por altas montañas que corren formando curvas irregulares de N. á S. Estas barreras opuestas á los vivificadores vientos del E., y la influencia perniciosa de próximas marismas y manglares, es la causa de que Port-au-Prince y otros lugares de Haití, en parecida situación colocados, hayan adquirido la mala fama que tienen, y que, por lo poco generalizado que se halla el conocimiento de la topografía de Santo Domingo, se ha hecho extensiva, sin razón ninguna, á la parte dominicana.

No insistiremos más acerca de este asunto; pero, en comprobación de lo que acabamos de decir, basta observar que nuestra vecina del E., la isla de Puerto Rico, goza justamente de una gran reputación de salubridad, mientras que la vecina de Haití, por el O., es decir, la isla de Cuba, tiene, en sus costas, fama de lo contrario. La República Dominicana goza de las ventajas de Puerto Rico, por estar, como ella, abierta al E., y debe gozarlas, en incomparable extensión mayor, porque sus altiplanicies y sus valles interiores, le dan zonas considerables, tan templadas y frescas como las que sólo existen en latitudes mucho más al N.

Para terminar vamos á traducir las conclusiones del informe de la Comisión norte-americana á que antes nos hemos referido. Dice así:

"El concepto que generalmente se tiene de que el territorio de la República Dominicana es insalubre, y de que las personas que allí acuden están sujetas periódicamente á sufrir la fiebre amarilla, ES COMPLETAMENTE ERRONEO. El término medio de la salubridad pública y de la longevidad, es igual, si con toda probabilidad no resulta mayor, que el que, en conjunto, se obtiene en los Estados Unidos. Los inmigrantes no están sugetos á mayores peligros, en el período de su aclimatación, que los que corren las personas que van de los antiguos á los nuevos Estados de la Unión, y alejándose de las comarcas de la costa no hay absolutamente ninguno. Considerando el tiempo en conjunto, puede hacerse tanto trabajo personal en la agricultura, sin comprometer la salud, como el que se hace en nuestros Estados del Centro y del O., y eso con mayor provecho. En todas las circunstancias es posible disfrutar, sabiendo escoger la localidad, de un clima delicioso, en el cual no prevalecen las enfermedades de los pulmones, ni la fiebre escarlatina, ni otras temibles epidemias de los países del N., y esto sin riesgo respecto á la fiebre amarilla "

No cabe duda alguna acerca de las buenas condiciones generales que favorecen la vida del hombre en Santo Domingo, y es evidente que su población sería hoy crecida, si para mermarla constantemente no hubiesen actuado causas peculiarísimas y poderosas; pero que nada dicen contra su habitabilidad, ni nada tienen que ver con su salubridad pública.

CAPITULO III.

GEOLOGIA

Orígenes prehistóricos.

Una lijera exposición geogénica, apoyada en las observaciones adquiridas por la ciencia, servirá para darnos una idea general de los orígenes prehistóricos de la Isla de Santo Domingo.

Según lo hemos visto ya, la atraviesa de E. á O. una gran Cordillera, de considerable extensión, pues comprendiendo sus estribaciones laterales y las ramificaciones que de ella parten en diferentes direcciones, su área total abraza las dos terceras partes de la Isla.

Esta cadena de montañas se compone de un núcleo central de rocas eruptivas, las cuales han levantado y retorcido las estratas sedimentarias cubriéndolas y arrojándolas sobre sus flancos. Este núcleo no abraza la longitud total de la Cordillera, sino que empieza próximamente en su mitad, formando una gran masa irregular que se tiende oblicuamente á través del eje de la Hilera. Hácia el E. termina repentina y bruscamente en la región del río Jaina, mientras que por el O. se prolonga, por medio de una série de fajas paralelas, hasta los lindes de la República, y probablemente prosigue á través de Haití. Recubriendo estas rocas, empujadas, plegadas y trituradas por ellas, se hallan los grupos de pizarras, conglomerados y calizas de

la formación cretácea, los cuales, no sólo cubren la masa de montañas sino la mayor parte del área de la isla.

El exámen de la Hilera central y la inclinación de los lechos y líneas de las rocas cretáceas, dan una idea muy exacta acerca del orígen primero y fundamental de la isla que el profesor Gabb juzga ha debido surgir del seno de los mares durante el período Eoceno. Entónces, lo que es hoy la Isla entera, debió ser, únicamente, la Cadena central, extendida en toda su longitud hasta los confines de la actual península septentrional de Haití, mientras que la otra península, al S., no era más que un grupo de pequeñas islas. Así mismo, las tierras altas de Samaná formaban al N. E. uno ó varios islotes rocallosos, ligeramente elevados sobre las aguas; y hácia el S. E. un pequeño archipiélago era lo que constituye hoy las lomas del Seibo.

Durante el período mioceno, ó dígase terciario, estas islas se fueron rodeando de arrecifes madrepóricos ó de coral, cuyos fragmentos se ven hoy formando manchas de rocas calcáreas, que yacen en la misma posición horizontal en que fueron depositados sobre los confines, levantados bruscamente, de las pizarras cretáceas. En esta época, las fuerzas de expulsión que producían el levantamiento de los terrenos no habían cesado de obrar, y al fin del período terciario, después de un tiempo de calma, prosiguió la acción impulsiva levantando la última formación sobre 200 piés en medio

del valle de Santiago; de 300 á 400 piés en los cerros al S. de la bahía de Samaná; y todavía más en las faldas de la Cordillera, hácia Cevico y en la parte alta de la cuenca del Yaque. Mientras estas fuerzas internas actuaban, suave ó débilmente, en las indicadas comarcas, su acción se ejercía, con mucha mayor violencia, algo más al N., en donde levantaban una extensa línea de más de 200 kilómetros de largo, que hoy forma la cordillera de Monte Cristi. Hasta el fin de esta época la expresada cordillera no había sido más que una ribera del mar, casi á nivel, cubierta de un sedimento barroso de calizas blancas.

En período geológico aun más reciente, los llanos del E. y N. E. de la ciudad de Santo Domingo, estuvieron debajo del mar, á no grande profundidad, formando una gran depresión en la línea de la costa, semejante á la que existe ahora al S. de Azua. Entónces la costa se extendía desde la presente situación de San Cristóbal, siguiendo por las lomas de Calabaza, Cristina, Cobre y Monte Prieto, hasta cerca de Yamasá. Las colinas de Bayaguana y algunas otras de las más avanzadas de San Cristóbal, formaban islotes en los depósitos terciarios de tercer orden, mientras que al O. y al N. de la Isla, la línea de la costa era muy poco diferente de lo que es hoy. En esta época, las islas de Cuba y Puerto Rico eran muy pequeñas y las Bahamas aun no se habían levantado sobre el Océano, ni tampoco existían las penínsulas de Yucatán y de la Florida.

Formación secundaria.

Los terrenos más antiguos son: los que constituyen la Cordillera central en toda su longitud y anchura; una serie de protuberancias eslabonadas en la península de Samaná; el núcleo de las sierras del Baboruco; y un punto, único y aislado, en la cordillera de Monte Cristi cerca de Puerto Plata.

Forman el grupo central grandes masas de pizarras, areniscas, conglomerados y calizas, divididas, á veces, por vetas de bargaza y de granito, y en otras ocasiones por pequeñas vetas de pórfido.

En su orígen parece haber consistido de una serie de tongas ó camas de arcilla pizarrosa muy delgada, interpuestas con otras más espesas y con lechos de piedras calcáreas y areniscas. La acción de la metamórfosis, en una gran parte del área sobre la cual se ha ejercido, fué tan completa, que ha destruído todas las trazas de la estratificación, mientras que, en otras, los efectos realizados por el mismo fenómeno se multiplican y varían hasta lo infinito.

Así vemos, que, en el Ocoa, las tongas pizarrosas se muestran tan poco alteradas, que no sería extraño que bajo sus capas se encontraran fósiles bien conservados; en la cuenca del río son pardas y deleznables, con lechos de arenisca dura; más léjos son de un color rojo y dan orígen á numerosos manantiales de agua salada; en el Recodo la modificación las presenta como una sustancia verde oscura, de tacto granudo, semejándose á una

roca serpentina impura. En las cuencas del Nigua y del Jaina, tienen la forma de jaspes verdes, grises ó pardos, con dilatadas facturas conchoidales; pero en la parte alta de este último río, y en todas las montañas hácia el E., toman la forma de una roca blancuzca, más ó menos talcosa y profundamente impregnada de óxido de hierro. En las cumbres y vertientes N. de la Cordillera, se presenta esta misma variedad de matices y gradaciones de contextura, en las transformaciones de las pizarras, hallándose desde las rocas areniscas blancas y de color gris oscuro, hasta el cuarcito granular y blanco. En un sólo lugar, la comisión que trabajaba bajo la dirección del Señor Gabb, halló segregaciones siliceosas.

El componente más importante de esta formación es la pizarra. A este grupo pertenecen los depósitos de cobre de los ríos Baní y Nigua, la sal de Neiba y de Ocoa y el oro de Jaina. En donde quiera que la roca toma un carácter magnésico siempre hay abundancia de vetas de cuarzo y tracas. Estas no son siempre muy grandes; pero el Señor Gabb asegura que en la Cordillera, al E. del río Mano, descubrió una veta de muchos piés de espesor, (más de 20 piés) que, aparentemente, venía de alguna esconficación y era muy abundante en oro. También dice haber encontrado otras vetas de buen tamaño, pero cuyas dimensiones no pudo apreciar, ni apenas nada de sus caracteres, por estar recubiertos los filones de una capa de tierra muy espesa.

Además de las formas, ya descritas, de estas pizarras, hay otras modificaciones de menor importancia. En el Cobre, aparecen de un hermoso amianto fisilo, mientras que cerca de Las Matas, camino del Aguacate, hay mica de color pardo amarilloso. Entre el Nigua y el Jaina, en las antiguas minas de cobre de Heneken, las pizarras arcillosas, densamente estratificadas, contienen cristales de feldespato color de carne y granos vidriosos que parecen cuarzo. En el Nizao, río arriba, toman la forma de cuarzo granulento con innumerables granitos de piritas de hierro. Así mismo se encuentra en Rancho Arriba y en la cabecera del Jaina.

En el lado N. de la Cordillera, entre Cotuí y los confines de San Pedro, las pizarras más arenosas son de estratificación horizontal, muy poco metamorfoseadas y llenas de manchas de piritas ferruginosas que cubren la superficie de una eflorescencia blancuzca, pareciendo ser en parte, si no lo es del todo, sulfato de hierro.

En la cabecera del Nigua y por la cuenca arriba del Nizao, existe una enorme intrusión de rocas de granito, que es más abundante en las formas que toman dos de sus modificaciones: la sienita y el amianto. En el granito existen vetas de cuarzo, pero el Señor Gabb las ha encontrado desprovistas de oro, de cuyo mineral tampoco ha podido hallar arenas en los arroyos que corren, única y exclusivamente, sobre esta clase de rocas.

Las vetas basálticas del Jaina son numerosas,

con especialidad en Jibaná y Madrigal, y se extienden, á traves de las colinas, hasta un punto distante como media legua más arriba de Monte Mateo.

Hemos dicho que la parte central de la Cordillera, comprendiendo sus mayores elevaciones, es granitoide. Se compone de una masa de sienita y otras rocas cristalinas, que sólo, en raras ocasiones, tienen la constitución mecánica del verdadero granito y del anfíbol; pero nunca la del gneis. La masa rocácea del Jaina arriba y de las fuentes del Nizao, forma una parte de este centro, que, por las observaciones del Señor Gabb, sabemos se ensancha progresivamente hácia el N. y hácia las fronteras del O.

Sus límites del N. están bien señalados por las diferencias en la elevación. En el O. alcanza á 8 ó 10 kilómetros de Sabaneta; viniendo al E., el Pico Rubio y la Loma Joca, son los dos puntos prominentes; al E. de éstos pasa por el S. de Jarabacoa, en donde, de repente, tuerce hácia el S. tocando á los nacimientos de los ríos Camú, Yuna y Jaina. Por esto se vé que casi todos los ríos caudalosos de la Isla, sin exceptuar el Hatibonico, tiene su orígen en las montañas de granito, aunque ninguno corre una gran distancia por entre estas rocas.

La formación se representa en el Cibao, principalmente, por pizarras metamorfoseadas, ya en jaspe blancuzco ó verde, semejante al del Jaina, ó ya, y esto con más frecuencia, en rocas magne-

sianas, en serpentina impura, y, en pocos casos, en minerales asbestinos.

De la sección de la Cordillera que corre por el S. de Sabana la Mar, y forma parte de las provincias de Santo Domingo y del Seibo, poco hay que decir.—La regularidad topográfica que hemos visto en ella coincide con sus caracteres geológicos. Como sucede con el grupo de la Hilera de que forma parte, sus principales componentes físicos son las pizarras magnesianas de variados colores, desde el blanco al rojizo oscuro, conteniendo, á veces, capas de rocas de jaspe. Viniendo al E. hay unas intrusiones de rocas terciarias, que toman dos distintas direcciones. Una de ellas forma la cadena de lomas bajas, curiosamente construídas al O. de la pequeña bahía de San Lorenzo, mientras que la otra se extiende á lo largo de la Cordillera madre, formando un coronamiento que puede ser reconocido á lo lejos por la forma especial de su cumbre.

Esta roca existe en todas partes en posición horizontal; está compuesta de una materia blanca amarillosa, algunas veces de piedra caliza pura, otras de una arenisca calcárea excesivamente dura.

Cerca de Puerto Plata, aparte enteramente de la Hilera central, avanza una pequeña masa por debajo de la Cordillera, que pertenece á la formación secundaria. Parece como una isla en medio de los terrenos terciarios; tiene sólo algunas millas de largo y se extiende hácia la costa, haciéndose notable por la montaña Isabel de Torres, que es su punto culminante. Las rocas de este grupo se

hallan profundamente metamorfoseadas y en su mayor parte aparecen transformadas en pizarras magnesianas, en las que se han perdido todas las señales de la estratificación. Alguna parte se vé jaspeada, descubriendo su lecho original.

La masa montañosa del distrito de Samaná está compuesta de piedra calcárea, pizarra y mica de la misma época que la de la Hilera central. En algunos lugares, hácia el centro de la Península, hay capas horizontales al márgen, aunque el eje anticlinal no es bien conocido. Este, en el pueblo de Santa Bárbara, en sus inmediaciones y al E. parece haber existido cerca de la actual costa meridional de la Península.

El lado N. de la cadena principal se ve flanqueado por capas calizas, que forman trechos casi nivelados en la vecindad de arroyo Limón, algunos de 800 y 1000 piés de elevación sobre el nivel del mar, muy fértiles para las aplicaciones de la agricultura; más al E., la misma formación horizontal forma todo el llano entre las lomas de cabo Samaná y cabo Cabrón.

En el lado del S., á cuatro ó cinco kilómetros al E. de los Robalos y á unos veinte al O. del mismo punto, aparecen pequeños grupos de rocas antiguas, semejantes á las que existen sobre las pizarras azules de Santiago, las cuales siempre se presentan debajo de las piedras calizas.

Del extremo O. de la República y de las serranías del Baboruco se tienen muy pocos conocimientos exactos. Puede inferirse por los exáme-

nes superficiales que se han podido hacer, que los esquistos y las pizarras del grupo de la Sierra forman la masa de estas montañas, siendo de idéntico carácter en el distrito de Barahona que el que aparenta tener en el vecindario del Maniel.

Formación terciaria.

Los terrenos terciarios son los que forman toda la parte N. de la Isla, desde la Cordillera central al mar; algunos rellenos entre las rocas más antiguas de Samaná; un depósito extenso al S. O. de las lomas de Zamba, uno ó dos muy pequeños que se extienden cerca del río Jaina, atraviesan la cuenca del Nigua y terminan, con ligeras manchas, hácia el río Nizao. La región entre los lagos salados, y entre Barahona y Neiba, no ha sido conveniente estudiada, pero parece que corresponde á esta formación.

El grupo mejor determinado lo forman la cordillera de Monte Cristi, en toda su extensión, desde la bahía de este nombre hasta más allá de San Francisco de Macorís, y los dos valles del Cibao; el del Yaque y el del Yuna.

Se compone de una serie de lechos ó tongas de conglomerados, calizas, areniscas y pizarras, que, en su línea de contacto con el grupo de la Sierra madre, se sobreponen á las rocas volcánicas de aquella formación.

Estas rocas terciarias se hallan en posición

casi horizontal, en las Lomas de Zamba y al S. de ellas; algo más alteradas, en el Valle; y muy revueltas y en desorden, en toda la Cordillera. Parece como que fueron depositadas durante una sumersión lenta y gradual de la región.

De las observaciones hechas por el Señor Gabb resulta, que, en el fondo, se encuentran conglomeraciones, con cimento arenoso ó barroso, y compuesto de lajas de las rocas más antiguas, con sus caracteres litológicos bien conservados. En algunos lugares estos conglomerados se ven sustituídos por piedra arenosa, debido á la desaparición de las lajas, y gradualmente, estas areniscas, al igual que las estrias inferiores, se hacen más finas, los lechos resultan de menos espesor y separados por vetas de pizarra gris. Siguiendo la serie, la proporción de la pizarra viene á ser mayor, hasta que, como en las lomas al N. de Moca, la piedra arenosa sólo está representada por algunas fajas, con lechos espesos de pizarras azulosa y verdosa; y en Santiago, la piedra de arena desaparece totalmente para quedar sólo la pizarra azul. Esta pizarra, hácia su parte superior, toma un color parduzco, que cambia gradualmente en otro amarillento, y aún en blanco cada vez más calcáreo, en cuyo estado se la vé cubrir la mayor parte del centro de las montañas del N., formando blancas eminencias que brillan con la luz del sol.

No se debe comprender que estas transformaciones se realicen con precisión invariable; pues el cambió de una roca á otra es tan gradual, que

muchas veces se hace difícil decidir á qué sección corresponde la que se tiene delante; y, en otras ocasiones, ocurren intrusiones locales, que por lo exiguas, no pueden tenerse en cuenta ni perjudican la regla general reconocida.

En las partes más elevadas de la Cordillera existen interposiciones de piedras graníticas y de sienitas que, según el Señor Gabb, difieren en estructura de aquellas otras de igual naturaleza, que forman el núcleo de la Sierra madre. Aquí son más pequeñas, y los fragmentos arrastrados por los ríos que desaguan en la costa N., las muestran de un color más oscuro y con un grano tan fino, que, á primera vista, pueden confundirse con la traquita.

Formación cuaternaria.

Los terrenos más modernos son los llanos cerca de la costa y las pequeñas terrazas, que se extienden, principalmente, al S. de la Cordillera central y de las Sierras del Baboruco; los valles de Neiba, Azua y San Juan; pequeñas manchas en la costa N., que, con ligeras interrupciones, se siguen por la falda de los cerros y penetran en algunos de sus flancos. desde los alrededores de la bahía de Manzanillo, hasta más allá de la desembocadura del río Yásica; y por último, los deltas del Yuna, ganados sobre el mar, tanto por el N. del gran

Estero, como por los desagües que entran en la bahía de Samaná.

Recorriendo la costa meridional desde el O., muy poco tenemos que decir, pues esta región, en su proximidad á las fronteras de Haití, está por esplorar. Forman las colinas capas espesas de cascajo, que se estratifican distintamente.

El mismo cascajo forma todo el llano de Azua, aunque á trechos se presentan manchas de rocas calcáreas, como señalando el sitio de un antiguo arrecife.

Un cemento conglomerado reemplaza á las piedras calizas en una faja de dos á ocho kilómetros de ancho, hasta llegar al Ocoa, desde donde arroja una porción hácia Honduras y tiende una como ancha playa laminada sobre la parte superior del río.

Cerca de Baní se vé el mismo cimento endurecido, y en la desembocadura del Nizao hasta el Jaina, la caliza de la costa se torna guijarrosa.

La constitución geológica que constituyen los llanos de la costa, desde el último río citado hasta el extremo oriental de la República, es estremadamente sencilla.

Bordeando la Cordillera, y en contacto con ella, hay una faja de cascajo y arena, que proporciona un abundante desagüe subterráneo. Cúbrela, en lo general, una capa arcillosa formada de los detritus micáceos, saturada de alúmina ó de óxido de hierro, que le dan, superficialmente, una

contextura tenaz y la hacen impropia para el cultivo. Esta es la región de las sabanas.

Inmediatamente después de esta faja, sigue otra que llega hasta la costa, en la cual el subsuelo de cascajo se halla reemplazado por los restos de un antiguo arrecife madrepórico que forma capas horizontales de piedra caliza de ciento cincuenta á doscientos piés de espesor. La descomposición de estos lechos coralinos y el aluvión que lo recubren, constituyen un suelo vegetal más ó menos rico, según es más ó menos espesa la capa aluvial y la de los detritus orgánicos depositados en la superficie, por la descomposición de los grandes vejetales leñosos que cubren estos espacios.

CAPITULO IV.

MINERALOGIA.

Cuarzos y arenas auríferas.

La mayor riqueza minera de la República se encuentra en el núcleo y en las estribaciones de la Cordillera central, y esto, principalmente, en las formaciones representadas por las pizarras metamorfoseadas. En ellas es donde se encuentra el oro, el cobre y el hierro.

El oro se encuentra mezclado con piritas de hierro en venas de cuarzo; pero dice el mineralo-

gista Sr. Gabb, que aquí las vetas productivas tienen la particularidad de que, aunque sólo se encuentran en rocas metamorfoseadas, su presencia parece depender, en algún modo, de la proximidad de las rocas cristalinas.

Cierto es que se ven vetas de cuarzo en las sienitas y en las pizarras magnesianas, pero en ambos casos, estos filones son estériles.

Como regla general para toda la isla, puede establecerse, que, en las regiones en que las pizarras están cortadas por interposiciones de rocas granitoides, ó en los confines de las pizarras, cerca de aquellas rocas cristalinas, los filones de cuarzo contienen oro en cantidad perceptible.

El Sr. Gabb, acerca de este interesante asunto, dice lo siguiente:

"Casi siempre las pizarras metamorfoseadas contienen venas de cuarzo, ya sean estériles ó ya auríferas. Generalmente estas venas son pequeñas; pues raras veces tienen más de uno ó dos piés de ancho, aunque un lugar existe en el Jaina superior, en donde las vetas de cuarzo alcanzan á veinte piés de ancho. En ningún caso he tenido motivos para suponer que sean una masa rellenando las grietas, en el sentido común de la palabra. Siempre que un buen filón se presenta, el cuarzo se encuentra interpuesto en tongas ó inter-estratificado con las pizarras, siguiendo sus curvas y revueltas é íntimamente adherido á sus lados. En una palabra, son verdaderas vetas formadas por segregación."

"Son más numerosos en la proximidad de las masas inyectadas de rocas cristalinas. Aparecen con igual frecuencia y con la misma profusión, en las rocas talcosas blancuzcas de la Hilera central, como por ejemplo en el camino del Bonao y también en las cercanías de Yamasá. Una cualidad fuertemente marcada y bien observada caracteriza todas las venas: las que se hallan en la proximidad de las rocas intrusivas son siempre productivas de oro y las que se encuentran alejadas de las mismas resultan estériles. Distintas comprobaciones se han hecho para adquirir la certeza de este hecho, que queda bien confirmado por el resultado constante de innumerables experimentos."

"Nunca se han conocido filones mineros de oro en la isla; pero he hecho hacer numerosos análisis con muestras sacadas de distintas localidades, obteniendo constantemente el resultado arriba indicado. Ultimamente, y este es otro hecho comprobatorio, todos los arroyos y corrientes mayores que atraviesan por en medio de las rocas metamorfoseadas, próximas á las rocas de sienita, arrastran oro en sus arenas, mientras que, las que corren exclusivamente entre las sienitas ó á una gran distancia de las mismas, carecen del precioso metal. Así es que los ríos Nigua y Jaina son estériles en sus aguas superiores; pero, tan pronto como llegan á los esquistos pizarrosos, contienen arenas auríferas, y lo mismo se observa en las corrientes que les son tributarias. Las aguas altas del Nizao, Ocoa y sus afluentes superiores, acarrean partícu-

las de oro, mientras que el Majoma, cuyo lecho se halla abierto en todo su curso sobre rocas cristalinas, es estéril. Para no multiplicar los ejemplos diré que esto mismo se repite en todo el costado N. de la Cordillera, al O. de Santiago, mientras que al E. de la Vega, en el N., y al E. de Jaina, en el S., ó lo que es lo mismo, al E. de las rocas eruptivas, nunca se han encontrado señales de oro."

Las noticias del mineralogista Gabb, que acabamos de transcribir, están basadas en las apariencias de las superficies, más bien que en los resultados esperimentales. Sin embargo, se sabe, que, en la región del Jaina, río arriba, y extendiéndose por la parte de abajo hasta el Cuayo, en casi todos los arroyos se encuentra oro más ó menos abundante, mezclado con arena y cascajo, y las cimas y los lados de las lomas contienen este metal diseminado en la superficie.

Los arroyos al oriente del río, más abundantes en oro son los que se encuentran entre el Novillero y el Madrigal. En el lado opuesto, la comarca que produce oro comienza al frente del primero de los ríos mencionados, y casi se extiende hasta el Cobre. Hácia el Oeste del Nigua los depósitos de arenas auríferas están cortados por las formaciones calcáreas. También se encuentra alguno en el Isabela; pero la alta sierra de Mariana Chica interrumpe el depósito.

Al extremo de la cabecera del Nizao y del Ocoa

existen pequeños depósitos, que muestran ser poco fecundos.

En la región del Cibao la zona aurífera parece ser más extensa. Toda la Cordillera, al sur de las provincias de Santiago y de la Vega, en las pizarras próximas á las sienitas, abunda en venas de cuarzo, que, según el geólogo Gabb, son de apariencia aurífera. Desde el río Yaque descienden estas vetas hasta Sabaneta; pero en donde son más frecuentes es en la parte superior de los ríos Bao, Amina y Mao.

Puede si asegurarse que es aquel un distrito de placeres de oro. Todavía se encuentran los pozos abiertos por los españoles, y por su número y tamaño puede conjeturarse que el oro se halla esparcido sobre una dilatadísima superficie. Sólo queda por averiguar la cantidad que exista en cualquier espacio dado, para poder estimar el actual valor del oro, en el área de la diseminación.

Nunca ha dejado de hacerse una pequeña explotación de estos placeres en donde quiera que se encuentran. Los buscadores, que son los mismos habitantes del lugar, se limitan á hacer someras escavaciones en las orillas y cauces de los ríos y arroyos, lavando las arenas en una pequeña batea, y por medio de un movimiento de oscilación, que exige habilidad especial, van separando los cascajillos y arenas estériles, dejando en el fondo de la batea, las materias más pesadas, entre las cuales se encuentran las partículas de oro.

Este se halla ordinariamente en forma de pa-

jita, aunque no es raro encontrarlo en granos de varios pesos de valor, y se citan casos de pedazos enteros que han pesado algunas onzas. No es posible apreciar la cantidad de oro que de tal manera se extrae, pero sube á algunos miles de pesos todos los años.

Respecto á la existencia del oro en el cuarzo, hasta ahora no tenemos una evidencia que lo pruebe: El químico y geólogo Señor Ludwig, lo mismo que el mineralogista Señor Fieux, no lo han encontrado en sus múltiples exploraciones y experimentos.

En cambio, el ingeniero Señor Thomaset asegura que del conjunto de los análisis á que han sido sometidas diversas variedades de cuarzo, extraídos por la "West Indian Gold Mining Corporation Limited," resulta que muchos filones dan de 30 á 35 gramos de oro por tonelada. Y el Señor Gabb, asevera, en informe particular, dado en 1869 al Señor Ministro de lo Interior, que algunas muestras de cuarzo llevadas por él á Nueva York, dieron oro en cantidad muy notable; pero no dice cuál fué el resultado del análisis, que él debió conocer.

Plata, Cobre y Hierro.

La plata se ha encontrado en algunos análisis hechos de minerales de oro y cobre; pero siempre en muy débil proporción. Sin embargo, parece ser

que en los tiempos de la primera dominación española, este mineral se explotó con buenos resultados, pues el ingeniero de minas Señor Nieto y Balcárcel, que hizo investigaciones en la Isla, por los años de 1810 á 1815, en su informe al gobierno de España, hace referencia á una mina de plata que se trabajaba en Jarabacoa, y habla de otras, más internadas en la misma comarca, que hacía labrar Don Diego de Cáceres. Cita otras á algunas leguas al E. de Cotuí; varias en la jurisdicción de Santiago; en el Jaina arriba, camino de Bonao; y en los límites de Higüey, á treinta leguas de la Capital.

El informe del Señor Nieto y Balcárcel, contiene noticias muy interesantes, que, parece, no carecen de fundamento.

A su vez el Señor Thomaset, afirma que en diez y siete filones de cuarzo, explorados en el valle del Guanuma, diez dieron una cantidad de plata, que ha variado de 120 á 200 gramos por tonelada de mineral; y agrega que algunas bandas de esquistos metamórficos, que corren paralelamente á los filones, ó los cortan en ángulo recto, dan 20 gramos de oro y 150 de plata por tonelada. Gabb también habla de la existencia de este precioso metal.

Con más abundancia que el metal argentífero se halla el cobre en la República.

El depósito, conocido hasta el presente, que muestra ser más considerable, está en Monte Mateo, en el Nigua. Allí se vé una vena en la su-

perficie de un alto banco con inclinación hácia el río. El *gozzan*, ó materias descompuestas de la superficie, tiene una anchura de 120 piés. Hay muchas piritas de hierro en las estrías exteriores, algunas de las cuales apenas han sufrido descomposición. En este lugar se trabajó algún tiempo, y se dice, que, en la galería abierta, se hacían convergentes las venas del mineral, en tanto que, en la superficie, se mostraban relativamente pequeñas.

La proporción de cobre encontrada en varias muestras que en 1867 remitió á los Estados Unidos el general Cazenau, variaba entre 12, 5 y 26,73 por ciento. Algunas dieron buena proporción de oro y plata, y otros 30 por ciento de azufre, sin oro ni plata.

El Señor Gabb opina que los gastos de transporte absorverían las utilidades, siempre que la proporción de cobre no fuese mayor de 12,5 por ciento, con $ 5 oro y $ 1.25 plata, por tonelada de mineral.

Discurriendo el Señor Thomaset sobre este mismo asunto en su "Noticia de la Común de San Cristóbal," escribe lo siguiente:

"Todo el valle de Nigua, más arriba de San Cristóbal; todo el terreno comprendido entre el Cuayo, Jaina y Manomatuei, da filones de cobre, cuyas superficies se siguen á grandes distancias. Al Oeste, en las alturas del Nigua, las piritas de cobre, que dan de 25 á 30 p.%, parecen formar una gran masa entre dos pisos de mineral de hie-

rro; después, dirijiéndose hácia el N. E., los filones aparecen distintos, bien formados, de ganga cuarzosa, enclavados en esquistos antiguos, impregnados ellos mismos de cobre. Entre esos filones, en que se ven todas las variedades de minerales de cobre: carbonatos verde y azul, óxidos, piritas, &, hay un centro en el cual el cobre gris argentífero parece dominar. Analizado en la Escuela de minas de París, (30 de Julio de 1885), ese mineral ha dado 1.075 gramos de plata por tonelada de mineral. Todos los minerales de ese centro han dado plata en el análisis, y la contenencia en cobre ha variado de catorce á veinticinco por ciento. Por dos ó tres veces se han hecho trabajos en esos filones de cobre, pero casi siempre han sido abandonados, á causa de los trastornos políticos de que ha sido teatro el país; pero hay que añadir, que ningún trabajo se ha hecho á grande profundidad. Más, todos los mineralogistas que han visto esas muestras, de los cuales dos han visitado los lugares en mi compañía, declaran: que esos minerales presentan todos los caracteres de los filones ricos, y que en esta región existe una masa enorme de cobre explotable. Los cobres arjentíferos dan motivos para pensar, dada la semejanza de aspecto que tienen los terrenos con los de Chile, que trabajados en profundidad, darían más fuertes cantidades de plata, y sufrirían transformaciones análogas á las de Chile, que han sido tan dichosas para los explotadores.''

En el Recodo, Común de Baní, se encuentra

otro grupo de vetas de cobre parecidas á las del Nigua. En la Provincia de la Vega, diferentes lugares de las Comunes del Cotuí y del Bonao han sido denunciados, como conteniendo minerales cobrizos, pero no sabemos que se hayan hecho estudios detenidos acerca de su riqueza. Sabemos, sí, que existen, porque hemos visto muestras de piritas y de carbonato azul y verde, de apariencia muy satisfactoria.

El hierro es otro mineral que se halla en abundancia repartido en grandes masas. Sobre el río Maimón ocupa una zona de dos ó tres leguas de superficie, en la que el metal es abundante en cantidad y extremadamente rico en calidad. El mineral es un óxido magnético negro, de notable pureza, y se presenta en masas que parecen ser segregaciones irregulares. La cantidad de hierro que existe allí, pudiera decirse, que es inagotable, y los depósitos están situados de modo que se facilita la extracción del mineral, utilizando el caudaloso Yuna; pero hay que encauzar y hacer navegable este río, desde las montañas de Maimón hasta la bahía de Samaná, para que el hierro tenga un valor negociable.

En los lugares de Monte Pueblo y Arbol Gordo, de la Provincia de Santo Domingo, hay algunos depósitos de limonita, que aparecen de nuevo: uno en la Sabana de Santa Rosa, y otro, hácia el Sur de Yamasá. En Sierra Prieta hay masas de óxido negro muy rico, y se han recojido algunas muestras de hierro olijístico que contienen 60 y hasta 70 por ciento de mineral útil.

Minerales carboníferos.

En los lugares bajos y llanos de la formación terciaria, se ven depósitos de resíduos orgánicos fosilizados, que pueden muy bien ser de gran extensión, á la vez que prometen dar un combustible utilizable, para varios usos, y, en especial, para producir el gas oxígeno del alumbrado.

La región de la República en que debe encontrarse en mayor abundancia este mineral, es la que forma el llano inmenso, comprendido entre la parte norte de la Cordillera Central y la Serranía de Monte Cristi. En la época terciaria todo aquel valle estaba sumerjido: era un mar que dividía dos islas diferentes, alcanzando las aguas hasta las lomas que hoy tienen mil piés de elevación. Los productos sobrepuestos á las capas de aquella formación, que se ven en las playas viejas de aquel mar, demuestran que, hasta muy cerca de la época cuaternaria, las aguas ocuparon los mismos sitios.

La gran vegetación de las montañas actuales surtieron los materiales orgánicos que aparecen interpuestos, entre bancos de arcilla esquistosa y otros de cal, alternados con intervalos de arenas. Aquellos materiales carbonizados son los lignitos, que existen, sin duda alguna, en capas más ó menos potentes, y que, si no corresponden á la edad del verdadero carbón de piedra, son bastante viejos, para que puedan emplearse con provecho.

Recientemente el geólogo, señor Ludwig, ha explorado algunos terrenos próximos á San Francisco de Macorís, hácia la falda del monte Quita Espuela. No tuvo medios de hacer los sondajes, siquiera en algunos de los bancos descubiertos, para apreciar el espesor del carbón puro; pero sus observaciones le dieron el convencimiento de que existía el producto fósil, formando una serie de lechos interpuestos, que parecen repetirse varias veces, con intervalos de arena. Así mismo lo hemos visto en una barranca del río Yanigua, en los depósitos cuya explotación fué concedida á los Sres. Hatton y Castillo y que estos no han utilizado.

El Sr. Ludwig encontró el carbón en varios puntos, á considerable distancia unos de otros, y deduce que el área de esos depósitos es muy extensa, debiendo ser más abundantes en la parte baja de las llanuras atravesadas por los grandes ríos Camú y Yuna. Los pedazos de carbón visibles en el valle del río Abija, los encontró en situación horizontal, lo cual le hace suponer que fueron arrastrados allí, procedentes de otro depósito más grande, formado cerca del lugar ó á mayor profundidad. La inclinación de las capas es variable: parecen dislocadas sobre su misma base inclinada, por obra de su propia fuerza de presión. Esta circunstancia impidió al Sr. Ludwig poderlas examinar hasta la profundidad conveniente.

Puede, pues, conjeturarse, que desde las bahías de Manzanillo y de Monte Cristi á la de Samaná, han de encontrarse yacimientos de lignito

viejo, útil y aplicable á la industria, como lo es el que se explota en algunos países del continente americano, comprendidos en nuestra misma zona geográfica.

Frente á la Península de Samaná, en la Común de Sabana la Mar, se han encontrado vetas de lignito de dos y tres piés de espesor en un lugar arriba del río Yanigua, y otro con una tonga de 2 ½ piés de grueso, en el punto en que el río Yaguazal cruza el camino que va de Guayubín á Sabanetas.

En la citada Península de Samaná, á cuatro ó cinco kilómetros al E. de los Robalos, y á unos 20 al O. del mismo punto, se encuentran capas de lignito, que el geólogo Blake supone que pertenecen á los últimos tiempos del período terciario. Las capas que allí aparecen son muy débiles y la carbonización más imperfecta que la de los depósitos antes mencionados.

En el S. de la República estas fosilizaciones son muy raras. Se han encontrado, únicamente, en la Común de San Cristóbal, y probablemente, han de hallarse en la comarca que se extiende desde San José de Ocoa, por los Ranchos, al monte Vanilejo.

Cerca de Azua hay fuentes de petróleo que proceden de un depósito de lignito, en estado avanzado de descomposición y fuertemente bituminoso.

Hace pocos años se abrieron dos pozos para establecer una explotación, que fué abandonada

por haber ocurrido la muerte del concesionario al empezar éste los trabajos.

Los terrenos en donde los pozos se abrieron están formados del mismo aluvión de cascajo que cubre la superficie de toda la llanura de Azua. El profesor Marvín examinó la localidad, pero, lo mismo que Gabb, se abstiene de emitir opinión acerca de la abundancia de los depósitos, pues ninguno de los expresados geólogos ha logrado comprobar la posición de las rocas subyacentes, ocultas por el cascajo. Sin embargo, en la cuenca del río, por encima de Azua, se ven las masas de areniscas, conglomerados y esquistos pizarrosos del grupo cretáceo inclinadas 55° al N., y por debajo de Azua, cerca de Sabana Buei, la misma formación muestra una escarpa que marca su inclinación al S. Si esta posición encontrada de las rocas del subsuelo fuese comprobada, podría avanzarse la idea de que las fuentes de petróleo habrían de ser prolíficas.

Otros minerales no metálicos.

Los fosfatos y carbonatos de cal se han denunciado como existentes en los cayos llamados Siete Hermanos, de la zona marítima de Monte Cristi. También en 1887 se reconocieron otros depósitos de fosfatos de cal en las islas de Catalinita, la Saona, Islote y Cayo Ratón.

En la isla de Alto Vela, situada al Oeste, en

donde llueve poco, hace algún tiempo se hicieron algunos cargamentos de una sustancia fosfatada, que existe allí en abundancia, pero privada absolutamente de la base calcárea.

El químico Sr. Ludwig examinó esta sustancia, y halló que es un fosfato tribásico de alúmina y magnesia, que tiene aplicación en la agricultura; pero que, por ser de muy lenta asimilación, sólo consigue un precio inferior al de aquellos en cuya composición entran los sulfatos ó carbonatos de cal, que no hay en Alta Vela. La isla está formada por una roca eruptiva, recubierta de esquistos siliceosos y arcillosos, faltando por completo los productos madrepóricos de la época moderna.

Un depósito de alumbre existe en una loma cerca de la confluencia del Jimenoa con el Yaque. Los vecinos del lugar suelen recojer pequeñas cantidades que venden en Santiago. Según Gabb, esta sal no se halla en abundancia, y se presenta en la superficie de las pizarras, producida por la descomposición de las piritas de hierro que existen entre las rocas.

El azufre se manifiesta, ostensiblemente, en algunos lugares de la Provincia de Azua.

Cerca de Neiba existen grandes depósitos de sal petrificada.

Dos anchos cerros se extienden, uno al N. y otro al E. del lago Enriquillo, compuestos ambos de cristales de sal pura, y cubierta esta por una ligera capa superficial de tierra. La montaña que se encuentra al Este del lago, tiene de cuatro á

cinco kilómetros de largo, y su situación se presta para abrir una comunicación entre ella y la costa, pudiendo llegar con facilidad, directamente, á la bahía de Barahona. La sal de estos depósitos es muy clara, perfectamente transparente; se obtiene en bloques del tamaño que se desee, y pulverizada es de un blanco alabastrino brillante. Su pureza es tal que apenas atrae la humedad de la atmósfera y por lo tanto, no es tan licuecente, como la sal marina. Esta circunstancia le da un mérito indiscutible para los usos culinarios, y, en general, para todos los usos de la economía doméstica é industrial en que la sal se emplea.

En la Común de Baní se explota actualmente una salina marítima, en la que se han hecho algunas obras hábilmente dirijidas para la rápida condensación de la sal. La cantidad que se produce es muy considerable.

Las aguas minerales, sulfurosas termales, salinas y picantes, se encuentran en diferentes puntos de la República. Sólo haremos mérito de las sulfuro-ferruginosas de Nivage, en el Cibao, y de las de Resolí, en Azua, por ser las más conocidas.

Estas últimas son sulfurosas termales y aparecen en abundantes manantiales á unos 35 kilómetros de la ciudad de Azua. A poca distancia mana otra fuente, ligeramente tibia, de un sabor picante, algo acidulado, completamente libre de azufre y agradable al gusto.

Materiales de construcción.

Las calizas de las costas son excelentes para la construcción de edificios, como se prueba, experimentalmente, con las obras seculares de la ciudad de Santo Domingo, que han sabido resistir, no sólo á la acción destructora de los tiempos, sino á la más destructora aún del abandono de los hombres.

La variedad de esas calizas es infinita: se encuentran desde las más blancas, hasta las marmóreas, de diversos colores. En la parte Norte de la Cordillera hay estratificaciones de mucho espesor, que abundan casi por todas partes, y en el Sur, el grupo de la costa está formado, casi enteramente, de calizas madrepóricas de excelentes cualidades para calcinar y para la construcción. En dos lugares del valle del Nigua, en Tablazo y en el arroyo Majagual, toma el aspecto del mármol; es de un hermoso color encarnado y de muy buen empleo en edificios de mérito.

El granito, la sienita y sus variantes, se encuentran con profusión en toda la Hilera central, en la Península de Samaná y cerca de Puerto Plata: son inmejorables para construcciones de gran duración, como puentes y monumentos públicos; pero la falta absoluta de caminos hace que nó sea posible pensar en utilizarlos, á no ser para obras que se levanten en esos mismos lugares.

Cerca de Baní, en Sabana Buei y en Fundación, se halla una piedra de arena, de grano fino é igual, con la que se pueden hacer muy buenas

piedras de amolar. Algunas de las estratificaciones sólo tienen de tres á seis pulgadas de grueso, se hienden con poco esfuerzo, y se prestan admirablemente al objeto indicado.

El yeso no falta en algunos lugares. De la provincia de Azua hemos visto muestras de yeso fibroso y laminado, de una pureza sin igual, que calcinado da un blanco de Venecia, inmejorable. Hasta ahora no ha tenido empleo ni aplicación en la industria local. Los progresos de la agricultura, podrán, más tarde, exijir su calcinación, para el mejoramiento de ciertas tierras, en las cuales la intervención del yeso es muy interesante á la vida de las plantas.

Arcillas de diversos colores, aplicables á la pintura, se encuentran hácia el interior. Hemos visto una muestra de caolín nativo, procedente de depósitos que existen al Sur de la Cordillera, en la Provincia de Santo Domingo. Dánle allí el nombre de *caliche*, confundiéndolo con las calizas blandas, por el color y la forma pulverulenta que tiene, y lo emplean para blanquear los edificios. La muestra que vimos parece ser de gran pureza, y tiene las probabilidades de poder servir de base á una industria que sería lucrativa en el país. Nos referimos á la fabricación de porcelana blanca, que es de consumo necesario, y se vendería á buen precio, pues la que hoy se usa viene recargada con los gastos excepcionales, que se ocasionan por las roturas de tan delicado artefacto. El feldespato, que entra en combinación para fabricar la

porcelana, abunda en toda aquella parte de la Cordillera.

Un barro bueno para ladrillos se halla en todas partes de la costa, recubriendo las calizas; lo hay de tan excelente calidad que sirve para los trabajos de alfarería, y en algunos lugares se hacen con él pipas para fumar.

CAPITULO V.

FAUNA Y FLORA.

Animales terrestres.

Abundan en primer término los insectos, casi todos inofensivos, útiles algunos, como la abeja y aquellos que contribuyen á la fecundación de los numerosos vegetales unisexuales de nuestra flora. Las arañas no abundan mucho, y sólo la especie de tarántula conocida con el nombre de araña peluda es algo dañina; la denominada azul y el guabá son más nocivos, pues su ponzoña produce inflamaciones locales, bastante intensas, en algunos casos con fiebre. Asimismo las ocasiona la picada del alacrán y del cienpiés. Pero estos insectos, que viven en los escondrijos, debajo de las piedras y en los maderos podridos, se ven raras veces y siempre huyen del hombre; el uso diario de la es-

coba y del plumero basta para que no aparezcan en ninguna habitación.

Escasas son las clases de reptiles, radiados, vermes y zoófitos. Hay pocas culebras, y aunque se encuentran algunas de buen tamaño, todas son inofensivas. Los lagartos son muy frecuentes en los bosques; entre ellos, los de mayor tamaño son las iguanas, de las que hay varias especies. Este animal es inofensivo, vive en los bosques, de cuyas frutas y hojas se alimenta y algunos comen su carne, que se dice, es muy sana y delicada.

Las crónicas de la época del descubrimiento hablan de cinco especies de mamíferos que se encontraron en la isla, y estos eran la hutía, el cori hoy curía, el quemí, el mohuí y el perro mudo, cuadrúpedos pequeños, de los cuales los tres últimos han desaparecido desde hace mucho tiempo, si es que, en verdad, han existido, pues la confusión con que son descritos por los que los vieron, hace suponer que distintos nombres se dieran á los dos primeros animales, que son los únicos de que se tiene conocimiento exacto, y que aun se encuentran en la isla.

En estos últimos años, con el objeto de destruír las ratas y ratones que infestan las piezas de caña, en los ingenios de azúcar, se ha introducido una especie de hurón, del tamaño de una ardilla, procedente de la India, que se ha propagado de una manera alarmante, pues este carnicero, en cambio de perseguír á los ratones, hace una guerra terrible á los nidos de los pájaros y á las

aves domésticas. Es necesario decretar su exterminio, porque la crianza de pollos y gallinas se hace imposible en donde abunda este animal, valiente y feroz, que no teme acercarse á las habitaciones de noche ni de día.

En las otras islas de las Antillas es conocido con los nombres de *mangosta* y *mangousse.* Es el *Herpestes icheneumon* originario de los países de Oriente.

La clase de los mamíferos está representada por cinco especies terrestres, todas de murciélagos. Los murciélagos viven reunidos en cuevas extensas, en donde sus propias deyecciones y sus restos descompuestos, unidos á la cal carbonatada que se desprende de las paredes de las cuevas, han formado depósitos, en algunas partes considerables, de una materia orgánica fosfatada, que, aunque está muy lejos de tener la riqueza fertilizante del legítimo huano, puede, sin embargo, hallar útil empleo en la agricultura local.

Animales acuáticos.

No poseemos estudio ninguno hecho acerca de los peces que pueblan nuestros mares y ríos; pero el muy concienzudo y luminoso realizado por el sabio Poey en la isla de Cuba, puede servir de guía para este conocimiento, puesto que examinadas bien las redes de los pescadores se ven extraer de ellas las mismas especies que pueblan los mares

y los ríos de las otras Antillas. Los más comunes son el pargo, el carite, la cherna, el mero, el lebranche, la sierra, la lisa, sardina, colorado, capitán, atun, dorado, sábalo, picuda, agujón, maqueque, loro, robalo y cazabe. El terrible tiburón, el delfin, el manatí y el pez espada son los más corpulentos que se ven en las costas.

Los crustáceos son tan abundantes en número como escasos en especies; pero casi todos son utilizables en la alimentación, como lo son igualmente los testáceos y los moluscos marinos bivalvos y univalvos, que constituyen las mismas especies conocidas en todas las regiones bañadas por el mar Caribe. No faltan tampoco especies terrestres ó de agua dulce; aunque no son tan importantes como las marinas. El caimán puebla las aguas inferiores de los ríos Yaque del N. y Yaque del S.

Los ríos y arroyos son fértiles en pesca, abundando en ellos el dajao, la guabina, anguila, viajaca, y entre los crustáceos y testáceos, el camarón, la jaiba y la hicotea.

Las ostras comunes se encuentran en abundantes criaderos no explotados, y las de perlas, se dice que se encuentran en las costas de la bahía de Samaná.

Las grandes tortugas y entre ellas la de carey, que produce la mejor concha de esa especie, se pesca en ambas costas al Norte y al Sur de la República, á las que acude en épocas fijas del año.

Aves.

Las aves, tal vez la clase más interesante del reino animal, figuran en un número regular de especies propias de nuestra isla; algunas le son exclusivas, otras son antillanas, y no pocas transeuntes durante el invierno.

Las más abundantes de todas son las palomas de varias especies que se crían en los bosques por millares de millares; siguen las tórtolas, rolas, codornices, raviche, búcaro, pavo real, carrao, el perico, la cotorra, el ánade, patos de varias especies, la yaguaza y otros, como los citados, de carne delicada. Entre las clases no comestibles citaremos la garza real, el flamenco, el alcatraz, la cucharera, la gaviota, el rabijunco, el martín pescador, el zaramagullón, todos los cuales son ictiófagos; el gavilán, el guaraguao, el halcón, el buho, el mochuelo son aves de presa, y en escala menor, como insectívoros, lo son el judío, el pájaro bobo, el pitirre, el ruiseñor, el mayito, el gilguero, la calandria, el turpial, la cigua, el barrancolí, el zumbador, el colibrí, el carpintero, las golondrinas é infinitos otros, entre los cuales se distinguen muchos por sus bellos plumages de brillantes colores.

Animales domésticos.

Todo lo que hemos dicho es en cuanto respecta á las especies indígenas de la fauna dominica-

na. Respecto á las exóticas, todos los cuadrúpedos y aves que utiliza el hombre civilizado se han propagado admirablemente en la parte de la isla que corresponde á la República, de suerte que, con mayor arte en dirigir su propagación y en aprovechar sus productos, la industria pecuaria alcanzaría la importancia que debe tener y que haría de ella la base fundamental de la riqueza pública del país. Basta, por ahora, saber que, aunque algo desmedradas las razas por la falta de cuidado con que se asisten las crianzas, numerosos rebaños pueblan las sabanas y los bosques de la República, y que tanto el ganado caballar como el vacuno, el ovino y el cabrío son sobrios, resistentes, sanos y fecundos, prestándose por lo tanto á su mejoramiento gradual y á que se desarrollen, en ellos, las buenas cualidades que les faltan para cumplir mejor los beneficios que los animales, al servicio del hombre, están destinados á satisfacer.

El ganado de cerda se ha propagado en los bosques de la República, de cuyos lugares más despoblados se ha enseñoreado esta especie, criándose completamente silvestre y en las condiciones de los animales dañinos que deben ser destruídos por los perjuicios de todo género que causan. Estos perjuicios son de distinta naturaleza y de tal importancia que llegan á influír en el carácter de la población, pues confundiéndose las piaras de cerdos domésticos con los monteses ó alzados, se sostiene en los campos un merodeo permanente, incompatible con las buenas costumbres y con el

respeto á la propiedad, que es, con frecuencia, atropellada directa ó indirectamente. Además, esta mezcla constante de la raza montés, que está completamente degenerada y ha vuelto á su orígen salvage, con las razas domésticas, dá por resultado que las buenas cualidades que estas tienen para la ceba, las van perdiendo gradualmente, y la especie que se forma es de suyo tan poco productiva, que, á pesar de su número, Santo Domingo es tributario de grandes sumas de dinero á los Estados Unidos, por la manteca y puerco salado que de allí importa.

Plantas indígenas.

Uno de los caracteres que hace notable la flora de Santo Domingo, es la prodijiosa diversidad de los géneros y especies que la componen. Otro es que las plantas asociadas, á veces se aislan y como sólo se vé en los países templados y en las zonas frías, forman bosques de una sola especie. Así en el centro de la isla, se conocen comarcas extensas en que predomina el pino, hasta el extremo de que, con frecuencia, cubre esta escencia la total superficie del suelo.

Poco estudiada hasta el día, tanto en la parte utilizable en la agricultura como en la florestal, se hace difícil determinar sus generalidades, pudiendo observar, unicamente, que las dicotoledóneas ocupan un lugar preminente entre los tres grupos

primordiales, siendo su número mucho mayor que el que forman las monocotiledóneas y las acotiledóneas juntas.

Los especies arbóreas se cuentan con gran profusión en relación con las herbáceas, y forman, aproximadamente, el 20 p. % del total de plantas, siendo el carácter de todas ellas, en su vegetación, la marcada tendencia al endurecimiento de los tejidos, por lo que llegan á adquirir estos, en algunas herbáceas, una consistencia casi leñosa.

Entre las familias que con más profusión vegetan en la isla se encuentran las Ranunculáceas, las Magnoliáceas, las Anonáceas, las Menispermáceas, las Ninfáceas, las Papaveráceas, las Crucíferas, las Caparídeas, las Baxíneas, las Poligáleas, las Cariofíleas, las Malváceas, las Bombáceas, las Bitneriáceas, entre las que figura el Theobroma cacao, como planta de cultivo; las Tiliáceas, las Caneláceas, las Gutíferas, las Malpigiáceas, las Meliáceas, las Rutáceas, las Zigofíleas, las Ampelídeas, las Hipocratáceas, las Celastríneas, las Rámneas, las Samídeas, las Terebintáceas y las Leguminosas.

Vegetan, además, profusamente representadas, las Rosáceas, Combretáceas, Letrárieas, Onagráreas, Melastomáceas, Memecéleas, Mirtáceas, Cucurbitáceas, Loáseas, Papayáceas, Pasifloras, Rizofáreas, Turneráceas, Portuláceas, Crasuláceas, Cácteas, Umbelíferas, Araliáceas, Lorantáceas, Caprifoliáceas, Rubiáceas, entre las que por su valor en el cultivo, aunque planta exótica, se ha-

lla el Coffea arabica; Sinantéreas, Esfenocleáceas, Lobeliáceas, Oleáceas, Gesneriáceas, Mirsiniáceas, Teofrastáceas, Sapotáceas, Ebenáceas, Apocíneas, Asclepiádeas, Bignoniáceas, Sesámeas, Convolvuláceas, Loganiáceas, Borragíneas, Solanáceas, entre las que por su importancia figura en primer término el Nicotiana tabacum; Gencianáceas, Escrofuláriceas, Acantáceas, Verbenáceas, Labiadas, Plumbagíneas, Plantagíneas y Gramíneas. Entre esta última especie figura la caña de azúcar, que con el tabaco, el cacao y el café, constituyen la principal riqueza agrícola de la República.

Plantas exóticas.

Muchas de las plantas exóticas propias de la zona templada, se han aclimatado entre nosotros, y con algún arte en su cultivo se lograrían especies y variedades prolíficas que pudieran rivalizar con sus congéneres del Norte.

La región de los pinos y los lugares en que crece la morera, indican perfectamente los sitios propios para gramíneas como el trigo ó la cebada, y leguminosas, como el garbanzo, la esparceta, la alfalfa y aun el trébol.

Las raíces y legumbres de las hortalizas europeas, se crían en todas partes, y si no se ven con la abundancia, que convendría á la buena alimentación pública, es sólo debido á lo limitado de la población consumidora, y, más que todo, á la ca-

rencia, casi absoluta, de medios rápidos y económicos de comunicación interior; pero patatas, cebollas, repollos, alcachofas, guisantes, garbanzos, espárragos, nabos, zanahorias, remolachas, melones, sandías, fresas, y cuantas plantas anuales de los climas á que pertenecen las citadas se quieran producir, se obtienen, de calidad exquisita y con muy poco arte, aún en los lugares cálidos de la costa.

Los frutales de igual procedencia se aclimatan y fructifican en las situaciones elevadas del interior, siendo, generalmente, los lugares que mejor se adaptan para estos cultivos, aquellos en que no es excesiva la humedad de la atmósfera, porque esta, lo mismo que las copiosas lluvias, perjudican á la madurez de las frutas pulposas y á la de aquellas qne tienen epidermis delicada.

Con más razón y con mayor facilidad se han introducido y propagado multitud de plantas de la zona ecuatorial, que traídas del continente americano y de los lejanos países de Africa, de Asia y de Oceanía, viven y se desarrollan en la isla como en las tierras de donde proceden. En este número se cuentan el cacao que vino del continente, el café de Asia, la caña dulce y diferentes clases de guineos ó bananos, de Africa y Oceanía, aunque introducidas, todas estas plantas, por vías indirectas.

PARTE SEGUNDA.

LOS HABITANTES.

CAPITULO I.

ANTROPOLOGIA Y ETNOGRAFIA.

Los aborígenes.

Los primeros pobladores de la isla, ó hablando con más exactitud, aquellos que encontró Colón, cuando desembarcó por primera vez en ella, y á los que llamó indios, por el error en que estuvo de haber llegado al extremo oriental del globo, eran de una raza de formas agradables, de un color tostado oscuro, y sin duda procedían de la parte norte del continente americano, pues, guardaban mucha semejanza física con los habitantes de estas regiones. Eran de estatura mediana, ni alta ni baja, rostro oval y facciones regulares, pelo negro y lacio, extremidades finas, y los ojos negros y ex-

presivos, retratándose en ellos la placidez de su alma y la mansedumbre de su carácter.

La tradición admite que algunas familias, hostigadas por las tribus guerreras de los apalaquinos y túcalos, que invadieron la península de la Florida, emigraron de aquel país para la isla, y en ella se propagaron hasta formar el pueblo numeroso que se supone encontraron los españoles, y que algunos historiadores hacen ascender á millones de habitantes.

Muy dudoso es que hubiese en la isla esa gran densidad de población, pues los ídolos y objetos de uso doméstico recojidos de la época del descubrimiento, prueban que sus habitantes alcanzaban el *segundo período de la edad de piedra, en la cual no hubo sociedades numerosas.*

Entonces, lo mismo que ahora, la población humana se desarrollaba conforme á los medios de subsistencia de que podía disponer, y estos medios han dependido siempre, no precisamente de la fertilidad del suelo, sino de las energías puestas en vigor para obtener sus productos. Y aquellos mismos historiadores afirman que los indios eran muy indolentes, dados al baile y á la música, pero no al trabajo activo; que sólo cultivaban el maíz y la yuca en muy pequeños campos, porque sus necesidades eran muy pocas; luego, lógicamente debe deducirse que su número era muy corto.

Muchas de las aseveraciones de los historiadores de la época del descubrimiento son verdaderamente fantásticas, y esta nos parece una de

ellas. Sin rapidez de comunicaciones, sin bases de economía social, y sin estadística alguna no era posible estimar el número de los pobladores que, las inducciones de la sana razón y las deducciones comparadas, nos hacen presumir eran mucho menos de los tres millones del Padre Las Casas y, aun, del millón de que hablan otras crónicas. A nuestro juicio, pues, tanto Santo Domingo como las otras Antillas, se hallaban escasamente pobladas en la época de la conquista, de igual manera que se ha visto lo están las islas de la Australasia y de la Polinesia, posteriormente descubiertas é igualmente propicias á la civilización y al desarrollo de la población humana, cuando las energías del trabajo y las luces de la inteligencia saben despertar las fuerzas inagotables y prolíficas de la naturaleza, que, por otra parte, es siempre impotente cuando está dormida.

Cuando Colón llegó á la isla estaba ésta dividida en cinco grandes cacicazgos que eran: el de Aniguayagua ó Jaragua, el de Maguá, el de Mariel, el de Maguana y el de Higuayagua ó Higüei. Ahora bien, el moderno y erudito historiador Don José Gabriel García, en su compendio de la historia de Santo Domingo, dice que este último cacicazgo estaba habitado, en más de la mitad de su extensión, por una sola familia conocida con el nombre de ciguayanos. Y bien se comprende que si una sola familia poblaba la décima parte del territorio, la población total había de ser limita-

dísima, aun admitiendo que aquella familia fuese todo lo numerosa que se quiera imaginar.

Quince años después del descubrimiento, el gobernador español Ovando tuvo que introducir algunos millares de aborígenes de las islas Lucayas, porque en la isla no había gente para hacer los trabajos más necesarios. Con aquel contingente la población india apenas alcanzó á 40.000 indivíduos de ambos sexos y todas edades, y en un recuento hecho en 1514, el número total quedaba reducido á sólo 14.000. Es decir, que en quince años de trabajo activo, la población indígena tuvo una pérdida de 16.000 indivíduos y no se explica que en los otros quince años anteriores la pérdida alcanzara á millones de personas, cuando apenas fueron algunos millares los españoles que se establecieron en el país. Todo demuestra, pues, que la población indígena, primitiva, era muy escasa, como escasa era la que se encontró en Cuba y en Borinquen, hoy Puerto Rico.

Los Africanos.

Con semejante pobreza de brazos se hacía imposible toda empresa de colonización, y esto dió motivo á las peticiones, que, por entonces, se hicieron, para que se autorizara la importación de africanos, cuyo abominable comercio se venía haciendo en el N. del Africa y en el Oriente de Euro-

pa; y aun antes de que el rey Fernando diera las órdenes que se le solicitaron ya parece que se habían hecho algunas introducciones de africanos, pues en 1511 había esclavos negros en Santo Domingo.

Y aquí debemos observar que aunque venidos de lejanas tierras, para ser sometidos á los mismos duros trabajos y á los mismos duros tratamientos á que pudieron los indios estar sujetos; sin contar como estos, con una base de población propia que se supone crecidísima, y en oposición á esta ventaja, siendo siempre mayor el número de inmigrantes varones que el de hembras, la raza africana se propagó rápidamente, mejorando en sus condiciones físicas y morales, tanto en la raza que se conserva pura, como en sus mezclas con la europea y con la aborígen.

Estas ligas, al igual que la de los europeos con la raza indígena, ha dado orígen á una subraza robusta y vigorosa, que se adapta admirablemente á las condiciones climatológicas de la zona americana en que le ha tocado vivir.

Extinguidos los aborígenes, de los cuales en nuestros días se encuentran muy pocos descendientes, puede decirse que en Santo Domingo, son muy contados los indivíduos que recuerdan la raza indígena primitiva, bastantes los representantes de la raza pura africana, muchos los que deben su existencia al cruzamiento de ésta con la caucasiana, y muy considerable el número de los que pertenecen á esta última raza en toda su pureza.

CAPITULO II.

LINGUISTICA Y POBLACION.

Idiomas.

Varios dialectos usaban los aborígenes; pero el dominante era el lucayo, que hablaban todos los habitantes del archipiélago.

Dice el Sr. García, á quien ya hemos citado, que este idioma se distinguía de los otros dialectos antillanos, por la sonoridad, riqueza y fluidez de sus términos radicales, la sencillez del artificio de sus raíces y el fácil mecanismo de la formación de sus derivados.

Como era consiguiente, al extinguirse la raza india, desapareció el lenguage que usaba, pues los españoles, al imponer á los habitantes del país conquistado su religión y sus costumbres, impusieron también el armonioso y rico idioma castellano, que es el que hoy se habla en toda la parte oriental de la isla, que constituye la República Dominicana. Del lenguaje primitivo sólo se conservan algunos nombres de ríos y lugares, y de plantas y utensilios de uso doméstico.

Por excepción, en la parte noroeste de la Península de Samaná, en donde viven los descendientes de una emigración de indivíduos, de origen africano, que procedentes del sur de los Estados Unidos, hizo venir el Presidente Boyer en

1824, persiste el uso de un lenguaje inglés corrompido, que aquella colonia importó del Norte.

También, en determinados lugares, han echado raíces algunos vocablos y modismos de un francés más ó menos adulterado; que es triste reminiscencia dejada por los veinte años de la dominación haitiana.

Pero, como ya lo hemos dicho, el idioma usual y corriente, que con mucha propiedad se habla, es el romance castellano. Hai, sí, muchas personas, no sólo en las clases ilustradas, sino en el mismo pueblo, particularmente en los puertos de mar, que conocen el francés y el inglés, y que pueden expresarse en estos idiomas.

El censo.

El período de reorganización política y social, por el cual aun atraviesa la República, no le ha permitido establecer los ramos de Estadística en la forma regular y correcta que es necesario, para adquirir el conocimiento perfecto de aquellos elementos activos, que, reunidos y comparados, suman y dan idea positiva de las fuerzas vivas del Estado. Por este motivo, al ocuparnos de la población general de la República, no podemos dar una cifra total, obtenida como resultado positivo de un censo cuidadosamente formado en períodos regulares.

Esta misma causa nos impide hacer las conve-

nientes clasificaciones acerca de la naturaleza, sexo, estado civil, edad, instrucción, profesiones, religión y demás diferencias constitutivas de toda agrupación humana, y en que la población se distribuye y divide.

Según Moreau de Saint Méry, la población en la Parte española de Santo Domingo, era, en 1789, de 125.000 almas, cifra modestísima que no parece exajerada. Desde este año hasta el de 1819, en que se hizo un censo de habitantes, la población decreció considerablemente por causas muy justificadas. Las sangrientas revoluciones de la vecina República de Haití; la cesión que Francia hizo á España de la parte dominicana, y la subsiguiente invasión haitiana, motivaron la emigración más considerable que rejistran los anales del país. Así se explica como el último censo á que hacemos referencia, dió por resultado una totalidad de 63.000 habitantes de todos sexos y edades.

En 1863 la curia eclesiástica hizo un recuento general, para organizar el servicio de las parroquias, y obtuvo una suma de 207.700 almas. En Marzo de 1888 la misma curia publicó una relación de los habitantes, distribuídos, igualmente, por parroquias, de la cual resulta que había, al finalizar el año 1887, un total aproximado de 382.-312 habitantes.

Pero como en el arreglo parroquial no se tienen en cuenta los extrangeros, ni los individuos que no pertenecen á la religión católica, ni los niños sin bautizar, cuyo total reunido no baja de

30.000 almas, para hallar la población de hecho que existe hoy, hay que añadir esta cifra de 30.000, no comprendidos en el recuento de 1887, á los 382.312 que se contaron, más el aumento obtenido por la progresión natural y por las inmigraciones que han acudido al país, durante los nueve años transcurridos desde aquella fecha hasta terminar el año de 1896. Este aumento no es inferior á un dos por ciento anual, y nos da otra cifra de 74.000, que, unida á las dos anteriores, forma un total de 486.000 habitantes para la población de la República en 1897.

Cifras son estas que no pueden ser más que aproximadas; quizás el día que se haga cuidadosamente el censo de población se encuentre un número mayor de habitantes, pues en los recuentos, mejor ha debido haber defecto por omisión que por exceso de inclusiones. De todos modos es un hecho reconocido que la República está muy poco poblada, con relación á su extensión territorial, y que es esta una causa de debilidad y de pobreza relativa, que todos sus gobiernos deben de esforzarse en remediar, ayudando, con este fin, la corriente inmigratoria que acude al país.

En los componentes de la población general se pueden notar los siguientes hechos:

1º Exceso de mugeres sobre el número de hombres, aún cuando en los nacimientos hay un predominio constante del sexo masculino sobre el femenino.

2º Corto número de extrangeros estableci-

dos, no obstante su mayor afluencia en la época reciente.

3º Crecido número de solteros, particularmente en las clases pobres de los habitantes del campo, aunque á un gran número de éstos sólo les falta el acto civil ó religioso, que impone la sociedad, para completar el matrimonio.

4º Considerable número de viudos y viudas, y exceso notorio de éstas sobre aquellos.

5º Longevidad suficiente, con notable proporción de individuos de ambos sexos que llegan y pasan de 100 años de edad.

6º Número considerable de los que no saben leer ni escribir, debido, en gran parte, á la diseminación de los habitantes por los campos, y á la dificultad que de esta circunstancia resulta, para que los niños puedan acudir á las escuelas públicas, centralizadas en los pueblos de mayor vecindario.

CAPITULO III.

HISTORIA.

El descubrimiento y la conquista.

Muy rápidamente y sólo á grandes rasgos, nos es permitido trazar el bosquejo histórico de la entidad política, que forma y constituye hoy la República Dominicana.

Su verdadera historia principia con el descubrimiento de la isla, realizado por Cristóbal Colón el 6 de Diciembre de 1492, en cuyo día él y los atrevidos, al par que afortunados navegantes que le acompañaron, arribaron á sus playas occidentales, habiendo salido del puerto de Palos el 3 de Agosto de aquel mismo año, en busca de un nuevo camino para las Indias orientales y de las tierras desconocidas que tras de ellas se ocultaban. No encontró el Cathay de Marco Polo, pero sí tropezó con un mundo entero, cuya existencia y extensión no había soñado, y que no llegó á conocer.

Seis días después de abordar á sus costas, el 12 de Diciembre, tomó Colón posesión de la isla, en nombre de los reyes católicos de España, Don Fernando de Aragón y Doña Isabel de Castilla, bautizándola con el nombre de "La Española," que más tarde cambió por el de Santo Domingo.

Inmediatamente y con los restos de una de sus embarcaciones, que había zozobrado en la costa, construyó un ligero acuartelamiento, que llamó la Navidad, para guarecer y procurar alguna defensa á una pequeña guarnición que dejó en la isla; pues él regresó seguidamente á España, ansioso de dar cuenta del éxito feliz de su empresa.

Un año después, á fines de 1493, tornó á la isla al frente de una expedición de 1.300 hombres, recibiendo, al llegar, la triste y desagradable noticia, de que el fuerte y la guarnición de la Navidad, habían sido destruídos por los naturales, sin

que quedara un sólo superviviente para explicar como se había consumado el hecho.

Disgustado por este suceso buscó lugar más apropósito para establecerse, y lo halló en la costa norte, en la desembocadura del río Isabela, en cuyo sitio y con el mismo nombre de la reina católica, en quien la historia reconoce la acción más activa en la obra del descubrimiento, fundó la primera población cristiana del Nuevo mundo, de la cual no quedan vestigios.

Desde la Isabela se emprendieron varias expediciones exploradoras hacia el interior, reconociendo el valle del Cibao y buena parte de las dos Cordilleras que lo encierran. Fundóse la fortaleza de Santo Tomás, y después de derrotar á las tribus indias que se oponían al paso de los españoles, éstos establecieron el punto fortificado de Concepción de la Vega, en el centro del Valle; y los de la Magdalena, Santa Catalina y la Esperanza, en las márgenes del Yaque.

Poco después, con objeto de explotar las arenas auríferas del río Jaina, se fundó la población de la Buenaventura, de la que sólo quedan ligeras señales; y buscando una salida por la costa del sur, se construyó una fortaleza en la desembocadura del río Ozama, que fué el orígen de la ciudad capital que hoy existe.

En el año de 1500 llegó á la isla el comendador Bobadilla, quien manchó su nombre, consumando las venganzas de los envidiosos de Colón,

á quien aherrojó, y junto con sus hermanos, remitió á España.

Breve fué el gobierno de este hombre funesto, bajo cuya administración se hicieron los primeros repartimientos de los indios que se pudieron sujetar á la servidumbre. Al año ó poco más, fué reemplazado por el comendador Ovando.

Fué este hombre, severo, de gran energía y con indiscutibles dotes de gobierno, aunque sobradamente cruel en los medios que empleó para acabar de someter á las pocas tribus de indios que se mantenían independientes. La historia le echa en cara el innecesario sacrificio que hizo de la cacique Anacaona, y la dureza con que permitía fueran tratados los indígenas sometidos al trabajo de las minas; pero reconoce en el colonizador, al hombre de cualidades superiores, el único, quizás, entre todos los gobernadores que vinieron á la isla, que tuvo una percepción clara de lo que debía hacerse para establecer las bases de aquella sociedad naciente, cuyas columnas tenían que serlo, necesariamente, los más toscos y despreocupados aventureros que se reclutaban en las playas y bodegones de las ciudades marítimas de España, quienes, dirijidos por algunos frailes y capitanes de ventura, formaron la flor y nata de las primeras expediciones.

Durante la administración de Ovando tomó algún desarrollo la agricultura, se introdujo la caña de azúcar, y se fundaron las poblaciones de Azua, San Juan de la Maguana, Yaguana, Villa-

nueva de Yaquimo, Puerto Real ó Bayajá, Salvatierra de la Sabana, Lares de Guahaba, hoy Hincha, Salvaleón de Higüei, Cotuí, Santa Cruz del Seibo; y como obra verdaderamente colosal para aquellos tiempos, y que, aún en los presentes, sorprende á los que la miran por vez primera, levantó la actual ciudad de Santo Domingo, en la que construyó la fortaleza del Homenage, la Fuerza, el hospital de San Nicolás, el convento de San Francisco, y puso la primera piedra de casi todos los edificios que la hermosean.

En 1509 fué reemplazado Don Nicolás de Ovando por Don Diego Colón, hijo del Descubridor. Mantuvo, este, el sistema del repartimiento nominal de los indios, lo cual daba ocasión á verdaderas *razzias*, en los lugares en donde estos se escondían, y provocaba querellas, á mano armada, entre los peninsulares descontentos. En 1515 fué á España, y de allí regresó en 1520, para permanecer en la isla hasta 1523, en cuyo año tuvo que volver á la Corte para responder á los cargos que se le hacían. En los tres años de su último gobierno tuvo que sofocar una insurrección de esclavos africanos, y por medio de un convenio logró apaciguar el levantamiento de los indios, capitaneados por Enriquillo, su último cacique.

Durante su primera ausencia dejó el gobierno de la Isla á Don Cristóbal Lebrón, y no á su tío Don Bartolomé Colón, como dicen, equivocadamente, algunos historiadores.

En los pocos años que siguieron hasta 1533,

gobernaron la isla diferentes delegados de España, quienes no cumpliendo exactamente las condiciones estipuladas con el cacique Enriquillo, fueron causa de que éste volviera á sus montañas y siguieran las hostilidades contra él. Por último, y mediante un tratado celebrado entre Don Alonso de Fuenmayor y el gefe indio, á quien para él y los suyos, se reconoció la propiedad de una zona de terrenos en el lugar de Boyá, quedó cerrado el período de la conquista y dominada la isla, en su totalidad, por los españoles.

La colonia.

En un largo período de 257 años. comprendidos desde el pacto con Enriquillo, hasta el 27 de Enero de 1801, en que se cumplió el tratado de Basilea, por el cual España cedió á Francia el dominio de la isla, ésta fué gobernada por capitanes generales, quienes, con plenos y absolutos poderes de la Metrópoli, ejercían el mando así en lo militar como en lo civil.

Los hechos y acontecimientos más notables, que en este período se sucedieron, relatados por orden cronológico, son los siguientes:

La creación de la Iglesia metropolitana, hecha á favor de la catedral de Santo Domingo, siendo su primer Arzobispo Don Alonso de Fuenmayor, que ocupó la silla primada en 1549.

El establecimiento del Santo Oficio, en 1564.

Hundimiento y destrucción de la ciudad de la Vega á consecuencia del terremoto del 2 de Noviembre de 1564. Esta población fué reedificada en el sitio en que hoy se encuentra, á más de dos leguas de distancia de su primer emplazamiento.

Invasión del contra-almirante Drake el 11 de Enero de 1586, quien fué enviado por el gobierno de la reina Isabel de Inglaterra, para hacer todo el daño que fuese posible al comercio y á los establecimientos españoles del golfo de Méjico. Drake desembarcó sus fuerzas en la Capital, la atacó por mar y por tierra, y después de destruír una buena parte de la ciudad y de quemar los archivos, se retiró llevándose la artillería de bronce y una suma efectiva de veinte y cinco mil pesos que sus habitantes le satisfacieron. Cinco años más tarde los ingleses hicieron nuevas depredaciones en los pueblos del litoral; y la amenaza, repetida, de tan graves daños, fué causa nueva de emigración para los habitantes que se habían establecido definitivamente con el propósito de dedicarse á la agricultura. En esta época la despoblación fué tan grande y la miseria tan intensa, que la colonia no pudo atender á sus gastos de administración, y estos debieron suplirse por una asignación anual, que no venía con mucha regularidad, aumentándose, por este motivo, el malestar propio de tan precaria situación.

Invasión de los bucaneros en 1630. Eran estos unos piratas, en lo general ingleses y fran-

ceses, que desde mucho antes se habían instalado en la isla de Tortuga, y desde allí hacían frecuentes excursiones á las costas del N. y del O. de Santo Domingo, para apoderarse de las reses que podían matar. Salaban las carnes y llevábanse los cueros, con los que alimentaban un comercio de cambio con los holandeses, entonces los mercaderes del mundo. Estas incursiones fueron repetidas veces castigadas; pero un continjente abundante de aventureros desesperados daba nuevas fuerzas á aquel grupo de hombres, sin patria ni hogar, que los instintos de su propia conservación obligaron á asociarse, cediendo algo de su independencia salvage, para adquirir la cohesión de cuerpo organizado.

Uno de los gefes de estos piratas, de nacionalidad francesa, negoció y obtuvo la protección de Francia, entonces en guerra con España, y bajo el amparo de aquella bandera lograron definitivamente constituirse en la parte occidental de la isla.

Las primeras excursiones de los bucaneros, en busca de ganado, se hacían por días; luego se fueron haciendo permanentes. Así ocuparon las desiertas comarcas de Santo Domingo, al O. de la isla, y al N. E., en la península de Samaná. El gobierno de la colonia, ayudado por sus habitantes, los expulsó en distintas ocasiones; pero escaso como se hallaba de gentes, abandonaba los establecimientos á medida que eran destruídos, y en breve volvían á ser ocupados por aquellos que ya habían hecho el propósito firme de establecerse en la isla.

Así se echaron los cimientos de la colonia francesa de Haití, que tanto ha influído en los destinos de Santo Domingo.

Volviendo ahora al orden de los sucesos, nos encontramos, en 1654, con la declaración de guerra de Oliverio Cromwel á la monarquía española. Uno de sus primeros actos fué enviar una escuadra, bajo el mando del almirante Penn, con 9000 hombres de desembarco, para apoderarse de la isla de Santo Domingo; pero en esta ocasión la suerte de las armas no le fué propicia al expedicionario inglés, como lo había sido en los tiempos de la reina Isabel. El ejército que operaba bajo las órdenes del general Venables, sufrió dos derrotas, casi consecutivas, por las escasas fuerzas que pudo reunir el gobernador Montemayor, y habiendo desembarcado el 14 de Abril de 1655, tuvo que reembarcarse, precipitadamente, el 3 de Mayo siguiente.

Los bucaneros, convertidos ya en colonos franceses, extendieron la ocupación del territorio occidental, dirijiéndose tan al interior que venían á perturbar la posesión de los dominicanos, en los terrenos ocupados por sus labranzas ó hatos de ganado. Muchas disputas y querellas con tal motivo se suscitaron, hasta que, en 1663, el gobernador D. Pedro Carvajal reunió una fuerza de 500 hombres, que paseó sus armas triunfantes por todo el territorio invadido, consiguiendo, por el momento, que abandonaran el país. Los de Samaná fueron igualmente expulsados por los habi-

tantes de Cotuí; pero, como hemos dicho ántes, la falta de población impedía conservar los puntos ocupados, y al volver las espaldas las fuerzas expedicionarias, tornaban los franceses de las islas en que se habían refugiado y levantaban de nuevo sus viviendas. Esta lucha siguió, con represalias de una y otra parte, hasta que la paz de Riswich, entre Francia y España, hizo que esta reconociera el dominio de aquella en una parte del territorio de la isla; pero en las cláusulas del tratado no se fijaron los límites terrestres entre ambas posesiones, y esto fué causa de nuevos disgustos personales entre los colonos, y de luchas á mano armada entre las autoridades de cada colonia.

En 1737 toman distinto rumbo los asuntos. El gobierno de la Metrópoli abre varios puertos al comercio, y como por encanto, surje la vida en todas partes. La agricultura halla en el comercio recursos para levantarse, y con la concurrencia de buques extrangeros, fácil salida á sus productos. Abunda y circula el dinero; nadie piensa en emigrar; lejos de ello, vienen á establecerse en el país nacionales y extrangeros, halagados por la naciente prosperidad. Un comercio regular se establece con la vecina colonia francesa, cuya prosperidad y riqueza era ya considerable; las rivalidades se calman, y las buenas relaciones que nacen del provecho común se establecen. La ciudad de Monte Cristi, á la que se ha concedido por diez años el privilegio de recibir los buques neutrales, prospera rápidamente, y pronto hay recursos para

reedificar á Puerto Plata, fundar á Samaná y á Sabana la Mar, que se pobló con gentes traídas de las Islas Canarias.

Estas poblaciones fueron fundadas en 1750; y en 1759, siguiendo el mismo movimiento impulsivo, producido por las disposiciones mercantiles más liberales, en vigor, se establecían los pueblos de San Miguel de la Atalaya, San Rafael, Las Caobas y Bánica. En 1771 se funda el pueblo de Dajabón; en 1779 los de las Matas de Farfán, San Francisco de Macorís, San José de los Llanos y San Lorenzo de los Minas; en 1785 la villa de San Cárlos.

La cesión á Francia.

Este período de desarrollo y de prosperidad relativa no había de durar mucho tiempo. El tratado de paz entre España y Francia, celebrado en Basilea el 22 de Julio de 1785, establecía, en una de sus cláusulas, la cesión, de la primera de estas naciones á la segunda, de la parte de territorio que aún le quedaba en la isla de Santo Domingo.

Poco ó ninguno era el empeño de Francia para realizar la ocupación de la parte que le había sido cedida, tanto porque el jiro que habían tomado los negocios de Haití la tenían disgustada, como porque era grande su interés en intimar relaciones con España, cuya marina, todavía poderosa, necesitaba, para oponerla á las fuerzas navales

de Inglaterra. Fácil le hubiera sido á un político más hábil que Godoy, conservar, por entonces, á la Parte española de Santo Domingo, evitándole así las infinitas calamidades, que, por el cumplimiento de la cesión, tuvo que sufrir.

En efecto, la forma que revistió la ocupación francesa, fué la más propia para enardecer el amor de la nacionalidad, que, en definitiva, nacía de un fondo de honradez no lastimado por vejámenes depresivos; y la sangre altiva, que daba calor á los hijos de Santo Domingo, se revolvía airada á la presencia de las hordas que la invadieron capitaneadas por Toussaint Louverture, en quien, por encima de sus charreteras de general francés, sólo podía ver lo que en realidad era: el feroz enemigo de su autonomía legítima, de su paz, de su prosperidad, y en definitiva, de su raza. Los primercs actos del caudillo africano, y los sucesos horribles de que había sido teatro la poco antes floreciente colonia de Haití, eran motivos sobrados para justificar y dar plena razón á los dominicanos, y para condenar, ante la historia, la conducta torpe y cobarde del ministro universal de Cárlos IV.

Como era consiguiente, á semejante ocupación precedió la mayor emigración colectiva que se vió nunca en la isla. Todo el que pudo abandonar el país, aun corriendo grandes riesgos personales, se trasladó al Continente, ó mejor aún, á las islas de Cuba y Puerto Rico, en donde muchos se quedaron definitivamente, contribuyendo así al crecimiento y prosperidad material, que, hasta el úl-

timo cuarto de este siglo, ha cabido á ambas colonias españolas.

Y la emigración hubo de continuar, cuando, poco después, el 1º de Mayo de 1801, Toussaint se declaró gefe supremo de Haití, por cuyo acto, la ocupación realizada por él en nombre de Francia, vino á ser una traición á la Francia, una burla á España y una agresión repugnante al pueblo dominicano.

A fines del mismo año, el gobierno francés confiaba al general Leclerc el encargo de recuperar la colonia, y en Enero de 1802 arribaban á Samaná tres escuadras, una de ellas española, conduciendo el ejército reconquistador, fuerte de diez y seis mil hombres.

Fácil fué la empresa en la parte dominicana, porque sus habitantes se aprestaron á ayudar al desalojo de las fuerzas que obedecían á Toussaint, y en algunos lugares, entre ellos en la Capital, ellos solos obligaron á los haitianos á capitular, lo que fué motivo para que el héroe novelesco de Lamartine cometiera uno de los actos de salvajismo más horrible que registra la historia de sus matanzas. Cuando Toussaint Louverture tuvo noticias de la capitulación de su delegado en la Capital, hizo salir las compañías del batallón de Cantabria, compuesto casi todo de dominicanos, que le había prestado buenos servicios en Port-au-Prince, y en un lugar llamado Verrette, sin más motivo, que su odio de raza, los hizo amarrar de

dos en dos por la espalda, y dando satisfacción á sus instintos de tigre, los pasó por las armas.

Desde este momento, Santo Domingo quedó, de hecho, bajo la dominación francesa, y lo quedó igualmente Haití, sometida por las armas de su antigua Metrópoli.

Pero, bien pronto, el 1º de Enero de 1804, Dessalines logró proclamar la independencia de Haití, y seguidamente quiso establecer su dominio, sobre la Parte, antes española y entonces francesa.

Dessalines lanzó 25.000 salvajes, en su mayor parte africanos, sobre el territorio de Santo Domingo, y no hallando en su camino gran resistencia, pudo seguir su marcha invasora hasta poner sitio á la Capital. Pero allí las cosas hubieron de pasar de distinta manera. El gobernador francés, falto de recursos de su gobierno, pudo contar con los del pueblo dominicano, y aunque estos eran pocos, el valor y la decisión, que en él abundaba, suplieron al número y á la escasez de medios y permitieron sostener ventajosamente un largo sitio, que los haitianos levantaron precipitadamente, al saber que había llegado una escuadra con víveres y refuerzos para los sitiados.

La retirada de Dessalines y de su gente fué la marcha del crímen y de la muerte, prodigada á sangre fría sobre la población indefensa que hallaba en su camino. La pluma se resiste á describir lo que aquellas hordas salvajes hicieron. Basta decir que en Moca se hizo que acudieran los

vecinos al templo, en donde se había de cantar un *Te-Deum* en acción de gracias por la terminación de la lucha, que, decían ellos, se había resuelto á su favor, y una vez reunidas mas de quinientas personas, se cerraron las puertas de la iglesia, y las tropas desenfrenadas se precipitaron, como fieras en un circo, sobre aquella concurrencia que, en gran parte, se componía de mugeres, niños, y ancianos. La bacanal sangrienta terminó con la muerte de casi todas las personas congregadas.

Tras de esta invasión hubo un momento de calma que mejoró algo la situación material de los dominicanos, bajo el régimen francés, prudente y á la vez reformador; pero el espíritu público seguía inquieto al ver que Francia nada hacía por someter á los haitianos, pues comprendía que la vecindad de estos y sus propósitos de conquista, eran una amenaza permanente á la paz y á la tranquilidad pública. Esto fué causa de que tomaran fuerza las ideas, por muchos acariciadas, de volver al seno de la antigua Metrópoli.

La reincorporación á España.

Don Juan Sánchez Ramírez, vecino de la villa de Cotuí, fué el gefe de este movimiento. Solicitó y obtuvo el apoyo del capitán general de Puerto Rico, y secundado por Don Ciriaco Ramírez, que inició la acción revolucionaria en Azua, desembarcó por la provincia del Seibo, en donde su-

po atraerse á los habitantes y hasta al comandante Don Vicente Mercedes, encargado de perseguirle. En el lugar llamado Palo Hincado, Provincia del Seibo, se trabó la lucha entre las fuerzas francesas, mandadas por el general Ferrand, y las dominicanas, capitaneadas por Sánchez Ramírez. El resultado de esta memorable batalla fué fatal á las armas francesas, cuyo gefe se quitó la vida por no sobrevivir á su derrota. Sánchez Ramírez puso cerco á la Capital, único punto en que la bandera francesa no se había reemplazado por la española, y después de un largo sitio, durante el cual mucho tuvieron que sufrir sus habitantes, al aparecer una escuadra inglesa que venía á prestar auxilio á los sitiadores, el general Dubarquier consideró imposible é inútil la resistencia, y se decidió á capitular, cuyo acto efectuó el 9 de Julio de 1809.

Desde este día Santo Domingo volvió á formar parte de la monarquía española, reportando el beneficio único de asegurar su paz interior, porque la proximidad de las fuerzas españolas que guarnecían á Cuba y Puerto Rico, mantuvieron el respeto de los haitianos, aunque sin destruir sus propósitos de absorción, que fueron extendiendo por medio de una activa propaganda en los pueblos fronterizos.

Durante este período colonial tuvo Santo Domingo representación en Cortes por dos veces, y consiguió otras ventajas y franquicias; pero la reacción que llevó á Fernando VII al trono, le impuso de nuevo el régimen colonial, con el Con-

sejo de Indias y el gobierno personal y autoritario de los capitanes generales.

La incorporación á Colombia.

El descontento producido por la instalación del antiguo sistema colonial, llegó á adquirir tal consistencia y á propagarse con tanta extensión, que permitió preparar, con facilidad suma, el movimiento revolucionario que dirijió el célebre estadista Don José Núñez de Cáceres.

Apesar del claro talento que distinguía á este patricio y del conocimiento, que, su posición cerca del gobierno, le permitía tener de los verdaderos peligros que amenazaban á su patria, no vió que la garantía de Colombia era de poca importancia en el ánimo de los haitianos, y que la escasez de población y de recursos propios que tenía Santo Domingo, lo habían de poner en situación muy comprometida si Haití se resolvía á atacarlo. Núñez de Cáceres, arriesgándolo todo, se lanzó á la revolución, y casi sin resistencia proclamó la independencia de la Parte española de la isla, bajo la bandera de Colombia, que se enarboló el 1º de Diciembre de 1821.

Todo esto se efectuó sin efusión de sangre, sin que el gobierno de España hiciese la menor diligencia para reconquistar la colonia, que expontáneamente había ido á su seno y por voluntad propia se retiraba. Y este fué el momento

propicio que los haitianos estaban esperando para ejecutar sus propósitos de dominación, pues conociendo muy bien la falta de recursos de los dominicanos, y no ignorando que estos no podían venir de Colombia, al recibir el Presidente Boyer el mensaje de Núñez de Cáceres, le contestó descaradamente, invitándole á sustituír la bandera de Colombia por la de Haití, y amenazándole que si no lo hacía así él correría á hacerlo personalmente. Sin esperar la respuesta, preparó sus tropas y acto continuo invadió el país, que sin medios de resistencia, y recordando con horror la devastación producida por los soldados de Dessalines, no tuvo más remedio que someterse al duro castigo que los azares de la suerte le deparaban.

Los buenos deseos del patricio Núñez de Cáceres, al querer realizar la independencia de la patria bajo el amparo de Colombia, se vieron frustrados por el hecho de la fuerza, y, una vez más, la libre voluntad de un pueblo quedó atropellada y comprimida. Su mala suerte le puso en el duro trance de ser él mismo quien entregara á Boyer las llaves de la ciudad; pero no fué esto, sin hacer en aquel solemne acto, una noble y enérgica protesta, que revela la alteza de su carácter y la sinceridad de sus propósitos. La posteridad, haciéndole justicia, ha discernido á Núñez de Cáceres la gloria de ser el primer dominicano que quiso y procuró la independencia y la libertad de la patria.

La dominación haitiana.

El primer acto de la ocupación haitiana fué decretar la libertad del corto número de esclavos que quedaban en la Parte española; pero imponiéndoles, al mismo tiempo, la obligación de abandonar las casas de sus amos, con lo cual se coartaba aquella libertad, y se ponía á los unos y á los otros en una situación que contribuyó á hacer más intensa la miseria pública.

La absoluta falta de estabilidad política y el odio de raza dictaron el complemento de la medida anterior con otras disposiciones tan arbitrarias como despóticas, tendentes á desposeer de sus bienes raíces á la generalidad de los propietarios dominicanos, para repartirlos inmediatamente á los allegados y amigos de la situación, quienes, como se comprende, sólo podían hallarse entre los mismos haitianos, ó entre los hombres venales y de bajo nivel moral, que, por desgracia, nunca faltan en ninguna sociedad humana.

Todos los medios de hostilidad imaginables se ponían en práctica, para hacer imposible la residencia en el país, de los dominicanos que se distinguían por su ilustración, por sus riquezas ó por la entereza de su carácter; y á la par que se provocaba la emigración, se promulgaban leyes para confiscar los bienes de los ausentes. Esto era la organización del robo por los poderes públicos; y las consecuencias necesarias de tan inicuo proce-

der, tenían que ser, la desmoralización más profunda en el Estado y la indigencia en todos los hogares.

Por otra parte, las leyes prohibitivas que el gobierno de Haití promulgaba, en perjuicio del comercio y de la navegación universal, y su suspicacia contra los extrangeros, produjeron el vacío á su alrededor, dejándolo fuera del concurso de las demás naciones. Ninguna potencia quiso reconocerla, y si Francia, después de un abandono de más de veinte años, admitió la existencia autónoma de Haití fué en virtud de un convenio, por el cual Haití se obligó á pagar ciento cincuenta millones de francos destinados á indemnizar las propiedades usurpadas á los antiguos colonos de la Parte francesa.

Con la mayor injusticia Boyer hizo contribuír á los dominicanos al pago de aquella indemnización, que sólo aprovechaba á los habitantes de la Parte haitiana, pués entre estos, exclusivamente, se hizo el reparto de los bienes, rurales y urbanos, pertenecientes á ciudadanos franceses, sobre los cuales se basaba la reclamación de su gobierno. Sin embargo, á los dominicanos se les impuso una contribución de $ 461.300 anuales, que pagaron, hasta donde les fué posible.

Una revolución, en la región haitiana, derribó á Boyer en 1843 y proclamó el gobierno provisional que presidió Charles Hérard.

El elemento liberal dominicano se adhirió á la revolución, que consideró como un paso para

llegar á otros fines, que secretamente alimentaba. En efecto, la activa propaganda, que, desde algún tiempo, venía haciendo el ilustre ciudadano Don Juan Pablo Duarte, en favor de la idea separatista, había ganado gran terreno, y éste estaba admirablemente abonado para que fructificara la obra salvadora, realizada, más tarde, por el honorable patricio Don Francisco del R. Sánchez.

Charles Hérard no ignoraba lo que pasaba, y al atravesar la frontera, para imponer su autoridad á los delegados de Boyer, la lucha se entabló en todos los terrenos, y duró hasta el 27 de Febrero de 1844.

En esta memorable fecha las patrióticas aspiraciones de Duarte y de Sánchez tuvieron su día de gloria, con la capitulación del general Desgrottes, representante del Presidente Hérard, en la Capital de Santo Domingo.

La independencia.

Proclamada la República Dominicana se constituyó un gobierno provisional, con el título de Junta Central Gubernativa, cuyos primeros actos fueron: hacer saber al Presidente de Haití su firme resolución de constituir la Parte española en Estado independiente, y obtener la adquiescencia de todos los habitantes en favor del movimiento victorioso realizado en la Capital. Tarea fácil fué esta última, pues todos los pueblos estaban ani-

mados del mismo sentimiento patriótico, y los comisionados enviados por la Junta Central hallaron en ellos el más eficaz apoyo, contribuyendo todos, con igual decisión y entereza, á expulsar del territorio dominicano á los gefes y las fuerzas que representaban el poder vencido de Haití.

La respuesta del Presidente de Haití no se hizo esperar mucho. El 9 de Marzo, es decir, el día mismo en que la Junta hizo saber su resolución al Presidente Hérard, este invadía el territorio dominicano con las numerosas fuerzas que había reunido; pero la República estaba preparada para la defensa, y aquella invasión fué victoriosamente rechazada. A los duros escarmientos que recibieron los haitianos, de las fuerzas dominicanas que los esperaron y batieron en el N. y en el S. de la República, se añadieron serias complicaciones interiores, que pusieron al Presidente Hérard en el caso de renunciar á sus planes y recojer sus tropas al otro lado de las fronteras. En su retirada los haitianos, fieles á su sistema de destrucción, incendiaron los pueblos y ciudades que habían logrado ocupar, y dejaron, como huellas naturales de su paso, la desolación y la ruina en los campos que atravesaban.

La grande y justa popularidad alcanzada por el general Don Pedro Santana, en virtud de sus éxitos militares contra la invasión haitiana, lo hizo gefe indiscutible de un partido fuerte y poderoso, que lo llevó á la primera majistratura del

Estado, proclamándolo Presidente Constitucional de la República el 17 de Noviembre de 1844.

Muy pronto prosiguió la guerra con el enemigo implacable, que sólo se había detenido en las fronteras, para reorganizar sus fuerzas.

El primer acto hostil de los haitianos fué la sorpresa y toma del fuerte de Cachimán, que una corta guarnición custodiaba, y que fué recuperado el 17 de Junio, por un ataque combinado de los generales Duvergé y Alfau y del teniente coronel Francisco Pimentel. Esta primera derrota de los haitianos fué seguida de otras, que dieron por resultado la ocupación sucesiva de Hincha, Las Caobas, la Loma de los Pinos y el Oreganal.

Reuniendo sus fuerzas pudieron los haitianos volver de nuevo sobre Cachimán, en donde sólo había quedado un pequeño destacamento, y la toma de este fuerte les permitió ocupar el pueblo de las Matas de Farfán. Los dominicanos se replegaron sobre San Juan, y creyendo los generales haitianos Morisette, Toussaint y Samedi, que mandaban grandes fuerzas, en una segura victoria, se prepararon para la ofensiva; pero el general Puello no les dió tiempo y les presentó batalla, el 17 de Setiembre, en la sabana de Estrelleta, obteniendo una victoria completa sobre el enemigo, el cual, á las dos horas de fuego, se desbandó dejando el campo sembrado de cadáveres y abandonada su artillería y pertrechos de guerra.

En el Norte los haitianos avanzaron sin disparar un tiro hasta Beler, en donde se atrinchera-

ron fuertemente para esperar á las fuerzas dominicanas, que en aquella parte, operaban á las órdenes del general Salcedo. Este los atacó y desalojó después de un rudo combate, en el que alcanzó completa victoria, y sin dormirse sobre sus laureles, después de desbandado el enemigo, se dirijió sobre las fuerzas que, acampadas en Dajabón, mandaban los gefes haitianos Denis, Hilaire y Mitel. Estos, que no supieron resistir el empuje del ataque, incendiaron el pueblo y huyeron más allá de las fronteras.

El resultado de esta campaña no pudo ser más favorable á las armas dominicanas, que, bien dirijidas y apoyadas por unos cuantos buques de guerra, dieron pruebas de su capacidad para sostener honrosamente la bandera que habían enarbolado.

La situación se había consolidado, y la República Dominicana pudo, en 1846, entrar en negociaciones preliminares para alcanzar el reconocimiento de su independencia por la Unión Americana, España, Francia é Inglaterra, cuyas naciones entablaron desde luego amistosas relaciones con la nueva República.

Pero, como consecuencia de la guerra, que costaba dinero, y de la paralización del trabajo en los campos, única fuente de producción en la República, el estado de la Hacienda era penoso. Las combinaciones financieras que se ideaban sólo servían para hacer más difícil aquella situación, agravada, además, por la intranquilidad que produ-

cían los trabajos revolucionarios dirijidos contra Santana.

Este, esquivando el peligro, dimitió el cargo presidencial, el 4 de Agosto de 1848, y el Consejo de Secretarios de Estado convocó los comicios para la elección de Presidente.

El voto popular confió á Don Manuel Jiménez el cargo de primer magistrado de la República, del que tomó posesión el 8 de Setiembre de 1848. La influencia de la Hacienda decaída, contribuyó á aumentar las dificultades que rodearon á este gobierno, que no pudiendo improvisar recursos, tuvo que desatender las necesidades de la defensa nacional, mientras que el implacable enemigo, ya repuesto de sus anteriores descalabros, velaba en la frontera, arma al brazo, para aprovechar la mejor ocasión de reanudar sus propósitos de conquista.

La ocasión parecióle propicia, y sin duda lo era, pues en el primer momento, tomó posesión del pueblo de las Matas, haciendo prisionero al general Valentín Alcántara, jefe de las fuerzas dominicanas en la frontera. Este descalabro, atribuído á deslealtad del jefe dominicano, produjo la desconfianza en el ejército, que vió con disgusto como se confiaba al mismo general Alcántara, devuelto por los haitianos en un canje de prisioneros, la defensa de Azua. Fácil fué para Soulouque, llegar á esta ciudad, y ocuparla sin hallar mayor resistencia.

Mal principio tenía esta campaña, y ante el

peligro que amenazaba á la patria, el Congreso tomó una actitud, que, si no era correcta, era patriótica, é hizo un llamamiento al pueblo dominicano, para que acudiera á las armas, y apeló al general Santana, cuya innegable pericia militar era una garantía para asegurar el éxito de las operaciones de la guerra.

El Ejecutivo protestó de este acto del Congreso, que era un ataque á sus facultades; pero acabó por ceder y consintió que el Presidente Jiménez diera el mando del ejército á Santana.

Este organizó las tropas que pudo reunir y se situó en Sabana Buey, cerca de Azua, mientras el general Duvergé ocupaba los desfiladeros de El Número, que cerraban el paso á las tropas haitianas. Soulouque quiso forzarlo á todo trance, y el 17 de Abril de 1849, atacó los puntos ocupados por Duvergé, quien, al frente de sus valientes soldados, supo vindicar su buen nombre militar, destrozando las fuerzas haitianas. La moral del soldado dominicano se había repuesto, y ya nada podía detenerle en sus gloriosos triunfos.

Las fuerzas de Soulouque tomaron otro camino, y el 19 de Abril fueron detenidas por el coronel Domínguez en el paso de las Carreras. Santana acudió al auxilio de aquel destacamento, tan oportunamente, que el 21 de Abril pudo alcanzar, sobre el grueso del ejército de Haití, una de las más completas victorias que se cuentan en su vida militar.

Derrotados los haitianos, emprendieron la re-

tirada, ó mejor dicho, la fuga; y cuando Santana se disponía á desalojarlos de Azua, el incendio de la población le anunció que de allí huían los invasores, dejando el rastro de sangre y fuego con que siempre han marcado sus huellas al retirarse.

Santana había salvado la integridad de la patria, y sus numerosos amigos quisieron, á todo trance, ponerlo al frente de los destinos de la Nación. El movimiento se inició por el ejército de Azua, y se propagó rápidamente. En vano fué que Jiménez se opusiera, apoyado por los elementos liberales que lo sostenían; el conflicto se hizo inminente, y sólo pudo evitarse merced á la mediación del arzobispo Portes y de los cónsules de Francia, de Inglaterra y de los Estados Unidos, quienes consiguieron que se llegara á un arreglo entre Santana y Jiménez.

Por este acto el general Santana se hizo cargo del Poder Ejecutivo el 30 de Mayo, y seguidamente convocó á los comicios para hacer la elección del nuevo Presidente. Resultó electo el ciudadano Don Santiago Espaillat, que no quiso aceptar; esta renuncia provocó unas nuevas elecciones, en las que fué nombrado el coronel Don Buenaventura Báez, para la Presidencia de la República, tomando posesión de dicho cargo el 24 de Setiembre de 1849.

Entre otros actos de su gobierno, merecen citarse los trabajos dirijidos á dar una solución á las dificultades con Haití, A fin de resolver el conflicto internacional, que venía destruyendo las

fuerzas vivas de ambos contendientes, inició negociaciones diplomáticas para obtener una mediación colectiva de los Estados Unidos, de Francia y de Inglaterra.

Las tres potencias aceptaron la mediación, y el 19 de Diciembre de 1850 remitieron á Haití su nota colectiva, en la cual se le prevenía que si aquella Nación persistía en sus planes de invadir á Santo Domingo, se verían obligados á inponerle una suspensión de hostilidades por diez años.

Poco caso hicieron los haitianos de esa nota, y no interrumpieron sus hostilidades sino por el mal éxito de sus primeras operaciones.

El período constitucional de Báez terminó, constitucionalmente, el 15 de Febrero de 1853, y en igual forma le reemplazó el general Santana, que había resultado favorecido por el voto de los colegios electorales.

La mediación seguía, entre tanto, dando algunas garantías de paz con los haitianos; pero á fines de 1855, cuando más empeñadas se hallaban Francia é Inglaterra en la guerra de Crimea, le pareció al emperador Soulouque llegado el momento de hacer una nueva invasión, y burlándose de las reclamaciones que le dirigieron los representantes de ambas potencias en Port-au-Prince, hizo que atravesaran las fronteras del S. tres cuerpos de ejército numerosos y bien municionados. Estas fuerzas ocuparon los pueblos de las Matas de Farfán y Neiba, no sin tener que vencer la enérjica resistencia que les opusieron los peque-

ños destacamentos que guardaban aquellos lugares, y que tenían orden de estorbar la marcha de los invasores. á la vez que se fueran replegando.

Entretanto el Ejecutivo había movilizado las fuerzas del país, llamadas á la defensa de la patria, y el general Santana pudo reunir, en el cuartel general de Azua, un ejército anheloso de cubrirse de gloria. Dividió estas fuerzas en dos cuerpos, cuyo mando confió á los generales Contreras y Sosa.

El primero marchó sobre San Juan de la Maguana, y en la sabana de Santomé encontró al ejército invasor. Trabóse la lucha, cuyo resultado definitivo fué la derrota completa de las huestes haitianas, que desbandadas y sin atender á sus gefes, abandonaron en el campo sus muertos, sus heridos, sus armas y municiones.

En el mismo día y hora en que se trababa la batalla de Santomé, otra no ménos importante y no ménos gloriosa para las armas dominicanas, se decidía en el Cambronal, entre la división que mandaba el general Sosa y el ejército haitiano que venía avanzando por el lado de Neiba. En esta jornada los haitianos se vieron derrotados casi desde el primer momento, y, como en la de Santomé, se desbandaron y sufrieron grandes pérdidas.

Estas batallas decisivas no terminaron, sin embargo, la campaña, porque la tenacidad de Soulouque y su empeño en realizar la unificación política de la isla entera, bajo su mando, era tan

grande, que venciendo la resistencia sus mismos oficiales, organizó un nuevo y numeroso ejército con el cual pasó el Dajabón. El campo de Sabana-Larga fué el teatro de la lucha y el sitio en que los haitianos recibieron su último y merecido castigo.

El 1º de Junio se retiró Santana del poder, del que se hizo cargo el Vice-Presidente Don Manuel de Regla Mota, y por renuncia que este hizo en Octubre del mismo año, le reemplazó el Vice-Presidente accidental Don Buenaventura Baez.

Poco duró su gobierno, pues á consecuencia de una revolución que estalló en Santiago, se vió muy corto de recursos, y después de una resistencia de once meses, se vió obligado á capitular en manos de Santana.

Este general no reconoció el gobierno constituído en Santiago, bajo la presidencia de Don José Desiderio Valverde, y después de su triunfo militar, convocó los comicios, que, por tercera vez, lo eligieron Presidente de la República. Entró en el ejercicio de su cargo el 16 de Diciembre de 1854, y cesó el día en que se realizó la anexión á España.

La anexión.

Aquí la historia de la autonomía política de Santo Domingo hace un alto y entra en un período peculiar, cuyo exámen, aún muy lijero, habría de

exijir muchas pájinas, que la índole del presente trabajo no permite dedicarle.

Sin duda, á los hombres que realizaron la anexión á España, y á los que, más tarde, prepararon la de los Estados Unidos, se les podrá acusar de falta de fé en los destinos de la patria; pero su responsabilidad se atenúa, sobre todo, en el presente caso, ante los graves peligros que esa misma patria había corrido y que seguían amenazandola en lo futuro, ya que la política haitiana no abandonaba sus propósitos de absorción. Podía, además, tenerse en cuenta, que Haití, en más pequeño territorio, contaba con una población doble ó triple, en número de individuos, y con recursos en su Hacienda, muy considerables, gracias á la producción, casi indestructible, de las fincas de café que le dejaron los colonos franceses y que los dominicanos habían contribuído á pagar, porque el despotismo haitiano, á eso les había obligado con su ley de 1º de Mayo de 1826.

Ya durante 23 años, Santo Domingo había apurado hasta las heces la amarga dominación de un pueblo, del cual le aleja la tradición, las costumbres, las ideas, las tendencias, el idioma; en fin, todo cuanto nace y es propio de naturalezas semejantes. Haití ha hecho una horrible guerra de raza para destruír la sangre europea y americana en sus propios hijos; Santo Domingo nunca ha sentido esos odios de casta; en su pueblo no hay prevenciones de raza; sus hijos son blancos ó de color, pero viven fraternalmente entre sí y en

amistad con todos los hombres de cualquier procedencia que sean. Haití ha querido aislarse en medio de la civilización; ha negado al que no es haitiano hasta el derecho de adquirir un hogar en su suelo, y sin la ordenanza Real de Cárlos X, hubiera cerrado el paso á todos los extrangeros; en cambio, el pueblo dominicano desea ardientemente todos los progresos de la civilización y les abre anchas sus puertas, sin prevenciones, sin miedos, sin triviales escrúpulos y sin mezquinas asperezas,

Entre ambos pueblos hay incompatibilidad absoluta de carácter, y la comunión de intereses traería aparejada la muerte necesaria de uno de los dos.

Se quiso asegurar la existencia y conseguír, al mismo tiempo, una garantía para la paz, y para ello, se hicieron negociaciones en solicitud de un protectorado, que O' Donnell, gefe del Gabinete español, no quiso aceptar sino en la forma de una reincorporación pura y simple.

Esta se efectuó el 18 de Marzo de 1861, siendo el general Santana, el primer gobernador y Capitán General nombrado por la Metrópoli.

Instalado el régimen colonial, con poquísimo tacto y falta absoluta de sentido práctico, pronto se trocó en general descontento, lo que al principio la mayoría de los dominicanos aceptó, simplemente, como un hecho consumado, sin su anuencia, del cual se reservaba el derecho de ratificación ó de protesta. La protesta vino: sus primeras manifestaciones se ahogaron en sangre, y en-

tonces apareció con las armas en la mano. Este era el único recurso que le quedaba para hacerse oír.

El primer movimiento revolucionario fué sofocado en el Cibao, y el segundo en San Juan, poco después; á ambos siguieron varios fusilamientos, uno de los cuales fué el del patricio general Don Francisco del Rosario Sánchez. Pronto la guerra se fué generalizando, hasta que se abandonó la isla, al subir Narváez al poder, en virtud del acuerdo de las Cortes del 3 de Marzo de 1865, cumplimentado el 11 de Julio del mismo año.

La Restauración.

La guerra de la Restauración tomó su carácter formal sólo desde el 16 de Agosto de 1863, y tan pronto como la revolución se hizo dueña de la ciudad de Santiago, constituyó un gobierno provisional bajo la Presidencia del general Salcedo. Este gobierno se mantuvo desde Setiembre de 1863 hasta el 10 de Octubre de 1864, en que fué derribado por un movimiento revolucionario. El nuevo gobierno lo presidió el general Gaspar Polanco.

Este cayó el 24 de Enero de 1865, á impulsos de otra revolución, de la cual surjió la Junta Superior Gubernativa, presidida por el general Don Benigno Filomeno de Rojas, hasta que una Convención Nacional, reunida en Marzo, elijió para

Presidente interino de la República, al general Don Pedro Antonio Pimentel.

Después del abandono, los generales Cabral y Manzueta se alzaron contra el gobierno de Pimentel, y habiendo hallado apoyo en el país, quedó derrocado Pimentel, proclamándose á Cabral, Protector de la República.

El Protectorado convocó una Asamblea Constituyente, y mientras esta trataba de dar una organización definitiva á la nación, el general Pedro Guillermo se alzó en el Este, proclamando á Báez Presidente de la República. Triunfó este movimiento, y el 25 de Octubre de 1865 se formó una Junta que se encargó del gobierno, hasta la llegada de Báez, ausente en Curazao.

El Congreso constituyente hizo un nuevo Código, que sancionó el 14 de Noviembre y cuya duración fué tan corta como la del nuevo Presidente.

Báez pidió al Congreso que abrogara el nuevo Código fundamental y éste así lo hizo, sustituyéndolo por el de 16 de Diciembre de 1854; pero el 1º de Mayo se inició un movimiento revolucionario en Santiago, que derribó á Báez antes de terminar el mes.

De esta revolución surjió la reunión de una Asamblea Nacional, que formó la Constitución de 24 de Setiembre de 1866, en virtud de la cual fué electo, por el voto directo y universal, el general D. José María Cabral para Presidente de la República.

Cabral gobernó desde fines de Setiembre de

1866 hasta el 31 de Enero de 1868, en que fué derrocado, á consecuencia de un movimiento revolucionario, iniciado en Monte Cristi, el 7 de Octubre de 1867, á favor de Báez.

El gobierno de Cabral no tuvo un momento de sosiego; constantemente se vió combatido por las revoluciones, y sin embargo, durante su administración se reanudaron las relaciones de amistad con España, se celebró un tratado de comercio con los Estados Unidos, se creó el Instituto profesional, se trató de llegar á un acuerdo con el Papa, y últimamente se entró en negociaciones para el arrendamiento de Samaná.

Una Junta de generales reemplazó á Cabral hasta el 4 de Mayo de 1868, en que Báez se hizo cargo de la Presidencia, por la aclamación de los revolucionarios de Monte Cristi.

Durante esta administración, que duró seis años, se realizó el arriendo de la bahía de Samaná, á una compañía americana, y se activaron los trabajos para llevar á término la proyectada anexión de la República á los Estados Unidos de América.

El general Cabral combatió, directamente, estos propósitos, que tampoco obtuvieron la aprobación del Senado americano.

Un movimiento revolucionario, iniciado en la ciudad de Puerto Plata, el 25 de Noviembre de 1873, contra la administración del Presidente Báez, se propagó, tan rápidamente, que el 31 de Diciembre inmediato, se vió éste obligado á abandonar el poder.

Desempeñó la interinidad que sobrevino el general Don Ignacio M. González, quien rescindió el contrato de arrendamiento de Samaná, por falta de pago en una anualidad; y reunió una Asamblea Nacional, que hizo la Constitución de 24 de Marzo de 1874, en virtud de la cual fué elejido Presidente, en propiedad.

Se hizo cargo del gobierno el 6 de Abril y convocó una Convención Nacional para reformar la Constitución. El nuevo Código fundamental fué sancionado el 9 de Marzo de 1875. Este paso y otros semejantes debilitaron el prestigio de aquella administración, en términos, que no pudo resistir á los efectos de la liga que se formó en Santiago, para acusarle ante el Congreso Nacional.

Una nueva guerra civil amenazaba ensangrentar los campos de la República; pero la renuncia de González la evitó.

El poder quedó en manos del Consejo de Ministros, hasta que se hizo la elección de Presidente, que recayó en el ciudadano Ulises F. Espaillat. Su gobierno principió el 29 de Abril de 1876 y terminó violentamente el 5 de Octubre del mismo año.

La caída de este gobierno fué debida á una revolución promovida por González en las fronteros del N. O., y apoyada por algunas autoridades en la Capital. González fué nombrado Presidente; pero apenas tuvo tiempo de formalizar su elección, cuando fué suplantado en el poder por Báez, elevado al Gobierno de la República, por quinta

vez, en Diciembre de 1876, por efecto de una revolución triunfante en el Cibao.

Aunque en esta ocasión Báez estableció un régimen distinto al que había informado su gobierno de los seis años, no logró gobernar en paz, y después de una lucha sin tregua, tuvo que dejar el poder por efecto de la capitulación de 24 de Febrero de 1877.

El movimiento revolucionario elevó otra vez á González, y otra vez la contrarevolución lo derribó, no estando en el poder más que el breve tiempo que medió del 6 de Julio al 2 de Setiembre de 1878. La interinidad que había precedido á este corto período gubernamental fué dirigida por el general Cesáreo Guillermo, quien, al caer González, quedó otra vez en el gobierno, hasta que se hizo la nueva Constitución y resultó elegido Presidente definitivo.

Tomó posesión de la Presidencia, constitucionalmente, el 21 de Marzo de 1879, y cayó por efecto de la revolución iniciada en Puerto Plata el 6 de Octubre de 1879, que elevó á la Presidencia interina al general Gregorio Luperón, bajo cuyos auspicios se inauguraron los bienios presidenciales.

El 1º lo desempeñó el Padre Meriño desde 1º de Setiembre de 1880 á 1º de Setiembre de 1882.

El 2º le tocó al general Ulises Heureaux, de 1º de Setiembre de 1882 á 1º de Setiembre de 1884.

El 3º lo desempeñaron entre los generales

Francisco Gregorio Billini y Alejandro Wos y Gil, del 1º de Setiembre de 1884 al 6 de Enero de 1887.

Para el 4º fué elegido el general Ulises Heureaux, quien ocupó el poder desde el 6 de Enero de 1887 hasta el 27 de Febrero de 1889.

Este fué el último de los bienios, pues la Convención Nacional, al reformar la Constitución que venía rigiendo desde 1881, en una de las modificaciones que introdujo, acordó ampliar el período Presidencial, que es ahora de cuatro años en vez de dos.

En virtud de la reforma constitucional de que acabamos de hacer mérito, juró la Presidencia el 27 de Febrero de 1889 el general Heureaux y la Vice-presidencia Don Manuel María Gautier, quienes desempeñaron estas altas funciones, con el mejor éxito, durante el cuatrienio que terminó el 27 de Febrero de 1893.

Terminado constitucionalmente el período presidencial y convocados en su oportunidad los comicios, para designar los nuevos candidatos que habían de ejercer las altas magistraturas de la Nación, en el inmediato cuatrienio, el voto popular favoreció de nuevo al general Ulises Heureaux en el cargo de la Presidencia y eligió al general Wenceslao Figuereo, para la Vice-presidencia.

Ambos Magistrados juraron sus cargos el 27 de Febrero de 1893, devolviendo sus poderes á la Nación el 27 de Febrero de 1897, para volverlos á recibir y jurar en el mismo día, en virtud de ha-

ber sido reelectos, sin oposición y por unanimidad, por todo el cuerpo electoral.

De esta manera el pueblo dominicano ha querido demostrar su gratitud al Jefe del Estado, que más y mejor ha merecido su confianza y de quien, indudablemente, mayores bienes ha recibido, pues la indiscutible habilidad política del general Heureaux ha servido para asegurar la paz interior, en un largo período gubernamental, durante el cual se ha podido emprender la obra de la organización política y administrativa de la República.

Al amparo de esta paz permanente, que ha merecido al Presidente Heureaux el glorioso título de "Pacificador de la Patria," ha nacido la confianza en todos los centros sociales, el trabajo activo se ha desarrollado en los campos y ciudades, la agricultura ha aumentado sus productos, el comercio su movimiento y las rentas públicas han crecido.

Los mayores recursos han permitido organizar é instruír militarmente el ejército, en la medida de lo indispensable; pero dentro de ella se halla bien equipado, provisto de armamento moderno, con parque suficiente y buenos acuartelamientos.

La marina de guerra, que no existía, se ha formado y para las atenciones de este servicio imprescindible en un país que es, por su condición geográfica, esencialmente marítimo, la República

cuenta hoy con tres cruceros de vapor, bien equipados y artillados.

En las otras vías del desenvolvimiento general el progreso es manifiesto: en todas partes la población ha aumentado; la construcción de edificios públicos y privados no ha cesado, ni en la Capital ni en los principales puertos y ciudades del interior; la red de ferro-carriles se ha extendido; la de telégrafos se ha prolongado con nuevas líneas construídas por el Estado; y, aunque lentamente, los caminos públicos se van mejorando.

Cierto que las frecuentes crisis económicas, ocurridas en estos últimos años, ya por efecto de la depreciación de los productos agrícolas que forman nuestra riqueza exportable, ya por las influencias ejercidas en el mercado por otras crisis exteriores, ya por la amortización de capitales en las obras públicas realizadas, y ya, si se quiere, por las imperfecciones de la Administración, que no es posible reformar en un día, han podido ser causa de perturbación y aún de paralizaciones en la marcha emprendida; pero no es posible desconocer el progreso alcanzado en la vida moral y material del pueblo dominicano y los firmes propósitos que existen de seguir por el mismo camino.

Que la paz interior se mantenga, como base fundamental de la pública prosperidad y no tengamos la menor duda de que, perfeccionada la Administración, los recursos del país serán más que sobrados para que la Hacienda de la República mantenga holgadamente sus compromisos y el cré-

dito de la Nación obtenga la importancia y el buen concepto que debe merecer en los mercados financieros del mundo.

CAPITULO IV.

ORGANIZACION POLITICA.

Derecho constituído.

La Constitución política de la República Dominicana, vijente en la actualidad, es la revisada por el Congreso de Plenipotenciarios del año de 1881, reformada, en algunos de sus artículos, por la Convención Nacional de 1887, y revisada en la Legislatura del año 1896. Fué promulgada en la ciudad Capital de Santo Domingo el 20 de Junio de este mismo año, siendo Presidente de la República el general Ulises Heureaux.

En ella se declara qne los límites del territorio de la República comprenden todo lo que antes se denominaba Parte Española de la Isla de Santo Domingo y sus islas adyacentes, y son, por lo tanto, los mismos que en virtud del Tratado de Aranjuez, de 1777, la dividían en 1793 de la Parte Francesa, por el lado de Occidente; y se agrega que no podrán sufrir otras modificaciones sino las autorizadas por el plebíscito del 1º y 2 de Junio de 1895 y que se deriven de la Convención de Arbitraje Domínico-Haitiano del 3 de Julio de 1895.

La Constitución garantiza á los ciudadanos dominicanos:

La inviolabilidad de la vida por causas políticas;

La libertad del pensamiento manifestado por palabra ó por escrito;

La propiedad, con todos sus derechos y los deberes de servidumbre que le sean inherentes;

La inviolabilidad y secreto de la correspondencia;

La inviolabilidad del domicilio;

La libertad de sufragio;

La libertad de industria;

La propiedad de los descubrimientos, producciones científicas, artísticas y literarias;

La libertad de reunión y de asociación, sin armas, pública y privadamente;

La libertad de petición y el derecho de obtener resolución;

La libertad de enseñanza;

La tolerancia de cultos;

La seguridad individual; y por último,

La igualdad ante la Ley.

Todo esto con arreglo á los códigos y leyes especiales en vigor.

Los extranjeros pueden adquirir la nacionalidad dominicana, si la solicitan, dentro de las siguientes condiciones:

Los hijos de las Repúblicas Hispano-americanas y los de las Antillas españolas, después de haber residido un año en el país.

Los que lo sean de cualquiera otra nación amiga, cuando tengan, por lo menos, dos años de residencia, hayan fijado su domicilio en el territorio de la República, y previamente renunciado á su nacionalidad, ante quien corresponda.

Los derechos inherentes á la condición de extranjero se hallan determinados por leyes especiales, que haremos conocer cuando nos ocupemos de las relaciones internacionales.

La soberanía de la nación reside en ella misma, y se ejerce por tres poderes, con atribuciones propias é independientes entre sí. Estos tres poderes son: el Legislativo, el Ejecutivo y el Judicial.

El Poder Legislativo se ejerce por un Congreso, compuesto de veinte y cuatro Diputados, nombrados por elección indirecta á razón de dos por cada Provincia ó Distrito. El cargo de Diputado dura cuatro años, y es imcompatible, mientras está reunido el Congreso, con cualquier otro empleo, cargo ó destino público. A fin de que el número de Diputados pueda estar siempre completo se elige un número igual de suplentes, los cuales entran á reemplazar á los propietarios, en los casos de muerte, renuncia, destitución ó inhabilitación, por el orden del mayor número de votos que hayan obtenido en las respectivas Provincias ó Distritos en que ocurra la vacante.

El Congreso se reune, de pleno derecho, el 27 de Febrero de cada año, y sus sesiones duran noventa días, que pueden prorrogarse por treinta

más, á pedimento del Poder Ejecutivo ó por resolución del mismo Congreso.

El Poder Ejecutivo se ejerce por el Presidente de la República en unión de los Secretarios de Estado.

En caso de muerte, renuncia ó inhabilitación del Presidente, lo reemplaza el Vice-Presidente en el ejercicio de su cargo; y si éste también faltare, le sustituye el Consejo de Secretarios de Estado, hasta que aquellos funcionarios sean nombrados, para lo cual el Consejo deberá convocar los Colegios electorales en el término de cuarenta y ocho horas de haber ocurrido el caso que ponga el Poder Ejecutivo en sus manos.

La elección de Presidente y Vice-Presidente se verifica por el voto indirecto, eligiéndose ambos Magistrados en el mismo tiempo y con las mismas formalidades.

El Presidente de la República dura en sus funciones cuatro años, á contar del día en que toma posesión de su cargo, y podrá ser reelecto.

Es atribución privativa del Presidente de la República nombrar los Secretarios de Estado, aceptarles sus renuncias y removerlos cuando lo juzgue conveniente.

Los Secretarios de Estado son siete: de Interior y Policía, de Relaciones Exteriores, de Justicia é Intrucción Pública, de Fomento y Obras públicas, de Hacienda y Comercio, de Guerra y Marina y de Correos y Telégrafos. Los Secretarios de Estado no pueden ser Diputados en el Congreso

Nacional, mientras ejerzan su cargo; pero tienen el derecho de usar de la palabra en el mismo, y la obligación de acudir á informar, cuando sean llamados para ello.

El Poder Judicial reside en la Suprema Corte de Justicia y en los Tribunales y Juzgados inferiores.

La Suprema Corte de Justicia se compone de un Presidente y cuatro Ministros, elegidos por el Congreso, y de un Ministro fiscal, nombrado por el Poder Ejecutivo. La duración de estos cargos es la misma que la del período presidencial, y mientras los magistrados están en el ejercicio de sus funciones quedan incapacitados para aceptar cualquier empleo de nombramiento del Poder Ejecutivo.

Para la buena administración de justicia, el territorio de la República se divide en doce Distritos judiciales. en cada uno de los cuales hay un Tribunal ó Juzgado de primera instancia. Los Distritos judiciales son: Santo Domingo, Santiago, La Vega, Azua, Seibo, Samaná, Puerto Plata, Monte Cristi, San Pedro de Macorís, Barahona, Espaillat y Pacificador.

Estos Distritos se subdividen, á su vez, en Comunes, que están servidas por un Alcalde, un Secretario y un Alguacil.

Las atribuciones de los tres poderes Legislativo, Ejecutivo y Judicial, se hallan perfectamente determinados en la Constitución.

Administración civil.

La división civil y administrativa se compone de Provincias y Distritos, siendo ambas divisiones, en el fondo una misma cosa, pues no implican condición distinta ni guardan dependencia entre sí. El desarrollo progresivo de los pueblos ha de determinar, en lo futuro, nuevas demarcaciones, ó aconsejar el deslinde definitivo de los actuales, para equilibrar mejor los recursos de cada división, en sus límites geográficos naturales. Sus linderos actuales están determinados por los de las jurisdicciones de las parroquias que contienen las Comunes y Cantones, comprendidos en cada una de aquellas grandes divisiones, que hoy forman seis Provincias y seis Distritos, según hemos explicado, en la página 32 y siguientes, al hablar de la división territorial de la República.

El actual gobierno de las Provincias y Distritos se efectúa por medio de un Gobernador, á la vez, civil y militar, nombrado por el Poder Ejecutivo, del cual directamente depende, siendo, por lo tanto, su agente inmediato. La relación entre estos dos poderes, se sostiene por medio del Secretario de Estado en el Despacho de lo Interior y Policía, cuando se trata de los negocios civiles, y del de Guerra y Marina, en los asuntos de este ramo particular.

Las Comunes, Cantones y Secciones se rijen por Gefes comunales, cantonales y seccionales, que

dependen directamente del Gobernador de la Provincia ó Distrito á que cada Común, Cantón ó Sección pertenece.

La administración de las Comunes se hace por medio de Ayuntamientos, que son corporaciones municipales elejidas por votación directa de las Asambleas primarias, en las cuales son electores todos los que disfrutan de la calidad de ciudadano dominicano; es decir, los mayores de 21 años que no han perdido sus derechos políticos, y los extranjeros que han adquirido la nacionalidad, con arreglo á los preceptos constitucionales.

Los cargos concejiles duran dos años, y después de cada período, los Ayuntamientos se elijen por totalidad; pero los individuos salientes pueden ser reelejidos tantas veces, cuantas obtengan el sufragio popular.

Los extranjeros avecindados pueden ser elejidos Concejales, en los pueblos de su residencia, sin perder por ello su nacionalidad.

Los Cantones dependen siempre, en lo administrativo y económico, de la Común en cuya jurisdicción se hallan enclavados. Las secciones tienen un alcalde pedáneo que nombra el Jefe comunal.

Los Ayuntamientos discuten, fijan y votan anualmente sus presupuestos municipales de egresos é ingresos; y en lo relativo al ejercicio de sus funciones administrativas ordinarias, son independientes y sólo están sujetos á rendir las cuentas de recaudación é inversión de los fondos. Los re-

cursos con que cuentan para cubrir sus gastos comunales consisten: en las rentas de las propiedades urbanas que posean; los arbitrios que por la ley tienen derecho á imponer, en sus respectivas demarcaciones, á los artículos que se consumen en el radio de las mismas; las patentes para el ejercicio de industrias, comercio y profesiones; los productos de derechos sobre plazas de mercado, matadero, ancones, pontazgos, carros, coches y multas de policía, y, por último, los derechos en el registro civil.

Hemos dicho que los Ayuntamientos discuten y votan los arbitrios indirectos, que han de aplicarse á cubrir sus presupuestos locales, pero estos acuerdos no son ejecutivos mientras no han obtenido la sanción del Congreso Nacional, al cual deben previamente someterse. A esta ingerencia, impropia de la esfera en que ha de moverse el alto Poder Legislativo, obliga la índole del impuesto indirecto, que es, por su naturaleza, universal, dentro del Estado, y, por su aplicación, se hace local, dentro de cada municipio. Fácilmente, en su afan de producir recursos para atender á los servicios procomunales, pudieran estos invadir los derechos de otras Comunes y aún los mismos del Estado, y de ahí viene la necesidad de que sus acuerdos, en este respecto, tengan que ser revisados y aprobados por la Asamblea Legislativa, antes de ser ejecutivos.

La República Dominicana se encuentra en la misma situación en que están otros muchos pue-

blos nuevos, escasos de población y sobrados de territorio, en los cuales es preciso que el poder central se sustituya, en muchas ocasiones, á la acción local, justamente para preparar los elementos que, más tarde, habrán de constituir la vida municipal. El propósito es que el derecho público se halle en armonía con el derecho democrático, y que sin sacrificar este último, como lo hacían las antíguas sociedades, se avance hácia el momento en que la autonomía política del Estado se asiente, plenamente, sobre la base sólida é imperecedera de la autonomía económica y administrativa de sus municipios.

Administración religiosa.

Respecto á la religión, ya hemos visto que la Constitución garantiza la libertad de conciencia. En efecto, todos los cultos que no ofendan á la moral están consentidos en la República, y ni los dominicanos ni los extranjeros pueden ser molestados en el ejercicio de estos actos privativos de la conciencia, por lo cual, libremente, pueden levantar templos y dentro de ellos observar el culto de las diferentes comuniones religiosas. Algunas iglesias no católicas existen en las ciudades de la República, en donde hay número suficiente de congregantes para poderlas sostener.

Pero, como la inmensa mayoría del pueblo dominicano pertenece á la religión católica, apostó-

lica y romana, la Constitución declara este culto religión del Estado y contribuye á su sostenimiento, manteniendo á la iglesia en una órbita de acción perfectamente libre, dentro de la cual goza de toda la independencia de que es capaz.

El gobierno eclesiástico y la dirección de los asuntos de la Iglesia católica, están sometidos á un Arzobispado, el cual, para la mejor administración del culto y clero, se divide en una Vicaría General y ocho Vicarías Foráneas, que dependen de la general.

El Arzobispado se provée por medio de una terna que forma el Congreso Nacional, con sacerdotes dominicanos por naturaleza ú orígen, residentes en la República. Esta terna se remite á la Santa Sede, por medio del Poder Ejecutivo, el cual hace la propuesta en la forma que estima conveniente, y pone en posesión de la silla arzobispal al Prelado que resulta elejido por Su Santidad.

El Arzobispado y la Vicaría general residen en la Capital de la República, que, por declaratoria constitucional, es la ciudad de Santo Domingo.

Las Vicarías Foráneas tienen su asiento en las ciudades de Santiago, Concepción de la Vega, Azua, Santa Cruz del Seibo, Montecristi, Samana, Espaillat y Puerto Plata.

La administración del culto se hace con el auxilio de cincuenta y siete parroquias, de las cuales:

18	parroquias	corresponden á la	Vicaría	general,
9	id.	á la Vicaría	Foránea	de Santiago,
11	id.	á la	id.	de La Vega,
9	id.	á la	id.	de Azua,
7	id.	á la	id.	de El Seibo y
3	id.	á la	id.	de Espaillat.

Tal es la división eclesiástica de la República, que funciona con perfecta disciplina, dentro del orden que la misma Iglesia se ha establecido. La provisión de los curatos se hace por el Arzobispado, bien sea nombrando para los mismos á clérigos extranjeros, que vienen á la República ó residen en ella, ó bien elijiéndolos entre aquellos que terminan la carrera eclesiástica en el Seminario Conciliar, cuyo plantel de enseñanza se sostiene para ese objeto en la ciudad arzobispal de Santo Domingo.

Instrucción pública.

La ley general de instrucción pública, que rige en la actualidad, es la formada por el Congreso Nacional en la legislatura del año 1895 y promulgada el 25 de Junio de aquel mismo año.

En ella se establece que la profesión escolar será libre en el territorio dominicano y que los establecimientos de enseñanza serán públicos y privados: los públicos estarán á cargo del Estado y de las autoridades locales y los particulares de cuenta de sus dueños.

En los establecimientos públicos la enseñanza es gratuita y el método adoptado uniforme, en todos los planteles del territorio dominicano.

La división de la enseñanza, y su inspección, administración y vigilancia dependen:

Del Ministerio de Justicia é Instrucción pública;

De la Junta Directiva de Estudios, que reside en la Capital;

De las Juntas Provinciales de Estudios, establecidas en cada una de las cabeceras de las Provincias y Distritos, bajo la inmediata dependencia de la Junta Directiva;

De las Comisiones locales de estudios, que funcionan en todas las Comunes que no son cabeceras de Provincia y dependen de las Juntas Provinciales;

De los inspectores de instrucción pública, nombrados por las Juntas Provinciales, uno en cada una de las cabeceras.

La enseñanza técnica y superior se dá en el Instituto profesional, establecido en la Capital de la República y en los Colegios Centrales, que subsisten, uno en la misma ciudad y otro en Santiago.

Las materias que constituyen la enseñanza, en el Instituto profesional, son las asignaturas necesarias para adquirir los títulos de abogado, médico, farmacéutico y agrimensor; y los estudios preparatorios que son indispensables para estas carreras.

Este Instituto se rige por un Consejo, que lo

forman: el Rector, el Vice-Rector, el Cuerpo de Catedráticos y el Secretario.

Para su sostenimiento cuenta con el 50 p. % de los derechos de patentes que percibe el Ayuntamiento de la Capital y el 5 p. % del de los municipios, clasificados de 1ª, 2ª y 3ª categoría, exceptuándose al de Santiago. Estos fondos ingresan en la Caja de la Junta Directiva de Estudios, y en los casos en que no alcanzan á cubrir el presupuesto del Instituto, es de cuenta del Poder Ejecutivo cubrir la diferencia.

Los dos colegios centrales de Santo Domingo y Santiago, explican las asignaturas señaladas para obtener el bachillerato y los títulos de maestros de segunda enseñanza y de maestros normales.

Los gastos de estos establecimientos se cubren con rentas fijas obtenidas del producido del 50 p. % de los derechos de patentes de las Comunes de Santo Domingo y Santiago.

Para hacer los estudios de la carrera eclesiástica hay, en la Capital, un Seminario Conciliar, regido conforme á su institución canónica, bajo la dependencia inmediata del Prelado elesiástico, su Rector nato, quien nombra los catedráticos y empleados del establecimiento.

Además de hacerse en el Seminario los estudios propios para ejercer el sacerdocio, pueden seguirse en sus cátedras, libremente, los que se exijen para obtener los grados de Bachiller ó de Licenciado, é ingresar en el Instituto profesional; bien sea para continuar en los estudios de las ca-

rreras superiores ó para pedir examen de las mismas.

Los gastos del Seminario se cubren con rentas propias, procedentes de bienes nacionales, que se le adjudicaron por la ley de su creación en 1848.

En todas las cabeceras de Provincias y Distritos, en las que no hay un Colegio Central, existen dos escuelas normales, una para varones y otra para niñas, de suerte que, en la República, hay 22 escuelas de esta clase, sostenidas por los Ayuntamientos, con el producido de la renta de patentes.

La enseñanza, que en ellas se da, comprende tres cursos, cumplidos los cuales, pueden optar los alumnos al título de maestro normal, siempre que prueben su aptitud para ejercer el profesorado en examen público, á que deben someterse en uno de los Colegios centrales.

La instrucción primaria, para ambos sexos, se recibe en escuelas clasificadas en dos categorías: completas y elementales.

En cada cabecera de Común, que cuenta con mil habitantes ó más, hay una escuela completa para varones y otra para niñas, y además, todas las elementales que los recursos municipales permitan sostener.

Tal es el sistema organizado y sostenido por la administración pública.

Separadamente el interés privado mantiene algunas escuelas particulares que aumentan el número de los establecimientos de enseñanza con que cuenta la República.

Según la estadística escolar de 1883, última que se ha formado, el número de educandos que recibían la instrucción elemental de 1º y 2º grado, en las escuelas de la República, era como sigue:

Varones	3.861
Hembras	2.674
Total de educandos	6.535

Esta cifra acusa una proporcionalidad, entre ambos sexos, como 6: 4; es decir, que por cada seis niños que se instruyen en las escuelas, sólo hay cuatro niñas que reciben el mismo beneficio.

El número de establecimientos públicos y privados en aquella época era de 101 escuelas de niños y 74 de niñas. Desde aquella fecha, según datos recogidos privadamente, se han creado unas cincuenta escuelas más, de suerte que, actualmente, el número de escuelas de instrucción primaria alcanza á 225, aproximadamente, en toda la República.

La proporción en 1883, entre la población total y la cifra de las escuelas, era de una de estas por cada 2.075 habitantes. Esta proporción ha mejorado, sin duda alguna, pues, aún cuando la población ha aumentado considerablemente en los 14 años desde entonces transcurridos, no lo ha sido en relación con el número de los establecimientos de instrucción, y mucho menos, si se tiene en cuenta, que la concurrencia á las escuelas, es, cada vez más, numerosa y constante.

Concluímos de todo esto que algo se ha ade-

lantado; pero que se está muy lejos todavía de una proporción razonable, entre el número de escuelas que poseemos y el de niños que necesitan instrucción.

Como es consiguiente, las proporciones arriba expresadas corresponden al total general de la República, y se modifican según las influencias locales, de suerte que en las ciudades son más favorables y en las secciones rurales lo son menos,

Relaciones exteriores.

En distintas fechas la República ha concluído diferentes tratados internacionales, en los cuales se establece el principio de que la paz y la amistad deben existir entre las Naciones, y se regulan las relaciones comerciales entre los ciudadanos de uno y otro país, siempre sobre la base de la más justa reciprocidad de derechos y deberes.

Estos tratados, vijentes en la actualidad, se han firmado con las Naciones siguientes:

Inglaterra. De paz, amistad, comercio y navegación; fué canjeado el 12 de Setiembre de 1850.

Dinamarca. De amistad, comercio y navegación; fué canjeado el 2 de Febrero de 1863.

Holanda. De amistad, comercio y navegación; fué canjeado el 20 de Noviembre de 1857.

Estados Unidos de Norte America. De amis-

tad, comercio, navegación y extradición; fué canjeado el 5 de Octubre de 1867.

Haití. De paz, amistad, comercio, navegación y extradición; fué canjeado el 8 de Febrero de 1875;

España. De paz, amistad, comercio, navegación y extradición; canjeado el 19 de Agosto de 1855; restablecido el 28 de Diciembre de 1874 y vuelto á canjear el 19 de Noviembre de 1875.

Francia. De amistad, comercio y navegación; canjeado el 21 de Junio de 1887, modificando el de 5 de Agosto de 1852, con aditamento de la Convención consular.

Alemania. De comercio, navegación y consular; fué canjeado el 26 de Junio de 1886, y sirvió para sustituír el celebrado con Bremen en Junio de 1859.

Portugal. De amistad, comercio y navegación; fué canjeado en París el 25 de Noviembre de 1885, á la vez que la Convención consular, que también se celebró entre ambas partes contratantes.

Italia. De amistad, comercio y navegación; fué concluído para sustituír al celebrado con Cerdeña en 1855.

En estos tratados se fijan, como regla común á todos, las garantías personales que corresponden á los nacionales de cada una de las partes contratantes, cuando habiten en la nación convenida, ó se relacionen con ella para asuntos de comercio ó de otro carácter social. Así, los extranjeros de

las Naciones convenidas, pueden libremente entrar, viajar ó permanecer en el territorio de la República, gozando para sus personas y sus bienes de la misma protección y seguridad que los nacionales. Pueden, con las mismas garantías, ejercer industrias, dedicarse al comercio, arrendar ó adquirir en plena propiedad casas, almacenes, terrenos, fábricas y cuanto pueda ser objeto de dominio particular, sin que estén obligados á otros cargos, contribuciones, subsidios ó impuestos que aquellos á que están sometidos los nacionales.

En los casos de reclamación de justicia, pueden acudir á los tribunales en todas las instancias, y en todos los grados de jurisdicción establecidos por las leyes, siendo perfectamente libres en la elección de sus abogados y agentes. En este respecto gozan de los mismos derechos ó privilegios que amparan á los nacionales, incluso el beneficio de la asistencia judicial, mediante las formalidades que para justificar su necesidad, deben llenarse.

La sucesión de los bienes raíces, poseídos por extranjeros, se regula por las leyes de la República; y en las reclamaciones relativas á las sucesiones mobiliarias, entienden las autoridades del país á que hubiese pertenecido el dueño de los objetos. En los casos de adquisición, trasmisión, donación ó sucesión de bienes, muebles ó inmuebles, los extranjeros son equiparados á los nacionales para el pago de derechos, si los hubiere, y en ningún caso los pagarán más elevados.

En esta serie de los derechos personales que gozan los extranjeros en la República, debemos mencionar también el de la libertad de conciencia y ejercicio de las prácticas religiosas, aunque ya sabemos que este es un precepto constitucional, que aprovecha á todos los habitantes de la nación; el de la exención de todo servicio personal, ya en los ejércitos de tierra ó mar, ya en las guardias ó milicias, ó ya, por último, en las requisitorias, préstamos forzosos y demás contribuciones extraordinarias que tuviesen carácter personal. Cuando estas contribuciones se impusieran á los bienes raíces, los extranjeros quedarán equiparados á los nacionales, para los efectos del tributo y de la restitución, si la hubiere. En el caso desgraciado, en que la paz llegase á alterarse entre la República y cualquiera de las Naciones convenidas, los súbditos de la que fuere, que residan en las ciudades, puertos ó territorios dominicanos, podrán seguir ejerciendo sus profesiones, bajo todas las garantías morales y materiales de la Nación, siempre que no causaren ofensa alguna á las leyes del pais.—Sólo en este último caso, el Gobierno podría hacerlos salir del país, dándoles un término de seis meses para arreglar sus negocios; pero en ninguna circunstancia las propiedades ó bienes de cualquier naturaleza que sean podrán ser secuestrados, ni embargados.

Para el comercio las reglas aceptadas mutuamente entre la República y los Estados contratantes establecen la reciprocidad de ventajas y la de

hacer extensivas á cada una las rebajas ó exenciones de derecho que se hagan á cualquiera de las Naciones convenidas; resérvase, sin embargo, la República el derecho de establecer excepcionales convenciones con el Estado fronterizo de Haití, sin que de ellas participen los demás países.

Las mercancías, de cualquier naturaleza, que vengan de las Naciones convenidas, ó que á ellas vayan, quedan exentas de todo derecho de tránsito, salvo aquellos artículos que por las leyes particulares estén prohibidos.

Los productos del suelo ó de la industria, y en general, todos los que no estén prohibidos y sirvan de objeto de comercio, pagarán los mismos derechos, al ser importados ó exportados, ya se transporten en buques nacionales ó en los de las Naciones convenidas. Los buques, con carga ó en lastre que vengan á los puertos dominicanos, deben satisfacer los mismos derechos á que se someten los nacionales en cuanto respecta á tonelage, puerto, faro, pilotage, cuarentena ú otros derechos que afecten al casco del buque; igual condición hallan en el tratamiento local, en lo que se relaciona con los buques, sus tripulaciones y cargamentos.

Quedan en general eximidos de los derechos de tonelage, de puerto y de exportación: los buques que lleguen y salgan en lastre; los vapores que se emplean en el servicio de correos, pasageros y equipages, sin hacer operaciones comerciales; y por último los que salgan y entren de cual-

quier puerto, voluntaria ó forzosamente, sin haber realizado ninguna operación mercantil. En los casos de recalada forzosa, no se consideran como operaciones de comercio el desembarque y embarque de las mercancías, por causa de avería del buque ó por prescripción de sanidad; el trasbordo á otro barco, cuando el primero no pueda seguir su navegación; los gastos para el aprovisionamiento de la tripulación; ni, por último, la venta de las mercancías averiadas, mediante autorización de la Aduana.

La navegación de cabotage, entre los puertos no habilitados para el comercio exterior, se reserva á los buques nacionales; sin embargo los buques extranjeros podrán dejar parte de su cargamento en el puerto de su llegada, y seguir con el resto, bien sea para desembarcarlo, ó bien para hacer su cargamento de retorno, sin pagar en los otros puertos derechos distintos que aquellos, que, en semejante caso, deban abonar los buques nacionales. El ejercicio de la industria de pesquerías se reserva igualmente á la marina de la República.

Las cláusulas establecidas para la extradición de malhechores, en los tratados que los contienen, y que son los de España, Estados Unidos de América y Haití, determinan que aquellos serán entregados á requerimiento de parte, cuando las personas reclamadas estén acusadas de crímenes probados, y sean estos los siguientes: homicidio, voluntario, asesinato, parricidio, infanticidio y envenenamiento, ó tentativa de cometerlos; rapto; emisión

de moneda falsa, ó falsificación de ella; emisión de documentos falsos ó falsificación de ellos; incendio, robo y abuso de confianza cometido por empleados públicos ó por personas asalariadas, con detrimento de los que los tienen empleados. En ninguna ocasión pueden ser reclamados los individuos cuyos delitos sean de carácter puramente político.

Todas estas concesiones, derechos y franquicias ya hemos dicho que son recíprocas, y por lo tanto, los ciudadanos dominicanos las disfrutan en sus personas, industrias, comercio y propiedades en cada una de las Potencias amigas, con las cuales se han celebrado los tratados, y en las colonias ó provincias ultramarinas que aquellas poseen.

Ultimamente han sido denunciados los tratados Domínico–Alemán y Domínico Francés, con el objeto de adoptar en los nuevos convenios que se concluyan, medidas que garanticen el próspero desarrollo de las relaciones políticas y comerciales, bajo la base de la más estricta reciprocidad.

Representación internacional.

Para velar por los intereses nacionales en el extranjero, la República cuenta con una representación diplomática limitada á sus necesidades políticas, y con otra, más extensa, consular, para sus relaciones de comercio.

En la actualidad los representantes de uno y otro carácter que tiene la República en las Naciones amigas, son los siguientes:

ALEMANIA.

John W. Kück, E. E. y M. P. Hamburgo.
Baron H. van Richtofen, Secretario de Legación, Hamburgo.
John W. Kück, Cónsul General, Hamburgo.
Rodolfo Dempwoolff, Cónsul, Hannover.
Hans B'jorn Graesse, Cónsul, Dresden.
E. Prell Erckéns, Cónsul, Leipsic.
Ludovig Koop, Cónsul, Frankfort del Mein.

AUSTRIA HUNGRIA.

Angelo Cavazani, Cónsul, Trieste.
José Luzato, Cónsul, Fiume.

BELGICA.

J. W. Hunter, Cónsul General, Amberes.
Félix Retsin, Vice-Cónsul, Amberes.
Joseph Person, Cónsul, Bruxelas.
Georges van Melkebeke, Vice-Cónsul, Bruxelas.
Willem Willems, Gónsul, Ostende.
Baron de Pitteurs de Budinghem, Cónsul, Liege.
C. Verbesen, Cónsul, Gand.
Cárlos Bombeek, Vice-Cónsul, Bruxelas.

BRASIL.

B. Pozmanoki, Cónsul, Rio Janeiro.
Gustavo Krauser, Cónsul, Pernambuco.

COLOMBIA.

Nicolás Laignelet Poisot, Cónsul General, Bogotá.
A. Z. Lopez Penha, Cónsul, Barranquilla.
Morris Pinedo Junior, Cónsul, Riohacha.
G. Marion Landais, Cónsul, Panamá.
Isaac L. Maduro, Vice-Cónsul, Colón.

DINAMARCA.

Mauricio Valentin, Cónsul General, Copenhague.
P. H. Moron, Cónsul, Saint Thomas.

ESPAÑA.

José Ladislao de Escoriaza, E. E. y M. P., Madrid.
Camilo Pozzi y Genton, Cónsul General, Madrid.
Blas Aguilar y Alvarado, Vice-Cónsul, Madrid.
Alberto Font y Ginebra, Cónsul, Barcelona.
José Engo García, Cónsul, Cádiz.
Fernando Lafforé, Cónsul, Málaga.
Enrique Llanes Cloriana, Cónsul, Tarragona.
Emilio Bessa Caballero, Canciller, Tarragona.
Alejandro Berea Rodrigo, Cónsul, Coruña.
Gustavo Pérez Cuevas, Cónsul, Santander.
Manuel de la Cruz Fernandez, Cónsul, Sevilla.
Julian de la Cruz y Cuervas, Vice-Cónsul, Sevilla.
Vicente Grau, Cónsul, Jerez de la Frontera.
Alfredo Gallego, Cónsul, Murcia.
Ramon Gil, Cónsul, Vigo.
Alfredo Javaloy, Cónsul, Alicante.
H. Giner de los Rios, Vice-Cónsul, Alicante.
Honorato Berga, Cónsul, Valencia.
Antonio Andrés Olivar, Cónsul, Zaragoza.
P. I. Albarrellos y Llanas, Cónsul, S. Sebastián y Pasajes.
Cárlos Schomburg, Cónsul, Bilbao.
Adolfo Sunaheim, Cónsul, Huelva.
Valentin García Gilledo, Cónsul, Gijón.
Antonio Villegas, Vice-Cónsul, Almería.
Miguel Ruiz Barreto, Vice-Cónsul, Chiclana.
A. Oteniente Soler, Vice-Cónsul, Barcelona.
Luis Gutierrez de los Rios, Cónsul Honorario, Córdova.

POSESIONES ESPAÑOLAS.

(ISLAS CANARIAS.)

Bernabé Rumeu, Vice-Cónsul, Santa Cruz de Tenerife.

Miguel Sarmiento y Pérez, Cónsul Gral. Honorario, Las Palmas.
Luis Falcon y Quevedo, Vice-Cónsul, Las Palmas.
Laudelino Barrera y Brito, Cónsul, Santa Cruz de la Palma.
Juan Campos y Alcover, Cónsul, Palma de Mayorca (Islas Baleares).
Prudencio Rabell, Cónsul General, Habana.
Gabriel Costa y Nogueras, Canciller, Habana.
Juan E. Ravelo, Cónsul, Santiago de Cuba.
Ramon Rodriguez, Vice-Cónsul, Nuevitas.
Manuel Gil Caminero, Vice-Cónsul, Matanzas.
Jaime Roca Vivas, Vice-Cónsul, Manzanillo.
Conrado Palau, Cónsul, San Juan.
Félix Sauri, Cónsul, Ponce.
Joaquin Tornabells, Vice-Cónsul, Mayaguez.
H. Neron Longpre, Vice-Cónsul, Vieques.

ESTADOS UNIDOS.

A. W. y Gil, Cónsul General y Encargado de Negocios, New York.
A. Santamaría, Canciller, New York.
Santiago Porcela, Vice-Cónsul, New York.
F. B. Wanamaker, Cónsul, Filadelfia.
Cárlos Lemale, Cónsul, Chicago.
Edwin M. Fowle, Cónsul, Boston.

ECUADOR.

Samuel Koppel, Cónsul, Guayaquil.
Cárlos E. Espinosa, Cónsul, Quito.

FRANCIA.

Baron E. de Almeda, E. E. y M. P. París.
Lúcas T. Gibbes, Secretario de Legación, París.
Leon Orosdi, Cónsul General, París.
Julio Hollande, Vice-Cónsul, París.
Julio Postel, Cónsul, Havre.
Enrique Postel, Vice-Cónsul, Havre.
C. Antonio Guerin du Cayla, Cónsul, Marsella.
Enrique Gueyraud, Vice-Cónsul, Marsella.

C. Duclou, Cónsul, Burdeos.
Gaston Dulas, Vice-Cónsul, Burdeos.
Francisco M. L'Honen, Cónsul, Saint Nazaire
Dr. G. de Vicent, Cónsul, Bastia, (Córcega).
M. Bentata, Cónsul, Oran, (Argelia).
A. Glodon, Cónsul, Saint Pierre (Martinica).

GRECIA.

C. Alberto Blengini, Cónsul, Atenas.

GRAN BRETAÑA E IRLANDA.

Miguel Ventura, Cónsul General, Londres.
James Cook, Cónsul, Manchester.
Richard Poules, Cónsul, Liverpool.
M. Adam, Cónsul, Leeds.
Eduardo Schilling, Cónsul, Nottinghan.
J. Sccot Hill, Vice-Cónsul, Southampton.
Samuel James, Cónsul, Cardiff.
Jos Sutchiffe, Vice-Cónsul, Grinsby.
William Taylor, Vice-Cónsul, Glasgow (Escocia).
Adolfo Gomez, Cónsul, Gibraltar.
Wilmore J. Henry, Cónsul, Nassau (Bahamas).
Juan B. Sarapure, Cónsul, Kingston (Jamaica).
N. E. Parravicino, Cónsul (Barbadas).
C. H. Hinson, Cónsul, Grand Turk (Islas Turcas).

HAITI.

Alejandro Llenas, E. E. y M. P., Port-au-Prince.
José Isaac Pou, Secretario de Legación, Port-au-Prince.
Alejandro Llenas, Cónsul General, Port-au-Prince.
José R. Pérez Roman, Cónsul, Port-au-Prince.
Elías Pereyra, Vice-Cónsul, Port-au- Prince.
J. S. Marsan, Cónsul, Cabo Haitiano.
Savary Saint Come, Cónsul, Saint Marc.
Cherí Coén, Vice-Cónsul, Gonaives.
Cornelio C. Mangones, Vice-Cónsul, Aquin.
José Caminero, Vice -Cónsul, Fort Liberté.
Jesús Mª Pérez, Vice-Cónsul, Jacmel.

Félix Mª Nolasco, Vice-Cónsul, Port de Paix.
F. Mª Altieri, Vice-Cónsul, Cabo Haitiano.
J. F. Villedroint, Vice Cónsul, Aux Cayes.
Elie Cazeau, Vice-Cónsul, Petit Goave.
Henri Blanchet, Vice-Cónsul, Jeremie.

ITALIA.

Armando Canevaro, Cónsul, Génova.
Giacomo Cresta, Cónsul Gral. Honorario, Génova.
Georgi Ambrosetti, Canciller, Génova.
Dr. Vicenzo Morra, Cónsul, Nápoles.
Salvador Fagliavia, Cónsul, Palermo.
Federico Peralli, Cónsul, Milán.
Vittorio Padoa, Cónsul, Florencia.
Giacomo Dalmédico, Cónsul, Venecia.

MEJICO.

Lcdo. Francisco de la Fuente Ruiz, E. E. y M. P., Méjico.
Quintin Gutierrez, Cónsul General, Méjico.
José González Pages, Cónsul, Veracruz.

PAISES BAJOS.

Baron Emmanuel de Almeda, Ministro Plenipotenciario.
G. A. Hellmund, Cónsul, Amsterdam.
M. J. Hymans van Venendaal, Cónsul, Rotterdam,
Manuel Perez, Cónsul, Curazao. (Antillas.)
A. Bethencourt. Vice-Cónsul, Curazao.
J. van der Biest Jr., Vice-Cónsul, Curazao.
Petrus Boom, Vice-Cónsul, Bonaire.

PORTUGAL.

Baron Emmanuel de Almeda, Ministro Plenipotenciario.
Pedro Gómez de Silva, C. General, Lisboa.
J. Enrique Andressen, Cónsul, Oporto.
M. M. Ramos Guimaraes, Vice-Cónsul, Oporto.

PERU.

Francisco Mario de Alberti, Cónsul, Lima.
Manuel Lino Matheos, Canciller, Lima.

SANTA SEDE.

J. Faszowicz, Baron de Farensbach, E. E. y M. P., Roma.

SUECIA Y NORUEGA.

Lambell Kenutzen, Cónsul, Christianía.

URUGUAY.

Francisco Feruccio Passini, Cónsul General, Montevideo.

VENEZUELA.

T. Arredondo Bethencourt, Vice-Cónsul, Carácas.
John Monsanto, Cónsul, Puerto Cabello.
Herman Leyba, Cónsul, Coro.
Luis Moreau, Cónsul, La Guaira.
Dr. Francisco Suarez, Cónsul, Maracaibo.

Servicio Postal.

Desde el año de 1880 la República forma parte de la Unión postal universal, y como es consiguiente, presta y recibe todos los servicios que por ese concepto le corresponden. La ley de 23 de Mayo de 1888, promulgada el 22 de Junio inmediato, establece los preceptos que deben tenerse en cuenta para el uso de este servicio, y de ella extractaremos aquellos cuyo conocimiento convenga más al público.

Se transmiten correspondencias para los países comprendidos en la Unión postal universal, que son los siguientes:

Europa:—Alemania, Austria-Hungría, Bélgica, Bulgaria, Dinamarca, España, Francia, Gran Bretaña, Grecia, Italia, Luxemburgo, Montenegro, Noruega, Países Bajos, Portugal, Rumanía, Rusia, Servia, Suecia, Suiza y Turquía.

Asia, Africa y Oceania, por completo.

Paises de America:—Bolivia, Brasil, Chile. Costa Rica, Ecuador, Estados Unidos de América, Estados Unidos de Colombia, Guatemala, Haití, Honduras, Méjico, Nicaragua, Páraguay, Venezuela, Colonias inglesas, danesas, españolas, francesas y holandesas.

El servicio internacional se lleva á cabo con la mayor regularidad, observándose escrupulosamente las prescripciones contenidas en el reglamento de detalle y orden para la ejecución de la Convención postal universal, siendo prueba de ello el que no se ha presentado, hasta ahora, ni un sólo caso de pérdida ó avería de pieza certificada, lo que dice mucho en favor del servicio que las oficinas de cambio internacional de la República han realizado con las oficinas postales extranjeras.

Las oficinas de cambio internacional se hallan establecidas en Santo Domingo, Puerto Plata, Samaná, Monte Cristi, Sánchez y San Pedro de Macorís; abierta esta última recientemente, obliga á aquel puerto á mantener relaciones directas con el exterior.

Para realizar este servicio postal se utilizan las distintas líneas de vapores extranjeras que tocan, periódicamente, en los puertos de Santo Domingo, Puerto Plata, Samaná, Sánchez, Monte Cristi y San Pedro de Macorís, dos buques de vela que van mensualmente para Curazao, y además, todos los de travesía que se presentan en ocasión de acortar el tiempo ó la distancia.

Actualmente las líneas de vapores, en actividad de servicio, son las siguientes:

Compañía norte americana de los vapores Geo W. Clyde: proceden de Nueva York, y con escala en las Islas Turcas y Cabo Haitiano, tocan en Monte Cristi, Puerto Plata, Samaná, Sánchez, San Pedro de Macorís, Santo Domingo y Azua. Hacen un viage cada 20 días.

Compañía española de Sobrinos de Herrera: proceden de la Habana; hacen escala en varios puertos de la isla de Cuba, y uno de los vapores toca el 17 de cada mes en Puerto Plata, volviendo á detenerse el 27, de regreso de las islas de Puerto Rico y de San Thomas; otro vapor, procedente también de la Habana y demás puertos de Cuba, llega á Santo Domingo el 27 de cada mes, y sigue para Puerto Rico y San Thomas, de donde regresa el 7 del mes inmediato. Esta línea establece cuatro comunicaciones directas con los puntos indicados, y además las indirectas que se enlazan en la Habana, San Thomas y San Juan de Puerto Rico.

Compañía general trasatlántica francesa; pro-

cede de Le Havre, con escala en Burdeos, San Thomas, Puerto Rico, llega á Puerto Plata el 5 de cada mes; sale al siguiente para puertos de Haití y vuelve de regreso á Puerto Plata, en ruta para Europa.

La línea internacional de la misma Compañía, se combina con la anterior en San Thomas, toca en puertos de Puerto Rico y llega á Santo Domingo el 5 de cada mes, para seguir á Haití, de donde regresa el 15, para unirse á la línea de Europa, por Puerto Rico y San Thomas, en Fort de France.

Otro servicio mensual comunica á Santo Domingo y San Pedro de Macorís con New York y Fort de France.

Compañía de vapores alemanes: proceden de Hamburgo; hacen escala en Le Havre y varios puertos del Archiplélago antillano, tocan en Santo Domingo el 17 de cada mes y visitan á Puerto Plata, Monte Cristi, Samaná y Sánchez.

Compañía italiana La Veloce; procede de Génova, toca en puertos de España y las Antillas y una vez al mes en Santo Domingo.

Tales son los transportes, que, por el momento, puede utilizar la Administración general de Correos de la República, para sus comunicaciones internacionales y para los distintos puertos que tocan.

El servicio postal interior se hace en condiciones menos favorables que el exterior, debido á la carencia de buenos caminos que comuniquen á las poblaciones entre sí. Sin embargo, en estos

últimos años se ha mejorado notablemente y la Administración no cesa en sus esfuerzos para perfeccionar el servicio, procurando que éste sea rápido y seguro, utilizando para ello las nuevas vías férreas que se van abriendo.

Comunicaciones telegráficas.

El servicio telegráfico se hace por el Estado y por la Sociedad Francesa de los telégrafos submarinos, que tiene la concesión para la vía marítima y también para las líneas terrestres, por traspaso que de esta última concesión le hizo la Compañía telegráfica de las Antillas. Ultimamente, en virtud de un convenio celebrado entre el Gobierno y la Sociedad concesionaria, el Estado ha adquirido el derecho de construír y esplotar, por cuenta propia, una buena parte de la red terrestre, y merced á este arreglo se ha extendido la línea interior, en la cual, en estos momentos, se está trabajando activamente.

La Sociedad francesa de los telégrafos submarinos tiene á su cargo el servicio exterior que se verifica utilizando la línea terrestre desde Santo Domingo á Puerto Plata; desde este punto se trasmite por el cable á Mole Saint Nicolás (Haití), de aquí, también por cable, á la Caimanera (Isla de Cuba) y de la Caimanera á Santiago de Cuba, que es el punto de conección con las diferentes líneas sub-

marinas que se dirijen á las otras Antillas, á Europa y al Norte y al Sur del Continente Americano,

Otro cable submarino está tendido entre Santo Domingo y Venezuela, tocando en Curazao. La misma Compañía explota las líneas terrestres que comunican á Santo Domingo con Santiago, Puerto Plata, Monte Cristi, Sánchez y San Pedro de Macorís, sirviendo las estaciones de las poblaciones intermedias.

El Estado tiene á su cargo la línea que ha construído bajo la dirección del Ministerio de Correos y Telégrafos, y que se tiende desde la Capital hasta las Matas de Farfán, en una extensión total de 246 kilómetros, sirviendo las estaciones intermedias de San Cristóbal, Baní, Azua y San Juan de la Maguana.

También hay un telégrafo eléctrico particular para el ferro-carril de Samaná á Santiago, que recorre el trayecto en explotación de Sánchez á la Vega.

Ferro-carriles.

Hasta hace muy poco tiempo los únicos caminos interiores que ha habido en la República han sido simples trochas abiertas á través de los bosques, ó brechas por entre las montañas, ó trillados laberínticos por las sabanas. Aún, ahora mismo, muchas poblaciones no tienen otra clase de medios de comunicación, é inútil es decir que ta-

les vías solo las aprovecha el comercio y la agricultura, sacrificando, en calidad y en precio, una buena parte del valor de los frutos que la necesidad le obliga á transportar por ellas.

Pero hay bastante ilustración en Santo Domingo para comprender que esta carencia de medios rápidos de comunicación interior, apareja una pérdida efectiva en la riqueza nacional; y sus gobiernos han estado, y están siempre, dispuestos á acordar concesiones liberales á las empresas que se dispongan á construír calzadas y ferro-carriles, á canalizar los ríos navegables y á establecer, en ellos, barcos de vapor para el transporte de viajeros y frutos.

Merced á estas concesiones se ha constituído una empresa para construír un ferro-carril desde Samaná á Santiago, la cual ha terminado y tiene en explotación el trozo de línea comprendido entre La Vega y el nuevo puerto de Sánchez, en la bahía de Samaná. Recorre un trayecto de 132 kilómetros y tiene paraderos en las poblaciones de Sánchez, Almacén, Barbero, Baird y La Vega.

Otra empresa ha construído un ramal de 13½ kilómetros que entroncando con la línea general, en la estación de Baird, llega á San Francisco de Macorís, capital del Distrito Pacificador.

Pero una línea de la mayor importancia, es la del Ferro-carril Central Dominicano, construída por cuenta del Estado, y que comunica la ciudad de Santiago con Puerto Plata. Ha sido esta una obra difisilísima y muy costosa, pues la vía férrea

atraviesa, en su mayor extensión, las altas lomas de la Cordillera de Monte Cristi.

Aunque, oficialmente, esta línea no se ha inaugurado todavía, sin embargo, ya el trasporte de frutos y provisiones se hace por ella, en su recorrido de 68 kilómetros, en los cuales están abiertos para el movimiento comercial los paraderos de Santiago, Palmarejo, Navarrete, Altamira, Bajabonico y Puerto Plata.

Estos son los ferro-carriles generales que hasta ahora tiene la República en explotación. Hay pendientes algunas concesiones recientes ó no caducadas, con las que se cuenta para ir extendiendo la red general ferro-viaria, y, como antes hemos dicho, el Gobierno está dispuesto á ayudar y á hacer los mayores sacrificios para que se completen las líneas principales y desaparezca, cuanto antes, la separación artificial, aunque efectiva, en cuanto á las relaciones del comercio, de la industria y de la agricultura que, por desgracia, existe entre las regiones del Norte y del Sur de la República.

Unánimemente se reconoce la necesidad de unir la Capital con el Cibao, sea hasta Santiago, directamente, ó, por lo menos, hasta empalmar con el ferro-carril que va hoy de Sánchez á La Vega, en la estación de Baird que es el punto confluente mejor equilibrado para este objeto.

La distancia que separa ambos puntos extremos, Santo Domingo y Santiago, es sólo de 182 kilómetros, de los cuales, escasamente, hay 20 kilómetros por entre las montañas, al atrevesar la Hi-

lera central; el resto del camino es perfectamente llano, con abundante piedra y arbolado en todo el trayecto, lo que facilita y abarata la construcción de cualquier clase de vía.

Los terrenos que hay que atravesar son fértiles, bien regados, inmejorables para el cultivo del cacao y del café, de las frutas de exportación, de plantas textiles y oleaginosas, del algodón y del tabaco; y esa región, tan útil, se halla casi desierta porque faltan los capitales que la vivifiquen, y que no han de acudir, mientras no exista la arteria por donde se establezca la circulación. Es un caso preciso, urgente, el ponerse de acuerdo para obtener los medios de perfeccionar esa comunicación interior, haciéndola en lo posible rápida, y en absoluto económica, por ser esas dos condiciones indispensables para que sea útil, y cese la separación de intereses que parece dividir la región del Norte de la del Sur de la República.

Para el servicio urbano en la Capital de la República hay un tranvía, de tracción animal que recorre una distancia de poco más de tres kilómetros, la mitad en las calles de la ciudad y el resto en las afueras.

En Monte Cristi hay otro tranvía, también de sangre, que va desde el muelle hasta el exterior de la población, el cual atraviesa de uno á otro extremo en un trayecto total de tres kilómetros.

En las regiones azucareras y destinadas al servicio especial de las fincas de caña, existen va-

rios ferro-carriles particulares, que, en ocasiones y en determinados casos, el público puede utilizar.

No tenemos la relación exacta de todos ellos; pero podemos mencionar los siguientes:

Provincia de Santo Domingo:

Compañía anónima "La Fé." Este Ingenio cuenta con 30 kilómetros de vía fija, que comunica sus diferentes colonias con las fábricas, y á esta con el embarcadero del Ozama, en la Capital; uno de sus ramales llega al pueblo de Galá. Emplea cuatro locomotoras.

Ingenio "Encarnación." Tiene unos 30 kilómetros de vía fija y uno de sus extremos enlaza con el ferro-carril de "La Fé," de que acabamos de hacer mérito, por medio del cual se comunica con el puerto. Le sirven cuatro locomotoras.

Ingenio "Constancia." Posée 3 kilómetros de línea para el servicio interior de la finca; no usa locomotora.

Ingenio "San Luís." Tiene 6 kilómetros de vía férrea que parte del lugar nombrado Santa Rita y pasando por el Batey llega á un muelle, propio de la finca, en la ría Ozama. Un ramal empalma con la línea principal y sirve varias colonias. La tracción es de vapor.

Ingenio "San Isidro." Su línea fija recorre 17 kilómetros y llega hasta muy cerca del pueblo de Guerra. Existe el proyecto de prolongar esta vía hasta el puerto de la Capital, habiéndose hecho ya los estudios técnicos para este trabajo.

Ingenio "Italia." Común de San Cristóbal.

Tiene, más ó menos, una extensión de 24 kilómetros de vía fija y comunica las fábricas con el puerto de Palenque, en el cual el Ingenio posée un muelle y un embarcadero. Le sirven cuatro locomotoras de fabricación americana.

Distrito de San Pedro de Macorís:

Central "Quisqueya." Tiene un hermoso ferro-carril, que puede llamarse de montaña, hábilmente construído con pendientes desde 1 hasta 2½ por ciento; recorre, desde el Batey, ó sea el punto en que están las fábricas, hasta el embarcadero, en el muelle del Caño del Estero, unos 5 kilómemetros, y cuenta, además, con ocho ramales de vía semi-fija, tendidos en una extensión de 10 kilómetros, lo que hace un total de 15 kilómetros. Le sirven dos locomotoras americanas.

Ingenio "Angelina." Cuenta con 18 kilómetros de vía fija, que comunican la fábrica con el río Iguamo. Tiene tres locomotoras.

Ingenio "Porvenir." Hay una línea fija de 10 kilómetros, que parte de la orilla del río de Macorís y termina en el lugar llamado Peñoncito. Varios ramales, extendidos de Norte á Sur, empalman con la línea principal y dan á la vía un desarrollo total de 27 kilómetros.

Ingenio "Puerto Rico." Cuenta con una extension de línea fija de unos 30 kilómetros y varias locomotoras.

Ingenio "Consuelo." Más ó menos tiene, también, 30 kilómetros de vía, que comunican el

Central con sus colonias y con el muelle ó embarcadero, que posée sobre el río.

Ingenio "Santa Fé." No tenemos la relación de la vía férrea de este Establecimiento, que es uno de los más importantes del Distrito.

Ingenio "Cristóbal Colón." Seis kilómetros de ferro-carril fijo y dos locomotoras cruzan, en todas direcciones, los campos de esta finca.

Provincia de Azua:

Ingenio "Ocoa." Tiene más ó menos una extensión de 18 kilómetros de vía fija, y uno de sus extremos llega hasta el puerto de Ocoa, con dos locomotoras.

Central "Azuano." La línea férrea de este Ingenio tiene 30 kilómetros de vía fija y comunica las oficinas con el puerto de Tortuguero. Le sirven dos locomotoras de gran potencia.

Central "Ansonia." Este Ingenio tiene, en la actualidad 10 kilómetros de vía férrea desde el Batey á la Playa del puerto de Tortuguero, que es su línea principal, y, además, cuatro ramales, que lo comunican con los lugares llamados El Rosario, Jura, Guayacanal y Pueblo Viejo. La extensión total de vía fija es de 24 kilómetros.

Distrito de Samaná:

La Compañía frutera de San Lorenzo, para facilitar el embarque de sus grandes coschas de bananos ha construído 9 kilómetros de ferro-carril, con vía de 75 centímetros de ancho, que comunica sus plantíos con un muelle de 1300 piés de longitud,

á donde pueden atracar buques de alto bordo, pues tiene 18 piés de calado.

Actualmente la Compañía frutera de La Romana construye una via fija, para su servicio particular.

Otros Ingenios de la Provincia de Santo Domingo y de los Distritos de Macorís y Puerto Plata tienen algunos kilómetros más de vía fija, y todos ellos cuentan con una extensión considerable de vía portátil, para comunicar sus ramales y líneas principales con los campos de caña más apartados.

Hacienda nacional.

El Congreso Nacional, en la Legislatura del año que acaba de terminar, votó y sancionó las nuevas Leyes de Hacienda, propuestas por el Ministerio del ramo, con el objeto de regularizar y perfeccionar la administración.

Al amparo de ellas la Oficina Central ha podido implantar, definitivamente, un sistema de orden interior, con relación á la contabilidad y á las demás atenciones del servicio, y el primer fruto recogido lo vemos en la oportunidad con que, en el último ejercicio, se han rendido todas las cuentas fiscales de la República, que el Ministerio de Hacienda ha podido presentar en la apertura del Congreso Nacional, ya examinadas y aprobadas por el Honorable Tribunal de Cuentas.

Con la misma puntualidad que en los años anteriores se han cumplido los compromisos contraídos por la República en el exterior. El servicio de la deuda, así el de los Empréstitos de 1888–1890, convertidos por el denominado "Bonos 4 p% 1894," como el que corresponde á la emisión, en su totalidad, de los "French American Reclamations Consold 4 p.%" han quedado cubiertos oportunamente.

Las acreencias comprendidas en el capítulo denominado "Deuda Extranjera," cuya cancelación garantiza el apartado del 1 ½ p.% de la renta de aduanas, se ha disminuído, durante el último año, en una proporción de más de 13 p.%.

Las rentas fiscales de la República, recaudadas durante el año fiscal de 1896–1897, han dado el resultado que expresamos á continuación:

Producido de las Aduanas:

Por derechos de importación..	$1.210.456	oro.
Por id. de exportación..	287.608	"
Especies timbradas.....	47.259	"
Producido de el Correo.....	1.757	"
Arrendamientos de Bienes Nacionales.....	1.028	"
Derechos de Registro de Hipotecas.....	1.547	"
Ferias mercados fronterizos...	1.500	"
En junto.....	$1.551.155	oro.

Si comparamos este resultado con el obtenido en el año anterior de 1895, en el cual las Rentas

fiscales produjeron $ 1.382.703 oro, hallaremos un aumento líquido de $ 168.452 oro, lo que prueba el mejor orden establecido en la Administración y el desarrollo positivo, que era de esperar, en las fuerzas productivas de la Nación.

Los egresos, por todos conceptos, han ascendido á la suma de $ 2.751.805, resultando un aumento en la deuda flotante de $ 1.200.650. Esto, á primera vista, hace aparecer el presupuesto desnivelado en términos muy considerables; pero no lo es tanto si nos fijamos en que una parte de este crédito está compensado por la amortización de una suma equivalente de la deuda general y de la deuda extranjera, y que, el resto, ha sido absorvido por las obras públicas y el mejoramiento de la armada y del ejército. Una buena parte de esta suma está representada por las obras de la terminación del Ferro-carril Central Dominicano y las reconstrucciones del Faro, del Hospital militar y de varios cuarteles.

Es de esperar que el desarrollo de la agricultura, de cuya fuente de riqueza se ocupa el Gobierno con preferente atención, dará, muy pronto, más ancha base al crecimiento de las rentas generales, y que, sin violencia alguna, ni del crédito ni de las fuerzas tributarias del país, llevará al Erário todos los recursos necesarios al progreso material de la República, á la vez que le permitirá, en mejores condiciones que las actuales, llegar á la nivelación de los presupuestos, sin que sufra

la amortización de la deuda ni el servicio de sus intereses.

Movimiento comercial.

La cuenta y el libro en que se anotan las grandes operaciones de los pueblos es la ciencia de la estadística, y sin contar con ella, sin tenerla establecida en todos sus ramos y derivaciones accesorias, es imposible formar exacta idea del movimiento progresivo de la Nación, ni, mucho menos, conocer las proporciones de su comercio y las causas que lo favorecen ó que lo perjudican.

Mal puede el estadista hacer cálculos si no tiene números, y esto nos pasa en el presente caso. Tiempo es ya de que se ponga un término á tanta incertidumbre como existe en el país, en todo aquello que se refiere al conocimiento de los datos y precedentes comprobados, que sirven para averiguar las necesidades de sus habitantes y para disponer los medios de proveerlas.

Comprendiéndolo así el Gobierno ha creado una Comisión de Estadística comercial que, actualmente, está recogiendo y comprobando los datos, procedentes de las Aduanas, que existen en la Administración general de Hacienda, y sólo cuando termine su trabajo podrá haber una base para establecer los cuadros comparativos del movimiento mercantil, agrícola é industrial de la República,

cuyos documentos tan útiles nos hubieran sido, en la presente ocasión.

Faltos de estos datos, nos limitaremos á insertar aquí, las totalidades de los derechos devengados en las Aduanas habilitadas de la República, por los conceptos de importación y exportación de mercancías extranjeras y de productos nacionales, durante los dos últimos años de 1895 y 1896, con las diferencias ocurridas, en favor ó en contra, en cada una de las Aduanas.

Esto queda explicado en el siguiente cuadro:

ADUANAS	Año. 1895	Año. 1896	Diferencia. á favor	Diferencia. en contra.
Sto. Domingo	$ 415.996	505.048	89.052	
Pto. Plata	290.322	368.687	78.365	
S. P. Macorís	252.103	221.298		30.805
Sánchez	210.982	244.684	33.702	
Monte Cristi	105.896	99.182		6.714
Azua	32.482	28.560		3.922
Samaná	20.185	28.695	8.510	
Barahona	1.552	1.908	356	
á favor en 1896	168.544			
	$ 1.498.064	$1.498.064		

Este aumento en las rentas aduaneras de $ 168.544 oro, obtenido en el último año sobre el precedente, equivale á un 12 ½ p. % de mayores entradas en la Hacienda Nacional, y prueba que el movimiento mercantil no decae, y que, la base de éste, que es la producción agrícola, va adquiriendo todos los días mayor desarrollo.

Los valores importados para el consumo, durante el mismo año, en mercancías y provisiones,

que devengan derechos, ascendieron á la suma de..... $ 1.703.595 oro.

Y los exportados, en el mismo tiempo á..... 2.198.817 "

En junto, para las operaciones comerciales..... $ 3.902.412 oro.

Si comparásemos estas cifras con las de años anteriores de que tenemos noticia, haciendo las necesarias equivalencias en la relación del valor de las monedas, que, en estos últimos tiempos, han servido de tipo para regular el precio de las mercancías introducidas y de los frutos exportados, veríamos confirmado nuestro aserto y podríamos llegar á apreciar mejor el incremento que, en pocos años, ha adquirido la riqueza general del país. Pero lo incompleto y deficiente de los datos que tenemos ó que podríamos reunir, no nos permite dar á este trabajo la fuerza de comprobación que requiere por lo que preferimos renunciar á hacerlo.

En el comercio de importación los efectos que lo constituyen los recibimos de las Naciones siguientes, que anotamos por el orden de mayor movimiento:

Estados Unidos en	proporción aproximada de un	45	p. %
Antillas Danesas	" "	12	"
Inglaterra y Colonias inglesas	"	11	"
España y Antillas Españolas	"	8	"
Alemania	"	7	"
Francia y Colonias francesas	"	7	"
Bélgica	"	5	"
Antillas Holandesas	"	3	"
Italia y otras procd. no determinadas	"	2	"

Si nos fijamos en la procedencia de nuestras importaciones hemos de ver que somos tributarios á la Unión Americana por casi la mitad de los efectos que introducimos al consumo, sin que pueda asegurarse que sea esto lo más favorable á nuestros intereses, pues, mejor entendida nuestra agricultura, podríamos suplir, buena parte de lo que allí compramos, con productos iguales ó similares obtenidos en nuestro suelo. Muchos otros artículos de la misma procedencia son inferiores en calidad y precio á los elaborados en Europa, y podrían reemplazarlos, con ventaja para nuestros consumidores, siempre que pudiésemos adquirirlos directamente, pero esto hoy se dificulta por ser allí, todavía, poco conocida nuestra Nación y por lo escasas que son, aún, nuestras comunicaciones fijas y directas con sus principales mercados.

Respecto al comercio de exportación nos limitaremos á relacionar los efectos ó productos que lo forman, separándolos en dos grupos: el primero compuesto por los elementos naturales ó simples, y llamamos así aquellos que la naturaleza proporciona expontáneamente; y el segundo constituído por aquellos otros que solo se crean por el arte del hombre.

Productos naturales:

Madera de ebanistería	Abei	107.222	piés.
	Caoba en cañones	613.458	"
	Caoba en horquetas	141.427	"
	Espinillo	91.667	"
	Cedro	6.900	"

Madera de construcción	Vera	95.520	"
	Caya	1.000	"
	Júcaro	18.000	"
	Roble	1.000	"
	Yaya	1.790	pzas.
	Yaya	169	tonds.
	Guayacán	1.245	"
Maderas de tinte	Campeche	21.744	"
	Mora	201	"
Materias curtientes	Dividivi	11.700	"
	Corteza de mangle	103.510	"

Productos de las industrias agrícola y pecuaria:

Azúcar	388.103	quintales
Cacao	14.582	"
Café	13.217	"
Tabaco	118.173	"
Algodón	1.000	libras
Cera	156.288	"
Miel de caña	33.333	galones
Miel de abeja	33.585	"
Ron	5.440	"
Cocos	88.296	unidades.
Cañas de azúcar	150.000	"
Semillas de id	40.000	"
Cueros de res	57.578	"
Astas de res	300	"
Pieles de cabra	7.046	docenas
Reses vivas	6	animales

Y además una considerable cantidad de bananos que exportan para los Estados Unidos las Empresas fruteras de Samaná y la nueva que se ha establecido en La Romana.

Los datos que preceden son los más exactos

que hemos hallado; pero ellos corresponden al año de 1888 y desde entonces acá la forma de la producción ha cambiado mucho y en sentido favorable al trabajo nacional. Tal vez los productos naturales, expontáneos del suelo, detallados en el primer grupo, hayan disminuído en su exportación, pero, en cambio, puede asegurarse que ha aumentado en más del doble la producción azucarera y que se ha cuatriplicado la de cacao y café. Y aún así, las cifras expresadas no pueden considerarse como totales en las cantidades movidas por el comercio, puesto que faltan las partidas de efectos remitidos á Haití, en azúcar y ganado, y lo comprado en mercancías importadas, por los pueblos fronterizos, que no es poca cosa.

Referente al movimiento del comercio interior no tenemos nada; falta el más pequeño dato que ilustre tan interesante faz de la vida nacional, cuyas palpitaciones, hasta el presente, nadie ha pensado que deba importarnos conocer.

Hacemos como los antiguos estadistas que se preocupaban algo de la venta al exterior, pero que nada se curaban de la venta interior, como si lo más interesante de una Nación no fuese su propio pueblo, y como si saber todo lo que este hace y necesita no ha de ser el asunto preferente de su administración.

Así es, en efecto; de suma, y añadiremos, de apremiante necesidad es reunir el conjunto de noticias y de datos minuciosos, exactos y comprobados, que se forman en las varias vías por donde se

ejercita el movimiento nacional, y que clasificaremos con cuatro títulos distintos, en la forma siguiente:

1º Documentos relativos á la población, á su estado actual y á sus progresos.

2º Documentos relativos á la producción agrícola, á su estado actual y á sus progresos.

3º Documentos relativos á la producción industrial, á su estado actual y á sus progresos.

4º Documentos relativos al consumo de los productos nacionales de todo género, tanto dentro como fuera del país.

Pero ya se comprende en Santo Domingo, que la ausencia de la estadística, para el gobernante, equivale á la privación de la brújula para el piloto que navega en alta mar. Ambos caminan á ciegas; ambos siguen un derrotero que dirije el azar, el cual no puede ser nunca guía de la razón, por eso el Gobierno de la República ha fijado su preferente atención en este asunto, y, muy en breve, la Estadística comercial quedará formada y se completará con los ramos importantes que gradúan y miden el desarrollo interior de la agricultura y de la industria.

PARTE TERCERA.

LA EXPOSICION.

CAPITULO I.

CATALOGO PARCIAL.

Clasificación general.

AL aceptar el Gobierno de la República Dominicana la invitación que le fué hecha para concurrir á la Exposición internacional de Bruselas, bien sabe cuan modesto es el puesto que le toca ocupar; y al asistir, con su pobrísimo equipo, en medio de tantas galas y de tanto lujo de arte y de saber, como allí ha de presentarse, bien puede decirse que cumple un verdadero acto de abnegación patriótica, á que le obliga su condición de Nación progresista y culta. Somos pobres y pequeños, es cierto; pero no sería escondiéndonos del

mundo como podremos adquirir la grandeza intelectual que ambicionamos, y el bienestar material, objetivo de todos los pueblos trabajadores, á que, las bondades de nuestro suelo y clima nos dá fácil acceso y justificado derecho á pretender.

No vamos á buscar premios en una competencia imposible; vamos para que la tierra dominicana sea conocida y para que su capacidad y aptitud de producir vaya apreciándose en lo que vale, ya que, por desgracia, vivimos sobradamente ignorados de todos aquellos, que, con legítimo beneficio, nos pueden ayudar.

En pocas Secciones de la Exposición podremos figurar; pero en las que sean se verá, de modo tangible, que los productos dominicanos, en su generalidad, sólo están pidiendo mayor suma de inteligencia, en el arte de obtenerlos, y capitales suficientes que los muevan, para alcanzar, en los mercados universales el mérito que, en realidad, tienen. La Junta Central Dominicana, al reunir los objetos que remite al Concurso, no ha querido brillar artificialmente, recojiendo lo mejor entre lo mejor, ó haciéndolo preparar expresamente para el caso; lejos de eso, ha querido que lo que vaya á la Exposición sea la expresión fiel de la realidad productora en el país, en el día de hoy. La verdad, buena ó mala, ha de prevalecer y élla nos dará la razón en el día de mañana.

En catorce Secciones principales, dividió el Comité Ejecutivo de la Exposición el gran conjunto que ha de contener las obras de Arte, los tra-

bajos científicos y los productos de la industria y de la agricultura de todas las Naciones, clasificadas en la forma siguiente:

Sección 1ª—Bellas Artes;
Sección 2ª—Economía social;
Sección 3ª—Higiene, Artes medicales y farmacéuticas;
Sección 4ª—Salvamento;
Sección 5ª—Artes industriales y decorativas.—Artes liberales.—Ciencias;
Sección 6ª—Alumbrado, calefacción, ventilación y sus aplicaciones;
Sección 7ª—Electricidad.—Tracción;
Sección 8ª—Arte militar;
Sección 9ª—Fabricaciones industriales: material, procedimientos y productos;
Sección 10.—Material del "Sport;"
Sección 11.—Ejercicios.—Juegos populares;
Sección 12.—Concursos temporales de Agricultura y Horticultura;
Sección 13.—Enseñanza práctica, instituciones económicas y trabajo manual de la mujer.
Sección 14.—Comercio.—Colonias.

Se formará, además, una sección especial de congresos y de conferencias.

Todas estas Secciones principales están, á su vez, subdivididas en 56 grupos y 199 clases, cuyos detalles obedecen á un sistema de clasificación científica, al cual, estrictamente, se ha sugetado esta Junta Central, para ordenar el catálogo par-

cial de la República Dominicana, que insertamos á continuación y que, en su día, formará parte del Catálogo general que habrá de publicar el Comité Ejecutivo de la Exposición.

Los objetos con que concurre la República corresponden, únicamente, á los determinados en los grupos y clases de las Secciones 3ª, 5ª, 9ª, 13ª y 14ª. Figuraremos, tan sólo, en esas cinco Secciones, y esto explica por qué nuestro catálogo parcial principia por la Sección 3ª y la clase 43.

CATALOGO GENERAL

DE LA

SECCION DOMINICANA

EN LA

EXPOSICION INTERNACIONAL DE BRUSELAS DE 1897.

Tercera Sección.

HIGIENE—ARTES MEDICALES Y FARMACÉUTICAS.

GRUPO XIII.

Artes médicas y farmacéuticas.

CLASE 43.

JUNTA DEPARTAMENTAL DEL DISTRITO PAFIFICÁDOR.

Resina de algarrobo.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA PROVINCIA DE SANTIAGO.

Raíces de Caramaná.
Id de Junquillo.
Palo de quina con su corteza.
Hojas de Osúa.

Narciso Alberti—Santo Domingo.

Nueces de kola Dominicana (kola Dijitata).
Extracto sólido de kola.
Extracto fluído de kola.
Extracto fluído de anamú (Petiveria alhiacea).
Vino de Peptona.
Alcoholado tropical.
Alcohol de malagueta.
Licor de brea.
Vino de quina ferrujinoso.
Jarabe de nogal yodurado.
Jarabe pectoral.
Zarza depurativa.
Elixir de peptona.

José Tolentino.—Santiago.

Trozos palo de quina dominicana.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA PROVINCIA ESPAILLAT.

Hojas de doradilla.

Rafael Marcelino—Santiago.

Amargo estomacal.

Heriberto García Tejera—Azua.

Alcoholado tropical preparado con materias primas del país.
Bay rhum (malagueta).
Eureka—Remedio para estirpar la caspa y hacer crecer el pelo.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA PROVINCIA DE AZUA.

Resina de guayacán.
Agua purgativa mineral de la fuente llamada Vichy que nace cerca de la población.

Manuel de J. Tavarez—Santiago.

Amargo de ajenjo.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA PROVINCIA DE LA VEGA.

Resina de algarrobo.
Resina de pino.

Quinta Sección.

ARTES INDUSTRIALES Y DECORATIVAS.—ARTES LIBERALES.—CIENCIAS.

GRUPO XVIII.

Muebles y decorado de habitaciones.

CLASE 60.

COMUN DE SAN JOSÉ DE LAS MATAS—SANTIAGO.

Muestras de sillas ordinarias construídas en el campo.

GRUPO XXII.

Artes gráficas.

CLASE 73.

Julio Pou—Santo Domingo.

Fotografías con vistas del pais,

GRUPO XXIII.

Imprenta é industria del libro.

CLASE 77.

José Ricardo Roques—Santo Domingo.

Folletos é impresos.
Tarjetas.

García Hermanos.—Santo Domingo.

Libros y otros impresos.

J. R. Abad.—Santo Domingo.

Reseña Geográfico--estadística de la República Dominicana.—Varios ejemplares.

Novena Sección.

FABRICACIONES INDUSTRIALES: MATERIAL, PROCEDIMIENTOS Y PRODUCTOS.

GRUPO XXXV.

Material y procedimiento del injenio civil y de la construcción.—Materiales.

CLASE 128.

JUNTA DEPARTAMENTAL DEL DISTRITO DE BARAHONA.

Piedras de yeso fibroso en láminas.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA PROVINCIA DE AZUA.

Mineral de yeso fibroso.

COMUN DE COTUI.—PROVINCIA DE LA VEGA

Ocres y arcillas de colores.

GRUPO XXXVI.

Industria de extracción de minas y canteras.

CLASE 130.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA PROVINCIA DE SANTIAGO.

Arenas auríferas de la Común de Guaraguanó.
Arenas auríferas de San José de las Matas.

José Tolentino.—Santiago.

Arenas auríferas y oro de aluvión de Sabana Iglesias.

COMUN DE SAN CRISTOBAL.—SANTO DOMINGO.

Cuarzo y oro de aluvión de Jaina arriba.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE MONTE CRISTI.

Oro de aluvión, Común de Sabaneta.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA PROVINCIA DE AZUA

Petróleo bruto de los pozos de Higuerito.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA VEGA.

Mineral de hierro magnético de Hatillo Maimon.

COMUN DE COTUI.—LA VEGA.

Mineral de hierro magnético.

JUNTA DEPARTAMENTAL DEL DISTRITO DE BARAHONA.

Sal de piedra de la Común de Neiba.

GRUPO XXXVIII.

Industrias químicas.

CLASE 135.

Narciso Alberti.—Santo Domingo.

Aceite de coco.
Agua Florida.
Pomada tropical de seis colores diferentes y seis olores distintos.
Polvos nacionales para el cutis.
Polvos blancos.
Polvos rosados.

Félix E. Soler.—Santo Domingo.

Velas de cera y de composición.—Fábrica "La Nacional."

CLASE 138.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE MONTE CRISTI.

Dividivi: fruta curtiente.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE AZUA.

Corteza de mangle: materia curtiente.

Márcos Polanco.—Santo Domingo.

Muestras de suela.

GRUPO XXXIX.

Industrias alimenticias y de consumo.

CLASE 141.

Narciso Alberti.—Santo Domingo.

Almidón de yuca (Janipa camanioc).

JUNTA DEPARTAMENTAL DE ESPAILLAT.

Harina de plátano ó banano.

CLASE 143.

COMUN DE SAN CRISTOBAL.—SANTO DOMINGO.

Café en uva ó cereza seca N° 139.

F. Pastoriza y Cia.—Santiago.

Café de consumo N° 113.
Id " " " 134.
Id " " " 144.

Jaime Mota.—Barahona.

Café superior, lavado N° 123, descascarado en pilones y cosechado en la Común de Enriquillo.

J. Delmonte y Cia.—Barahona.

Café superior, lavado N° 127, descascarado en pilones; de la Hacienda "El Propio Esfuerzo."

S. Michelena.—Santo Domingo.

Café superior N° 125, lavado y descascarado en tahona; de la Hacienda "Borinquen" en la Común de San Cristóbal.

Ad. Ferret.—Santiago.

Café superior N° 136, lavado y descascarado á máquina en el establecimiento á vapor "El Tunel."

Lucas Guzmán.—Moca.

Café seco en pergamino N° 142.
Café de embarque N° 137.
Café corriente N° 138.

JUNTA DEPARTAMENTAL DEL DISTRITO PACIFICADOR.

Café de embarque N° 140.

Rafael Vega.—Santiago.

Café de embarque N° 143.

Sucesores de C. Batlle.—Puerto Plata.

Café, clase superior no lavado N° 135.
Café de embarque no lavado N° 145.

CLASE 144.

Ingenio "Mercedes."—Puerto Plata.

Azúcar de 1ª en barrilitos.
Azúcar de embarque en sacos.

Santiago W. Mellor.—San Pedro de Macorís.

Azúcar de 1ª del Ingenio "Porvenir."

Salvador Ros.—San Pedro de Macorís.

Azúcar centrifugada del Ingenio "Santa Fé."

Luis Cambiaso.—Santo Domingo.

Azúcar del Central "San Luis.", polarizac·ón 97.

Alejandro Bas.—Santo Domingo.

Azúcar centrifugada del Ingenio "La Fé."

Juan F. de Castro.—San Pedro de Macorís.

Azúcar del Central "Quisqueya."

J. B. Vicini.—Azua.

Azúcar del Central "Azuano."

John Hardy.—Azua.

Azúcar del Central "Ansonia."

CLASE 145.

Fermin Goussard.—Santo Domingo.

Muestras de cacao N° 91 de la Hacienda "Gascogne Champagne" en Macao.—Común de Higüey.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE SANTO DOMINGO.

Cacao criollo de la Común de Monte Plata N° 98.

J. Hernandez y Glas.—Cotui.—La Vega.

Muestras de cacao fermentado N° 112 y 113.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE SAMANÁ.

Cacao fermentado N° 116·

J. M. Ramos.—Cotui.—La Vega.

Cacao de la Común de Cotui N° 117 y 132.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA VEGA.

Cacao de Yaguabo N° 126.

T. Pastoriza y Cia.—Santiago.

Cacao fermentado N° 131.

Lucas Guzmán.—Espaillat.

Cacao de la Común de Moca N° 130.

Gisbert y Bancalari —Samaná.

Cacao fermentado.

CLASE 147.

Miguel Alcalá.—Santo Domingo.

Ron viejo. Un barril.

L. Ceara y Cia.—Santo Domingo.

Ron de caña refinado.

Vicente Buxade.—Moca.

Ron de caña.

Joaquin Beltran.—Santiago.

Ron suave.
Ron fuerte de 34°.

C. Giralt y Cia.—Santo Domingo.

Ron refinado en barrica.
Brandy extraído del jugo de la caña en barril.
Brandy extraído del jugo de la caña en botellas.

Segundo Imbert.—Puerto Plata.

Ron refinado marca "Las Flores."

Manuel de J. Tavarez.—Santiago.

Aguardiente de caña.

CLASE 148.

C. Giralt y Cia.—Santo Domingo.

Vino Vermouth en barril.
Anisado «Carabanchel» en garrafones.

Esteban Pozo.—Santo Domingo.

Vino de Marañon, fruta del anarcardo occidental.

J. Adrover.—Azua.

Vino preparado con el jugo de la naranja agria.

CLASE 149.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA VEGA.

Tabaco en rama, manojos de clases escojidas.
Tabaco en rama del Camú, en paca.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE SANTO DOMINGO.

Tabaco en rama del Guayabal. San Cristóbal.—Paca.

Rafael Vega.—Santiago.

Tabaco	en	rama	de	Palmar,	marca	A.	Paca.
Tabaco	"	"	"	"	"	F.	"
Tabaco	"	"	"	"	"	FF.	"
Tabaco	"	"	"	"	"	S.	"

Lucas Guzmán.—Moca.

Tabaco	en	rama	Marca	S.	Paca.
Tabaco	"	"	"	FF.	"
Tabaco	"	"	"	F.	"
Tabaco	"	"	"	A.	"

José Joaquin Díaz.—Santiago.

Tabaco en rama superior de Jacaguas, SS. Paca.

JUNTA DEPARTAMENTAL DEL DISTRITO PACIFICADOR.

Tabaco en rama de Jaiguá.

E. J. de Rodriguez y Cia.—Monte Cristi.

Tabaco en rama, de Guayacanes.—Manojos.

José Peguero.—Santo Domingo.

Tabaco en rama del Caobal.—Gavillas.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA PROVINCIA ESPAILLAT

Tabaco torcido.

José Tolentino.—Santiago.

Tabaco torcido.
Tabaco elaborado en cigarrillos.
Tabaco picado y aromatizado en rapé.

Simeón Mencía.—Santiago.

Tabaco elaborado marca "La Matilde."

Simón Valdez é hijo.

Tabaco elaborado marca "Eudora."

José Peguero.—Santo Domingo.

Tabaco elaborado marca "La Unión."
Tabaco en cigarrillos marca "La Unión."

Francisco Beaton.—Puerto Plata.

Tabaco elaborado.
Tabaco en cigarrillos.

U. Córdoba é hijo.

Tabaco elaborado.
Cigarrillos.

Manuel Beltran y Cia.—Santo Domingo

Tabaco elaborado.
Tabaco en cigarrillos.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA VEGA.

Tabaco en andullo para pipa.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE SANTIAGO.

Tabaco en andullo, clase superior.

GRUPO XL.

Industrias textiles.

CLASE 150.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE BARAHONA.

Algodón en rama sin desmotar.

Jaime Mota.—Barahona.

Algodón en rama sin desmotar, Común de Enriquillo

COMUN DE BANI.—SANTO DONIMGO.

Obras y tejidos de paja y de yarei.
Cordelería, hicos de hamaca, jáquimas de fibra de cabulla.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE SANTIAGO.

Fibra de cabulla en bruto.
Fibra de corteza de anón en bruto.
Obras hiladas y tejidas de cabulla: lazo, sobrecarga, ronzal, cabestro, hicos de hamaca, cinchas, jáquima.
Obras de palma: escobas.
Tejidos de palma de guano: serones, árganas.
Tejidos de palma de cana: sombreros.

T. Pastoriza y Cia.—Santiago.

Pencas, ó sean hojas, y fibras de la palma de yarei.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE AZUA.

Fibra de cabulla.
Obra hilada y tejida de lo mismo: Hicos de hamaca, jáquimas y riendas para frenos.

GRUPO XLI.

Industria del vestido.

CLASE 160.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE PUERTO PLATA.

Bastones de concha de carei.
Bastones de maderas finas, muestras distintas.

GRUPO XLII.

Agricultura.

CLASE 164.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE PUERTO PLATA.

Muestra de miel de abeja.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE AZUA.

Muestra de miel de abeja.

J. I. Jimenez y Cª—Monte Cristi.

Muestra de miel de abeja.
Marqueta de cera amarilla.

Rafael Vega.—Santiago.

Marqueta de cera amarilla.

R. Hernandez y Glas.—Cotuí.—La Vega.

Marqueta de cera amarilla.

CLASE 166.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE ESPAILLAT.

Ajonjolí ó sesamo oriental.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE AZUA.

Ajonjolí ó sesamo oriental.

J. R. Abad.—Santo Domingo.

Bija orellana. [Roucou].

JUNTA DEPARTAMENTAL DE SAMANA.

Un coco seco, con cáscara, tamaño extraordinario.
Varios cocos secos, mondados, tamaño ordinario.
Diez muestras de maderas de construcción.

JNNTA DEPARTAMENTAL DE SAN P. DE MACORIS.

Caobanilla, madera de ebanistería, pulimentada, trozo.
Caoba de obra " " "
Nisperillo " " "

Espino macho madera de ebanistería, pulimentada, trozo,
Quiebra hacha " " "
Candelón " " "
Hoja ancha " " "
Palo de lazo " " "
Osúa " " "
Caya amarilla, madera de ebanistería, trozo pulimentado.
Almendros " " " "
Espinillo " " " "
Guaraguao " " " "
Caoba lisa " " " "

JUNTA DEPARTAMENTAL DE SANTIAGO.

Ciguamo, madera de ebanistería, tabla pulimentada.
Candelón " " " "
Mamelillo " " " "
Cuerno de buey " " "
Guásima cimarrona " " "
Sabina " " "
Cedro " " "
Cabirma " " "
Corazón de paloma " " "
Candelón " " "
Caya prieta " " "
Caya amarilla " " "
Hoja ancha " " "
Nisperillo " " "
Caoba lisa " " "

JUNTA DEPARTAMENTAL DE PACIFICADOR.

Horqueta de cedro, madera de ebanistería, pulimentada.
Pieza de cedro " " labrada.
Cañón de caoba " " "
Cañón de caoba " " "

JUNTA DEPARTAMENTAL DE PUERTO PLATA.

Horqueta de caoba nº 30, pulimentada, madª de ebanistería
Id " nº 31 " " "
Id " nº 32 " " "
Id nogal nº 33 " " "
Trozo capa sabana nº 35 " " "

Tabla palo amarillº nº 36 " " "
Id Tomasina nº 37 " " "
Id Caya nº 38 " " "
Tabla cedro macho, nº 39, madª de ebanistª, pulimentada.
Id. Roble 40, " "
Id. Espinillo 41, " "
Tosa de caoba barnizada núm. 159.
Cañón de caoba en bruto 155.
Trozo palo amarillo [fustete] 156.
Trozo palo campeche 157.
Pieza de espinillo 158.
Pieza de espinillo 164.
Trozo guayacán 163.

Común de Cotuí.—La Vega.

Horqueta de cahoba núm. 34, pulimentada.

JUNTA DEPARTAMENTAL DE LA VEGA.

Veinte y ocho muestras de maderas de construcción, en trozos labrados, comprendiendo las siguientes esencias: Sabina, Cedro, Roble, Mamei, Pino tea con resina y sin ella, Pino macho, Pino de teta, Aceituno, Mara, Yaya, Jaiqui, Anon macho, Cabirma, Baitoa, Guaconejo, Papelillo, Jagua, Almendrillo, Capá, Guarana, Macao, Penda, Piragua, Juan Primero, Algarrobo, Ciruelillo.

JUNLA DEPARTAMENTAL DE AZUA.

Trozo palo de mora.
Cañón de caoba.
Trozo guayacancillo.
Palos diversos para bastones.

Décima tercera Sección.

Enseñanza práctica, instituciones económicas y trabajo manual de la mujer.

GRUPO LIII.

Trabajo manual.

CLASE 189.

Carmen Ramos.—La Vega.

Pañuelito bordado.

Oliveta Ortiz de Nova.—Azua.

Trabajo de bordado.

Mercedes Ortiz.—Azua.

Pañuelo bordado.

CAPITULO II.

LOS EXPOSITORES.

Observaciones reglamentarias.

La Exposición internacional de Bruselas se abrirá el 24 de Abril del corriente año; tendrá una duración de seis meses por lo ménos, reservándose el Comité Ejecutivo la facultad de prolongarla hasta el 15 de Noviembre del mismo año.

Se establecerá en el Parque del Cincuentenario y en el de Tervueren, en los establecimientos del Estado, edificados en dichos sitios, y en los edificios que han de añadirse. Los locales comprenderán más de 100.000 metros de superficie cubierta; el Parque del Cincuentenario tiene una extensión de 36 hectáreas y el de Tervueren más de 200 hectáreas.

La Sección Dominicana se instalará en una construcción especial, levantada por cuenta de la República bajo la dirección y vigilancia de sus Comisarios acreditados, quienes, como lo hemos dicho en el preámbulo de esta memoria, son los señores Isidoro Mendel y Joseph Penson. Al buen gusto, celo reconocido y acreditada inteligencia de estos señores ha encomendado el Gobierno de la República, todo lo que se refiere al decorado, arreglo é instalación de los objetos aprontados por los expositores nacionales, y reunidos, clasificados y remitidos por la Junta Central. Sin duda que ellos acertarán á presentarlos de la mejor manera posible y con todo el lucimiento que el decoro de la Nación exije.

Los mismos Señores formarán parte del Jurado internacional de recompensas, que ha de empezar sus trabajos durante el mes de Julio, para terminarlos antes de cerrarse la Exposición, y sus nombres son segura garantía de que los intereses de los expositores dominicanos serán bien y honradamente defendidos.

Notas aclaratorias.

Otros artículos del Reglamento invitan á indicar el precio mercante de los objetos expuestos y á dar los mayores detalles acerca de las cantidades que se producen y de los medios de obtenerlas; todo con el objeto de facilitar el trabajo de

los jurados. A pesar de los esfuerzos que ha hecho la Junta para que los expositores cumplieran este precepto reglamentario, pocos é insufidientes son los datos que ha logrado reunir, y por esto se ha abstenido de incluírlos en el catálogo, como hubiera sido conveniente.

Tratará, sin embargo, de llenar este vacío, de la mejor manera posible, con la adición de las presentes notas aclaratorias y complementarias, escritas con toda la parsimonia que el caso requiere, para no traspasar los límites de una simple información, que sirva para ilustrar al Jurado en cuanto al valor, cantidad é importancia local de los objetos producidos en la República; pero que, en ningún caso, puedan considerarse como recomendaciones en favor de los expositores.

Como es natural, y para mayor claridad, seguiremos en estas notas el órden de Seccciones, grupos y clases, que ha servido para formar el catálogo parcial á que, en todos los casos, haremos referencia.

Tercera Sección.

La primera Sección en que aparece la República es la tercera de la clasificación general, que corresponde á la Higiene y á las Artes médicas y farmacéuticas.

Se han presentado diversos expositores con muestras de primeras materias útiles en el arte de

curar y en otras aplicaciones industriales. Ellas no dan más que una lijera idea de la riqueza que en este ramo encierra la isla de Santo Domingo, pues su flora médica, apenas esplorada, contiene tesoros, cuyo valor la ciencia no desconoce, aunque hasta ahora nosotros mismos no sepamos apreciarlas.

Los diferentes preparados que se acompañan ponen de manifiesto la facilidad y ventaja, con que pudiéramos elaborar gran número de medicamentos iguales ó semejantes á otros que, patentizados, nos vienen del extranjero y por los cuales pagamos anualmente muchos miles de pesos.

El Doctor D. Narciso Alberti, que es uno de nuestros expositores en Bruselas, dió una gallarda muestra de lo mucho que se puede hacer en este terreno, concurriendo con sus preparados farmacéuticos á la última Exposicíón regional de Puerto Rico, en donde obtuvo dos valiosas recompensas y un nuevo mercado á sus productos. Puede servir los pedidos que se le hagan y sus precios están indicados en los mismos envases y prospectos que los acompañan.

Las raíces de caramana y junquillo, las hojas de ozua y malagueta son aromáticos muy estimados.

Las resinas de guayacán, algarrobo, cajuil, pino y otras abundan en el país y podrían extraerse en cantidades considerables.

El alcoholado tropical, el Bay rum y la Eureka, preparados medicales del Lcdo. Heriberto

García Tejera, se venden al detalle, para el consumo local, á los precios, respectivos de 50 y 75 centavos las botellas de los primeros y $ 1 el frasco del último preparado.

Quinta Sección.

Aparecen en la clase 60 unas muy modestas, pero sólidas sillas que se construyen, por las gentes del campo, para las habitaciones rurales. Su precio varía desde $ 6 á $ 24 la docena.

En la clase 77—imprenta é industria del libro—van algunas muestras de nuestras publicaciones. Podemos decir que los establecimientos tipográficos que existen en la República responden al estado de cultura intelectual de la misma. En casi todos ellos se hacen trabajos bien acabados; pero en ninguna hay los medios de hacer grandes ediciones de libros para producirlos con la baratura que es necesaria á fin de que penetren en las casas de las personas poco acomodadas. Los trabajos que salen de las prensas dominicanas demuestran que los que las rejentean tienen aptitudes y conocimientos para llevar esta industria á mucha mayor altura; pero les falta el consumo: el público que lee.

Las fotografías, que corresponden á la clase 73, muestran el grado de perfección que este arte ha logrado alcanzar en la República en los últimos años.

Novena Sección.

Las diferentes muestras de minerales que se remiten indican la profusión con que se hallan repartidos en el suelo de la Isla.

Todos los que se emplean como materiales de construcción se hallan en abundancia: las piedras de cal, de yeso, los mármoles, jaspes y alabastros, los barros y arcillas plásticas, el caolín y los ocres de diferentes colores se encuentran en multitud de lugares.

Los minerales metálicos, particularmente las arenas auríferas y los oxidos de cobre, han sido objeto de explotación en diferentes épocas con resultado más ó menos satisfactorio; pero hoy la atención pública está más preocupada por el cultivo de los campos, y el laboreo de las minas se halla abandonado, haciéndose, en muy pequeña escala, el lavado de las arenas auríferas, para recojer el oro que contienen y que siempre se reune por valor de algunos miles de pesos en el año. Se vende á razón de un peso mejicano el gramo.

Llamamos la atención acerca de los minerales de hierro magnético de Hatillo Maimón, que son de una riqueza indiscutible y de fácil extracción. El lugar de donde se han sacado las muestras que se acompañan se halla atravesado por un rio en que pueden navegar pequeñas embarcaciones. En cuanto á la cantidad que existe, casi en la superficie del suelo, representa muchos miles de toneladas.

La sal de piedra de la Común de Neiba, es verdaderamente inagotable.

Aquí, aunque de ella no se haya mandado muestras, debemos hacer mención de la sal marina que se produce en las salinas de Puerto Hermoso, de la Común de Baní. Las explota una Sociedad anónima y las dirije el ingeniero Mr. Joseph Fieux, quien ha sabido utilizar las ventajas naturales del lugar para formar unos cristalizadores artificiales en los cuales el cuage queda asegurado todos los años. En el ejercicio de 1896 la producción alcanzó la cifra de 17.000 barriles y el precio de costo, no contando más que los gastos de explotación, sólo fué de 0,17 centavos mejicanos por barril. Añadiendo los gastos generales el precio se elevaría á $ 0,56, para el mismo año, durante el cual la cosecha no llegó todavía á la producción normal que cabe obtenerse.

En las clases 135, 137 y 138 encontramos, aparte de algunos productos de la perfumería, acerca de los cuales sólo tenemos que repetir lo que ya hemos dicho de los preparados farmacéuticos, los aceites de coco, de ajonjolí (sesamo) y de higuereta (ricino), que así como el de otros granos, huesos, almendras y semillas oleaginosas, se explotan hoy en muy pequeña escala, mucho menor que las que pide el consumo local; pero cuya producción está llamada á constituir, con el tiempo, una de las grandes industrias nacionales.

Las velas de composición, con ácido esteárico, se fabrican en un establecimiento que goza de las

ventajas de una concesión especial, por la que está eximida de los mayores derechos de Aduanas, en la importación de las primeras materias que emplea. Abastece el país y llega á exportar algunas pequeñas partidas para las Antillas vecinas. Las velas de cera se elaboran por la pequeña industria para las necesidades locales.

Las materias curtientes: dividivi y corteza de mangle, son muy abundantes en la costa. Se exportan cantidades por los puertos de Monte Cristi, Puerto Plata, Samaná, S. P. de Macoris, Azua y Barahona.

La zuela se fabrica para el consumo local; pocas veces se exporta para Puerto Rico y Haití.

La bija orellana, que tiene varios empleos industriales en la confección de barnices y colores, y especialmente en las fábricas de queso y manteca de vaca, es una producción expontánea del suelo. Puede ser artículo de exportación.

Para noticias y pedidos dirijirse al expositor en Santo Domingo.

La clase 141 está representada por el almidón de yuca y la harina de banano. Ambos productos se obtienen en pequeña cantidad, insuficiente á las necesidades del consumo, por lo cual sus precios son, siempre, relativamente elevados; pero, lo mismo los citados, que otra multitud de féculas y harinas, pudieran fabricarse en escala mayor y constituír ventajosos artículos de consumo y de exportación, pues las plantas que los producen son de fácil cultivo y abundante rendimiento.

Examinado cuidadosamente el plan de clasificación general del Comité Ejecutivo de Bruselas, que nos sirve de pauta para formar nuestro Catálogo, no hemos hallado el número que debe corresponder al café, á pesar de ser éste un artículo de tanta importancia comercial, que figura en primera línea entre las industrias alimenticias y de consumo.

En el grupo XXXIX, en que están incluídas estas sustancias, hay la clase 143, destinada al "material, procedimientos y productos de la fabricación de los productos alimenticios: achicoria, conservación de las carnes, pescado, frutas legumbres &, condimentos y estimulantes." En esta clase hemos creído deber poner el café, puesto que en ella se encuentra la *achicoria* que es su sustituto en ciertos países de Europa.

Nuestros expositores presentan este rico grano en varias de sus formas: en uva ó cereza seca, muestra de San Cristóbal; en pergamino, muestra de Moca; descortezado y venteado en máquina, muestras de los señores S. Michelena y Ad. Ferret; descortezado en pilones, á mano, las restantes muestras.

La manera de manipularlo es lo que le hace tomar los distintos aspectos con que se presenta. Unos secan el café en cereza y otros lo despulpan. De ambas maneras, si se opera con cuidado y no se deja recalentar ó fermentar el grano, se obtiene una haba aromática y de esquisito sabor, y aún puede asegurarse que el primer procedimiento le

conserva mejor el aroma; pero esta manipulación es lenta, exije mucho tiempo y espacio para obtener una desecación perfecta, y como en la época en que esa operación se hace suele llover con sobrada frecuencia, resultan pérdidas, casi inevitables, en la calidad y en la cantidad de la cosecha. Por este motivo, en todos los países cafeteros, se ha adoptado el procedimiento del despulpado y lavado, con el cual se evitan estos inconvenientes, y se utilizan, más ventajosamente, las máquinas ideadas para descortezarlo.

En la República se van introduciendo los procedimientos modernos, y es indudable que, á medida que la produccion aumente, esos aparatos se irán generalizando, y entónces podremos llevar al mercado un café de tan buena vista y calidad como los que lleva Puerto Rico, Venezuela y Costa Rica, cuyo grano, en el árbol, en nada supera al de Santo Domingo. Lo que le dá más valor mercante en aquellos países, es la buena desecación y limpieza que en ellos recibe y esto lo han de hacer nuestros cosecheros muy pronto. Algunos han empezado ya, según puede verse por varias de las muestras que se exponen.

Aquí la industria cafetera es muy reciente. Hace pocos años, veinte y cinco ó treinta, no se exportaba café y el consumo local era muy restringido. Hoy el uso de esta bebida restauradora se ha propagado en todas las clases de la sociedad, y después de satisfacer el consumo hay un sobran-

te para la exportación que no debe bajar de 30 á 40,000 quintales.

La clase 144 corresponde al producto más importante de nuestra actual producción nacional: el azúcar.

Varias son las muestras que se remiten, obtenidas, todas ellas, en algunos de los grandes Ingenios con que cuenta la República, levantados, todos ellos, desde hace veinte y cinco años.

Antes de esa fecha se producía, apenas, el dulce necesario para el consumo, en trapiches ó pequeñas prensas, la mayor parte de madera y movidos por bueyes. Hoy las fábricas son verdaderos establecimientos de la grande industria, alimentadas por extensos campos sembrados de la rica gramínea que un dia dominó, sin rival, en la producción azucarera y que, actualmente, á pesar de su vitalidad y de su riqueza indiscutible, parece como que dobla sus altivos penachos, ante la humilde remolacha, levantada por la ciencia y el arte europeo á una altura, verdaderamente abrumadora, para los rutinarios sembradores de caña de los países intertropicales.

La lucha entre ambos cultivos es terrible; pero, á pesar de ella, á pesar de la protección artificial que las grandes Naciones, ricas y pobladas. prestan á la producción de sus azúcares, sean de remolacha ó de caña, la industria que nos ocupa se ha desorrollado en Santo Domingo y en años favorables rinde píngües beneficios.

De todos modos la República mucho ha gana-

do con su instalación, pues le ha traído grandes capitales y no pocos hombres hábiles é inteligentes en diversas profesiones; le proporciona trabajo á millares de obreros, aumentando por este medio las garantías de la paz interior; y ha servido para establecer cierto orden y disciplina en los trabajos de los campos.

Los distritos azucareros en que radican estas fincas son: San Pedro de Macorís, las Provincias de Santo Domingo y Azua y el Distrito marítimo de Puerto Plata.

La capacidad de producir que tienen las fábricas, actualmente en operaciones, es, aproximadamente, de 1.200.000 quintales de azúcar y una cantidad proporcional de mieles, que se convierten en aguardiente ó ron, en los alambiques perfeccionados, anexos á la generalidad de aquellos establecimientos.

Los precios de este producto, lo mismo que el del café, el tabaco, el cacao y todos aquellos que se venden en el exterior, se establecen por los que rijen en los mercados reguladores de Europa y Norte América.

La clase 145 comprende otro de nuestros frutos ameritados: el cacao; de esta almendra se remiten varias muestras.

Este útil árbol se produce muy bien en varios lugares de la República, particularmente en el Norte y en el Centro, en las Provincias de El Seibo, La Vega, Espaillat, Santo Domingo, y en los Distritos de Samaná, Pacificador y Puerto Plata.

Es planta más delicada y exijente que el café en cuanto á la elección del terreno en que ha de vejetar: pero, aparte de los indicados, no faltan otros lugares en los cuales se encuentra el suelo profundo y el clima húmedo y fresco, en el cual prospera y dá abundante cosecha.

La producción actual es algo menor que la del café, pero va en aumento progresivo y rápido, pues son muchas las plantaciones que se han hecho en los últimos años y grande el empeño en seguirlas extendiendo, siendo general la creencia de que esta almendra sostendrá, por bastante tiempo, los precios remunerativos, que actualmente la favorecen.

El estímulo de las utilidades que reporta este cultivo hará que, los que á él se dedican, vayan perfeccionando los procedimientos de desecación y fermentación, y debemos esperar que pronto se presentará al mercado como una buena clase corriente, sana, limpia y con la igualdad de grano que le da vista y mérito.

A la clase 147 pertenece el material y los procedimientos y productos de la destilería.

En esta industria los progresos alcanzados en los últimos años está en relación con el incremento que caracteriza la producción azucarera. Antes de este movimiento sólo existían en el país pequeñas alquitaras ó alambiques de cuello de cisne, que, aún trabajando con buenas mieles, ó, mejor dicho, jarabes de guarapo de caña, sólo acertaban á producir un aguardiente de bajo grado, lleno de

flemas y, por lo tanto, de mala digestión y de sabor repugnante. Actualmente, anexos á las fábricas de azúcar ó independientes de ellas, se han montado buenos aparatos destilatorios de chorro contínuo y calefacción indirecta. El producto ha mejorado en calidad, ha aumentado en cantidad y se ha abaratado en precio, sirviendo de base á la industria del licorista que es reciente en la República, aunque de poco vuelo, porque, hasta ahora, no ha podido salir del estrecho círculo del consumo local. Los progresos que realice en la perfección del artículo, podrán abrirle, más tarde, las puertas del exterior, siempre que logre vencer las dificultades con que tropieza por causa de la falta ó carestía de los envases de vidrio, de cuyo material, indispensable al desarrollo y prosperidad de la licorería no hay fábricas en el país.

La primera materia empleada en los alambiques es, en algunos lugares, la meladura extraída directamente de la caña dulce; en otros, y en mayor escala, lo son las mieles resultantes del recocido de las mismas, en los tachos al vacío. Inútil es decir que las primeras son de superior calidad, y que las otras, menos ricas en materia sacarina, se obtienen á precios muy bajos en los distritos azucareros. Algunas veces se exporta para las Antillas francesas; su precio actual puede estimarse en unos 7 francos los 100 litros.

Los vinos comprendidos en la clase 148, no constituyen una industria en el país. Los que se fabrican no son el producto del jugo fermentado

de frutas azucaradas y, por lo tanto, no *son realmente vinos*; son combinaciones sin fermentar, con base de alcohol, que sólo pueden considerarse como licores ó jarabes espirituosos.

Varias frutas intertropicales dan verdaderos vinos, y algunos muy ricos, si se procede con ellas como con la uva. La piña y el níspero están en primera línea, por la bondad y abundancia del producto; la jagua, el cajuil, las naranjas y la poma-rosa les siguen en importancia.

Los vinos que se extraen de la savia de algunas palmas, de la del maguey, pita ó cabulla y del jugo de ciertos cactus, como la tuna y otras, no se fabrican ni usan en el país, á pesar de que, las citadas plantas, se producen expontáneamente y abundan en muchas de sus comarcas. Es una industria por crear de fácil instalación.

Llegamos á uno de los mejores productos dominicanos: el tabaco, comprendido en la clase 149, que abraza el material y los procedimientos y productos de la fabricación de los tabacos, cigarros y cigarrillos.

Dos clases principales de esta hoja se cultivan en la República. En escala mayor el que vulgarmente se llama tabaco criollo: comprende varias especies y es planta robusta, de grandes hojas y mucho rendimiento; es el que, hasta ahora, ha alimentado el comercio de exportación, que tiene su mercado en Hamburgo. En menor escala se cultiva el llamado tabaco de olor, en el que se incluyen todas las especies de tabaco aromático, de hoja

sedosa y poco tamaño. Se exporta muy poco, sin duda porque no se prepara con el esmero necesario para que se estime en lo que debe valer Se consume para fumar en el país y obtiene siempre mejores precios que el de embarque.

Del tipo de exportación van las muestras que remiten Don Rafael Vega de Santiago y Don Lucas Guzmán de Moca, clasificadas y empacadas en la misma forma y con las mismas marcas que se usan en el comercio.

De la clase de olor son casi todas las otras muestras, aunque, en muchas ocasiones, las hojas de una y otra especie se hallarán mezcladas, cosa muy difícil de evitar, aún cuando se siembren en campos separados, por la facilidad de hibridación que tienen las semillas de esta solanácea. De este tabaco de olor se han exportado, en el presente año, algunos centenares de pacas, como ensayo, para varios países y especialmente para los Estados Unidos.

Cuando esta especialidad se cultive con más inteligencia, y sobre todo se cure, escoja y clasifique con más arte y habilidad, su producción constituirá una verdadera riqueza permanente en el país, pues las condiciones del suelo, en ciertas regiones, aseguran á la calidad de la hoja que en ellos se produce, todo el mérito propio que se requiere para que no necesite buscar mercado, sino que, por el contrarío, los consumidores la soliciten.

Con esta clase de rama podremos tener ma-

yor holgura en los precios, y sus productores hallarán en ella, siempre que la sepan preparar, una independencia de mercado que inutilmente buscarán con el tabaco criollo.

Los buenos precios actuales favorecen esta industria y en la región tabacalera del Cibao se han hecho grandes siembras, que han estado en inminente peligro de perderse á causa de la extraordinaria sequía que castiga el país desde hace algunos meses; pero, por fortuna, ha llovido todavía á tiempo para salvar la cosecha y se estima que ésta producirá más de cien mil quintales para la exportación en el año actual.

El del consumo local no escaseará tampoco en las regiones del Norte, y seguramente, obtendrá buenos precios, pues las fábricas del país han aumentado considerablemente en estos últimos años, y parecen dispuestas á hacer entrar esta industria. por las verdaderas vías del progreso. Mucho hay que hacer todavía para ponerla á mediana altura, siquiera; pero en este asunto todo es empezar. El estímulo y la competencia empujan y llevan adelante.

Hoy debemos convenir en que la industria de la elaboración del tabaco está sobradamente atrasada en la República, y de ello darán fé la generalidad de las muestras que se remiten á la Exposición; pero, al mismo tiempo, de su exámen resultará la convicción de que no faltan los materiales, buenos en su orígen, y que, por esta causa, pueden ser base y fundamento firme para que la fabrica-

ción del tabaco, en todas sus formas, llegue á ser una de las grandes industrias de Santo Domingo.

Una preparación genuinamente dominicana y de la que debemos hacer particular mención es la de los *andullos*. Son éstos unos como largos cilindros hechos con tabaco de olor, torcido y fuertemente prensado á mano, como amarras muy apretadas, que, con un cordel, se les dá en toda su extensión. La fermentación del tabaco es completa dentro de aquel forro de yagua (hoja de palma) herméticamente cerrado y comprimido, así es que desarrolla todo su aroma y sabor propio.

Se usa, generalmente, para fumar en pipa, cortando y picando una pequeña parte del andullo cada vez que se quiere usar. El tabaco, así preparado, es del gusto de gran número de fumadores de pipa. En el país se usa mucho y en andullos se consume una buena parte del mejor tabaco que se cosecha. Si esta forma de obtener un buen tabaco de pipa se hiciera conocer en el exterior, el andullo pudiera llegar á ser un buen artículo de exportación.

Otro empleo del andullo se lo dan los mascadores de tabaco. En este caso son solicitados los que se distinguen por su olor más fuerte y por su color muy oscuro, casi negro.

Van algunas muestras de La Vega, Santiago y Puerto Plata.

La clase 150 está dedicada, en especial, al algodón, y la 152 á los demás textiles vejetales, hilandería, cordelería y tejidos de estas materias.

Se remiten dos muestras de algodón de semilla negra, procedentes del Distrito de Barahona, que no dudamos llamarán la atención por su buena calidad. Pertenecen á la especie de hebra larga, y es fino, de un blanco plateado vivo, de un vello seguido, suave y consistente.

En época, no muy remota, el textil que nos ocupa se cultivó en la República en bastánte cantidad, y el que se producía era muy estimado; pero tiene por enemigos destructores las sequías prolongadas, y la larva ó gusano que lo ataca, justamente en el momento de abrir la cápsula en donde se encierra la mota ó vellón. Por este motivo y por la progresiva baja de su precio en los mercados reguladores, la producción se fué descuidando y hoy casi no existe en el país.

Actualmente se nota cierta tendencia á volver á este cultivo y no cabe duda que puede hacerse con éxito en los terrenos muy frescos ó en aquellos de la costa en que se establezca el regadío, que es lo más acertado para asegurar las cosechas, y preservarlas, así de los malos efectos de las sequías como de los estragos de los insectos, pues la maduración de las cápsulas viene, si la vegetación no ha sido interrumpida por la falta de agua, antes de la estación en que aparecen los gusanos.

Es, igualmente, condición indispensable al buen éxito de esta explotación que se utilice la semilla oleaginosa del algodón. Este producto secundario es de tanto valor como el principal y si se dejase perder, como ántes hacíamos, no ha-

bría beneficio ninguno en el cultivo. Actualmente importamos aceite de algodón refinado por fuertes cantidades y muy conveniente sería independizarnos de este tributo, que pagamos á los Estados Unidos.

Las tortas ó panes que se forman con el residuo de las semillas, en la estracción del aceite, es un alimento de ceba y del gusto de todos los animales domésticos.

Numeroso es el grupo de plantas con hojas y tallos textiles que tenemos en el país, unas cultivadas y otras silvestres. De estas últimas es que se han presentado algunas muestras.

La cabuya ó pita, género agave, es el istle ó heniquen de los mejicanos, tan conocido en el comercio como utilizado en la industria de cordelería y de tejidos ordinarios. Aquí hay extensiones considerables de terrenos cubiertos de esta planta, sin que, apénas, se saque partido de ella.

Sólo, en muy pequeña escala, se utiliza para tejer hamacas y esas otras obras de cordelería, tales como los hicos, cabestros, cinchas, riendas jáquimas etc., de que se remiten muestras. La industria en grande podría sacar buen partido de ella empleándola en la fabricación de sacos para azúcar y granos, toldas de secar café y géneros de empacar tabaco, de todo lo cual se hace gran consumo en el país.

Las hojas de ciertas palmeras, como la cana y el yarey, se emplean, en mayor proporción, para tejer sombreros ordinarios, que usan los campesinos, y

sobre todo, para hacer las árganas y los serones, que se gastan con profusión. Estos últimos reemplazan á los sacos, en ciertas ocasiones y sirven para empacar el tabaco.

Las fibras, extraídas de la corteza del anon y de la majagua, son las que se emplean para hilar las sogas ó lazos que se usan en toda la República.

La clase 160 se refiere á la industria del vestido. En ella hemos puesto los bastones de maderas duras y los de concha de carei.

El testáceo que produce esa estimadísima concha no es muy escaso en las costas de la Isla. Todos los años se exportan algunos cientos de quintales en bruto y el consumo local emplea algunos más en la fabricación de bastones, tales como los que van de muestra, y en otros objetos de adorno como pulseras, cinturones, peinetas & que se hacen en el país con bastante arte.

La clase 164 corresponde á la apicultura y á los productos agrícolas de la huerta. Como resultado de la explotación de las abejas, hemos incluído aquí la miel y la cera que elaboran y que son sus productos útiles.

Pocos países hay más favorecidos que éste para la crianza de las abejas. La naturaleza le brinda, en una primavera perpétua, el calor prolífico y el generador incesante de aromáticas plantas y olorosas flores. La sola consideración de que millares de seres, sin gastos de subsistencia y sin remuneración alguna, no cesan de trabajar un instante para que el hombre no haga más que reco-

jer el producto de la industria y de la laboriosidad de tan notable insecto, es bastante para que se fije en ellos la atención con el vivísimo interés que se merecen.

En la Isla se conocen dos clases de abejas: una, la criolla, que es muy rústica, pero poco productiva, y otra la de España. Esta última se reprodujo, rápidamente, en nuestros frondosos bosques y algunos isleños se dedicaron á explotarla, aunque siempre mezquinamente, y, por lo tanto, con escaso beneficio. Actualmente esta industria está muy descuidada y no produce lo que debiera, ni mucho menos, pero siempre se exporta una regular cantidad de cera y de miel, particularmente en Monte Cristi, Puerto Plata y Azua.

En la clase 166 se comprende la selvicultura ó explotación de los bosques y las semillas, plantas y maderas de los mismos.

Correspondiendo á esta clase van algunas muestras de cocos, fruto del *cocus nucifera*, rica especie de palma que produce con abundancia en los terrenos frescos de las costas y márgenes de los ríos, á donde llega la influencia salina del mar.

Pocos árboles hay más útil que éste: el tronco duro y resistente puede recibir varias aplicaciones, la médula, cerca del escapo, en donde arrancan las hojas, contiene una fécula dulce y nutritiva. El fruto, cuando verde ó medio sazonado, está lleno de fresca y sabrosa agua; maduro y seco encierra una almendra comestible, de la que, por expresión, se extrae uno de los aceites más emplea-

dos en la industria y especialmente en la jabonería; la cáscara ó corteza es una materia fibrosa con la que se fabrican multitud de artículos útiles, y, en especial, sólidos cables, que, con preferencia, se emplean en los buques, porque, mejor que otros, resisten á la acción corrosiva del agua del mar.

De tantas utilidades, que son bien conocidas, apenas se saca partido actualmente, pues los cocales que existen no son muy extensos y el fruto que producen se consume, en parte, como bebida refrescante y, algún otro, en los usos culinarios. Queda alguno, poco, para la exportación que se hace en pequeña escala por el puerto de Samaná.

La abundancia de las maderas duras que predominan en nuestros bosques, y que tan estimadas son en la ebanistería y en las construcciones navales, ha dado, desde remotos tiempos, grande importancia á este ramo de la industria nacional, y antes del predominio, que, en el último cuarto de siglo, ha ido tomando el trabajo agrícola, puede decirse, que la exportación de madera, fué la base de los cambios en nuestro comercio exterior.

A pesar del destrozo inconsiderado que se ha hecho de las más ricas esencias, todavía los montes y los valles encierran millones de árboles apreciados, muchos de los cuales ni aún son conocidos en el extranjero. Bien hubiera querido esta Junta Central, que se hubiese formado una colección, lo más completa posible, de la inmensa cantidad de maderas de construcción y de ebanistería. que existen en todas las comarcas de la República; pe-

ro esto era obra larga y costosa, que no ha habido tiempo ni manera material de realizar.

Las muestras que se mandan darán una idea aproximada, y nada más, de lo que existe.

Al reunirlas no pareció conveniente amontonar muchas piezas enteras de gran volúmen que hubieran llenado, de mala manera, el Departamento Nacional, y pareció mejor reducirlas á tablas y trozos pequeños, labrándolos y pulimentándolos, por una de sus caras, para que, desde luego, se pueda apreciar el mérito de cada una.

Las clases más corrientes que sirven de base á la exportación son el cedro, la caoba y el espinillo. Las tres esencias son muy abundantes en diferentes Distritos y su volúmen llega hasta 20 piés de cañón y 40 ó 50 pulgadas de diámetro; pero lo regular es que midan 14 á 20 pulgadas de diámetro.

La caya amarilla, caya colorada, palo amarillo, caobanilla, tomosina, roble, cabirma, corazón de paloma, mameyuelo, nogal, baitoa, abei, cuerno de buey, capá de sabana y candelón, abundan en las Provincias de Santiago y de La Vega, en las del Seibo y Azua, en los Distritos de Puerto Plata, Macorís y Barahona, que tienen fácil acceso y regulares puntos de embarque. Las dimensiones ordinarias de estos árboles es de 20 piés por 12 á 16 pulgadas de diámetro.

El guayacán, la vera, guayacancillo, la mora, el campeche, el fustete y las yayas, son artículos de grande exportación y todavía hay grandes

existencias de estos palos en el interior, que la apertura de ferro-carriles permitirá explotar. Los bosques de la costa han alimentado los embarques hasta el presente, y aunque no están agotados en estos lugares, las mejores calidades van desapareciendo.

Los precios de todas estas maderas se establecen por los mercados reguladores, que, para la República, suelen ser New York, Londres, Liverpool y el Havre.

Décima tercera sección.

El trabajo manual, de hombres y mujeres, forma el grupo LIII y en él hemos incluído, los bordados remitidos por algunas señoritas. En este ramo, abundante hubiera podido ser el contingente de la República y no habría carecido de algún mérito, si una excesiva modestia no hubiese detenido las manos de todas aquellas que pudieran, con seguro lucimiento, haber dado pruebas de sus talentos y de su habilidad.

Hemos llegado al fin de nuestro cometido, que se termina con la redacción de la presente memoria, en la cual hemos tratado de responder á los problemas presentados en los grupos LIV, LV y LVI. Lo hemos hecho de una manera incompleta y sabemos que muchas preguntas quedan sin respuesta, pero á ese silencio nos obliga el mutismo de nuestras estadísticas.

En todo lo demás, y en cuanto nos ha sido posible, hemos procurado, según la medida de nuestras fuerzas, responder á los altos fines y laudables propósitos del Comité Ejecutivo de la Exposición Internacional de Bruselas, que con tanta sabiduría ha redactado los preceptos de la clasificación general.

De igual manera la Junta ha tratado de corresponder á la confianza en ella depositada por el Gobierno Supremo de la República, en la solemne ocasión en que sus intereses materiales, vivos y permanentes, van á ponerse de manifiesto, en una de esas grandes ferias del arte y del trabajo, ideadas por la civilización más avanzada, y realizada, esta, por uno de los pueblos más ilustrados y respetables de la Europa moderna.

Indice.

PAGINAS.

La República Dominicana en la Exposición. . 5

PARTE PRIMERA.

EL PAIS.

CAPITULO I —Geografía física:

Situación 9
Límites terrestres 10
Figura 10
Extensión 11
Costas, fondeaderos y puertos 12
Islas adyacentes 19
Montañas 21
Ríos 26
Lagos 31
División territorial 32

CAPITULO II.—Meteorología y climatología:

Lluvias y vientos 34
Temporales 36
Terremotos 38
Temperatura 39
Salubridad 43

PAGINAS.

CAPITULO III.—Geología:

Orígenes prehistóricos 50
Formación secundaria 53
Formación terciaria 59
Formación cuaternaria 61

CAPITULO IV.—Mineralogía:

Cuarzos y arenas auríferas 63
Plata, cobre y hierro 68
Minerales carboníferos 73
Otros minerales no metálicos 76
Materiales de construcción 79

CAPITULO V.—Fauna y Flora:

Animales terrestres 81
Animales acuáticos 83
Aves 85
Animales domésticos 85
Plantas indígenas 87
Plantas exóticas 89

PARTE SEGUNDA.

LOS HABITANTES.

CAPITULO I.—Antropología y etnografía:

Los aborígenes 91
Los africanos 94

CAPITULO II.—Lingüistica y población:

Idiomas. 96
El censo 97

CAPITULO TERCERO.—Historia.—El descubrimiento y la conquista:

La colonia 105

PAGINAS.

La cesión á Francia 110
La reincorporación á España . . . 114
La incorporación á Colombia 116
La dominación haitiana 118
La independencia 120
La anexión 129
La Restauración 132

CAPITULO IV.—Organización política:

Derecho constituído 140
Administración civil 145
Administración religiosa 148
Instrucción pública 150
Relaciones exteriores 155
Representación internacional 161
Servicio postal 167
Comunicaciones telegráficas 171
Ferro-carriles 172
Hacienda nacional 179
Movimiento comercial 182

PARTE TERCERA.

LA EXPOSICION.

CAPITULO I.—Catálogo parcial:

Clasificación general 189
Catálogo general de la Sección Dominicana . 192

CAPITULO II.—Los Expositores:

Observaciones reglamentarias 206
Notas aclaratorias 207
La Tercera Sección: Artes médicas y farmacéuticas. 208
La Quinta Sección: Mueble y decorado de habitaciones.—Artes gráficas.—Imprenta é industria del libro. 210

IV.

La Novena Sección: Material y procedimiento del ingenio civil y de la construcción. – Materiales. – Industria de extracción de minas y canteras.–Industrias químicas.–Industrias alimenticias y de consumo.–Industrias textiles.–Industria del vestido.–Agricultura. . . 211
La Décima tercera Sección: Trabajo manual. . 230

This book should be returned
the Library on or before the last d
stamped below.
A fine of five cents a day is incur
by retaining it beyond the specif
time.
Please return promptly.